

السنة الثامنة

DERNIÈRE MINUTE

Le chef des rebelles exige des armes pour libérer Mme Claustre

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c. etc.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; États-Unis, 25 c.; France, 10 fr.; Grèce, 40 dr.; Italie, 200 L.; Japon, 125 ¥.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 15 k.; Yougoslavie, 10 d. din.

Le Monde des Italiens 1967 PARIS - CROCE 69 C.I.P. 4207-25 Paris Tél. Paris n° 65472 Tél. : 770-91-29

LETTIN DE L'ÉTRANGER

LA VICTOIRE du chancelier Kreisky

Après six années d'exercice du pouvoir, le chancelier autrichien Bruno Kreisky a obtenu la victoire lors des élections législatives du 22 avril.

Après quatre ans de conflit dans l'opposition, les listes avaient alors gagné des élections législatives, mais ils avaient encore gouverné pendant un an.

Le parti socialiste a gagné au scrutin et les listes dirigées par les députés et renforcé encore sa position dans son fief de la capitale.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

LE MEURTRE DE TROIS GARDES CIVILES

Le cabinet espagnol cherche à enrayer l'escalade de la violence

Une personnalité basque assassinée près de Bilbao

Le gouvernement espagnol tient une réunion extraordinaire ce mardi 6 octobre pour discuter la situation au Pays basque où trois gardes civils ont été tués dimanche dans un attentat.

Madrid. — Trois gardes civils tués et deux blessés, dont un grièvement, tel est le bilan d'un attentat attribué à l'organisation révolutionnaire basque ETA, dans la province de Guipuzcoa.

Dans l'après-midi du dimanche 5 octobre, cinq gardes civils étaient retenus en jeep sur le chemin d'Arantzazu, situé dans la montagne, près de la ville d'Onate, pour y retirer un drapau basque qui y avait été arboré.

Le gouvernement espagnol s'est réuni ce mardi 6 octobre, en conseil des ministres extraordinaire, pour examiner la situation.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. LEGANUET

Le débat sur les institutions régionales divise le gouvernement

Au terme de la réunion du conseil politique du Centre démocratique qu'il préside, M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, a rappelé, dimanche 5 octobre, l'attachement de son parti à la « personnalité régionale ».

La région, telle que nous la connaissons, est une création de la III^e République — qui s'est faite au prix de compromis.

Le gouvernement espagnol s'est réuni ce mardi 6 octobre, en conseil des ministres extraordinaire, pour examiner la situation.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Préparé à New-York

Le «sommet» des Cinq sur la stratégie économique aurait lieu à la fin de l'année

La conférence « au sommet » des chefs d'Etat et de gouvernement des Cinq (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Japon) auxquels pourraient s'ajouter deux autres pays (l'Italie et le Canada), a de bonnes chances de se tenir à la fin de l'année.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

ALLER PLUS LOIN

par OLIVIER GUICHARD (*)

La région, telle que nous la connaissons, est une création de la III^e République — qui s'est faite au prix de compromis.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

LE VIETNAM DANS LA PAIX

M. Phan Van Dong, chef du gouvernement de Hanoi, pense que la réunification officielle du Vietnam se fera rapidement.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

Dans notre supplément «Europa»

MM. BOUTEFLIKA ET CHEYSSON S'INTERROGENT SUR LES CHANCES DU DIALOGUE «NORD-SUD».

Dans une semaine exactement, le lundi 13 octobre, s'ouvrira à Paris la conférence préparatoire sur l'énergie, les matières premières et le développement.

Le chancelier Kreisky a été élu chancelier de la République fédérale d'Autriche le 15 octobre.

AU JOUR LE JOUR

LES LOIS

On ne verra donc plus, dans les informations annonçant un accident de chemin de fer, la petite phrase traditionnelle : «Le mécanicien (ou l'agent) ou le garde-barrière, ou le lampiste, a été placé sous mandat de dépôt.»

LE «FIFEF» A GENÈVE

Des caméras, des ronces et des épines

Au commencement était le verbe, et le verbe était français. Cela est passé à Dinar en 1969. Un festival de natifs qui ses parents avaient baptisé Festival international du film d'expression française (FIFEF).

LA RECHERCHE L'origine du système solaire La pentacoordination L'homme préhistorique et le feu Le contrôle intracellulaire de la contraction musculaire La recherche minière en France

en SU... le mar... lausal

PROCHE-ORIENT

Liban

LORS D'UNE RÉUNION EXCEPTIONNELLE

Les chefs religieux condamnent toute tentative de partition « géographique ou psychologique »

Beyrouth (A.F.P., U.P.I., Reuters). — Les principaux chefs religieux libanais se sont réunis, samedi 4 octobre, à Dar-el-Fayza, siège de la communauté sunnite située dans un quartier populaire de Beyrouth contrôlé par les miliciens de la gauche musulmane. Une telle rencontre revêt un caractère exceptionnel.

Les chefs religieux ont publié à la fin de leurs travaux un communiqué condamnant toute tentative ayant pour but la partition « géographique ou psychologique » du Liban. Ils considèrent que seul le dialogue permettra d'aboutir à une solution de la crise et réclament l'adoption « d'une politique sociale et économique d'ouvrir au changement, de réaliser la justice sociale et l'égalité entre les citoyens ».

Dimanche, le cheikh Hassan Khaled, chef de la communauté musulmane sunnite, a dénoncé « le confessionnalisme politique libanais, qui est à l'origine de tous les maux ». « C'est ce liban, à-t-il dit, qui a paralysé le mouvement, miné l'administration, ligoté l'armée, saboté l'économie et placé le Liban sous la loi de la jungle ».

Le cheikh Hassan Khaled a ensuite souligné que « la charge de l'Etat entre les différentes communautés religieuses était dépassée ».

La réunion des chefs religieux, comme les vœux adressés dimanche par le patriarche maronite aux musulmans et aux pays arabes à l'occasion de la fête du Pitr, ont eu pour résultat de détendre l'atmosphère entre les communautés. Les autorités ont d'ailleurs signalé que seuls « des incidents mineurs et en nombre réduit » avaient été signalés

dimanche dans la capitale. La veille au soir, huit personnes avaient, en revanche, été blessées lors d'un accrochage entre un groupe armé et une patrouille de l'armée, à une quinzaine de kilomètres au nord de Beyrouth, près de Jourdeh. Dans la nuit de samedi à dimanche, une tension assez vive s'était manifestée à Tripoli, dans le nord du pays. Des échanges de tirs avaient eu lieu entre le village chrétien de Echorta et le village musulman de Sidaniyeh. Le calme devait revenir après deux heures de fusillade et de canonnade, les deux parties ayant conclu un cesse-le-feu, et l'armée ayant relevé, derrière les barrières, les combattants des deux bords.

L'attaque menée samedi matin contre l'aéroport de Beyrouth par un commando de quatre personnes (le Monde date 5-6 octobre) suscite toujours de nombreux commentaires. Un magistrat libanais chargé de l'enquête a annoncé dimanche que les assaillants, dont un a été tué, avaient l'intention de détourner un avion égyptien et d'exiger que l'Egypte renonce à l'accord intérimaire avec Israël. Les trois survivants, un libanais, un Palestinien et un Égyptien, portaient sur eux au

moment de leur arrestation des cartes de l'Organisation palestinienne El Fatah. Cependant, l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) a rejeté toute responsabilité dans l'attaque, qu'elle a condamnée. M. Zuhair Mohsen, chef du département militaire de l'O.L.P. a déclaré, quant à lui, l'action avouée aux services égyptiens de renseignement.

● Une tentative d'assassinat a eu lieu, dimanche 5 octobre, au Caire, contre M. Mohamed Ali Hattim, ancien premier ministre de la République démocratique populaire du Yémen. Il avait été évité du pouvoir en 1970 par l'aile gauche du Front national de libération, et remplacé par M. Ali Nasser Mohamed. Les occupants d'une voiture ont tiré sur lui alors qu'il sortait de son domicile. M. Ali Hattim a été touché au visage. — (A.F.P.)

● Le roi Hussein de Jordanie se rendra en visite officielle à Miscon, très prochainement, à l'invitation des dirigeants soviétiques, annonce un communiqué publié à Amman. La date de la visite du souverain jordanien sera fixée ultérieurement. — (A.F.P.)

L'Égypte célèbre le deuxième anniversaire de la guerre d'octobre

Un premier pas a été accompli, dimanche 5 octobre, veille du deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre de 1973, dans la mise en application de l'accord intérimaire israélo-égyptien du 1^{er} septembre dernier. Quatre techniciens américains de la société Mobil Oil chargés par l'organisme égyptien du pétrole de prendre en charge provisoirement les puits de Ras-Sudr, d'Assal et de Ras-Matama, au nord d'Abou-Rodas, sont arrivés sur les lieux après avoir franchi les lignes égyptiennes et israéliennes.

Le premier ministre israélien, M. Rabin, donne son agrément, bien que le gouvernement israélien ait jusqu'à présent affirmé qu'il n'y aurait aucune disposition de l'accord du 1^{er} septembre avant que le Congrès de Washington approuve l'envoi de civils américains dans des missions d'observation électroniques du Sinaï, un communiqué publié dimanche à l'Assemblée des ministres. M. Rabin a souligné que le gouvernement israélien n'avait pas modifié son point de vue. Pour Israël, l'accord initial n'est pas encore entré en vigueur.

Amman. — Les critiques de Damas ou d'ailleurs contre le récent accord dans le Sinaï provoquent dans la vallée du Nil une réaction de caractère nationaliste. Venu de plusieurs gouvernements, des dizaines de milliers de fellahs, d'ouvriers, de fonctionnaires, mobilisés par les syndicats officiels, ont défilé, au cours de la quinzième soirée, dans les rues du Caire en acclamant le président Sadate et parés en hauts M. Yasser Arafat. Vêtus de l'ample robe paysanne, les Bafs a reg, dans son village natal de Mit-Abou-Kon, de multiples délégations qui lui ont rendu leurs « serments d'allégeance », écrits et enroulés, selon une coutume égyptienne, avec le propre sang des signataires.

De notre envoyé spécial

Israël, c'était la première fois que le Rabin, haïti, dit-on, par l'idée d'un accord, contre sa personne, se risquait dans les rues d'une ville importante.

Mais l'arrêt imprévu du président, le vendredi 3 octobre, dans un café populaire d'Amman qu'il avait fréquenté étant jeune, devait tourner les sangs aux services de sécurité, qui le lendemain, lors de la pose de la première pierre de l'université du canal, brûlaient un officier en civil (sans parler des journalistes) qui voulait, semble-t-il, remettre un innocent piécet au Rabin.

Cet incident, révélateur des craintes du régime, n'a pas troublé Amman, livrée à la fesse nocturne. Sous le dala des flamboyants et des banderoles exaltant en arabe, en français et en anglais, la renaissance de la région, les orchestres de « simsemis » (cet instrument à cordes ayant une cavité en émail pour

causer de résonance), les danseurs faisant tourner leurs « chachachas » et leurs grandes les bédoûns à cheval, les gâteaux d'Alexandrie, les danses, les jeunes sauts, ont la population de leurs dât de leurs attitudes.

Le dimanche 5 octobre, j'ai « fêté » marquant la fin du « saï », — a été plus recue sans être dans une mosquée Suez par le péala le imam d'Egypte ayant du ton, tandis que de l'autre, la mer Rouge les israéliens menaçant les « pétroliers du Sinaï ». Le 6 octobre, la grande parade était organisée au Caire, le clon est la présenti remercier Miron à l'vres France, devant faire pas festivités au registre mar

insouciance, l'Égypte n'a jamais une occasion d'habu lampons. Cependant, la liaison économique et y dont c'est également la di anniversaire, est loin d'être succès. Bien que des (américaines, françaises, se) se soient réinstallées sans griebets, — au Caire étranger ne s'est pas vraiment déridé à l'éga régime qui, selon l'analy financier de Djeddah, a voulu contribuer à portés de bras son industrie d qui, en dernier ressort, a e l'interdiction faite aux e d'acheter des terrains de la construction.

En attendant, les dette tiennes — peut-être 50 p de francs à l'égard de l'Union soviétique — s'acou Cela fait craindre à certa l'Égypte ne soit un jour au moins en ce qui concr créances de l'Occident — d les croient aussi importan celles des Russes, — s comme au temps du Ismail, il y a cent ans, version moderne de la « de la dette ».

En attendant, les dette tiennes — peut-être 50 p de francs à l'égard de l'Union soviétique — s'acou Cela fait craindre à certa l'Égypte ne soit un jour au moins en ce qui concr créances de l'Occident — d les croient aussi importan celles des Russes, — s comme au temps du Ismail, il y a cent ans, version moderne de la « de la dette ».

Hausse du coût de la vie et blocage des salaires

Beaucoup d'Égyptiens sentent soulever le président de son point de vue à l'égard du « Sinaï utilisable » (eau et pétrole) d'Abou-Rodas qui accepte avec soulager perspective de ne plus faire la guerre et ils se so grés. L'existence de tré ses frontières de 1967.

Cependant, beaucoup s'gnet amèrement de l'in du gouvernement à jug hausse du coût de la vie y approvisionnement normal, marché et de son refus menter les salaires.

Dans les bureaux et les des centaines de milliers sonnes travaillent pour l'ent de 120 F par mo parter des campagnes, ou, une tentance à l'augmenté tarif de la journée de tré ouvriers agricoles continv exemple au Fayoum, à l mètres du Caire, à percev pour huit heures de trav le prix d'un paquet de cig

Du côté officiel, on ne ce réalités, tout en falsar les efforts récents du go ment, selon de plus c mille emplois industriels mifiés dans la zone du e Suez : 5 milliards de franc des monarchies pé trales en sus des pré dents : remboursement d'e tant comparable à des cr étrangers ; extension de l'ité sociale à quatre mill petits fellahs pêcheurs sans ; ajustement pour d de la loi relative à l'augm du loyer de la terre (la daté 3-4 août 1974), etc. Il s'agit là de dérivotes d'eau dans un océan de récipiens et dont le économique et social de repensé.

Le Rabin a maintenan ans de paix devant lui, e cipe pour stabiliser la e actuelle, avant de comm la transformer. La prem ses préoccupations devra une gigantesque compa freiner la démographie : l compte un million d'habit plus par an, et elle en plus se trouble millit surface arable est grande la Hollande mais c'est à qu'elle ressemble chaque / peu plus. Déjà une premi après la guerre d'octob par les maigres réalisations miques du régime, les Eg ont repris espoir. Leurs d' esurent-ils, cette fois, y réo On peut en douter, quand les salons de Caire s'ar l'idée d'un énième chan de cabinet ou remaniement sériel, bas éventuelles opé étant évidemment présent fois de plus comme la p

Le Rabin a maintenan ans de paix devant lui, e cipe pour stabiliser la e actuelle, avant de comm la transformer. La prem ses préoccupations devra une gigantesque compa freiner la démographie : l compte un million d'habit plus par an, et elle en plus se trouble millit surface arable est grande la Hollande mais c'est à qu'elle ressemble chaque / peu plus. Déjà une premi après la guerre d'octob par les maigres réalisations miques du régime, les Eg ont repris espoir. Leurs d' esurent-ils, cette fois, y réo On peut en douter, quand les salons de Caire s'ar l'idée d'un énième chan de cabinet ou remaniement sériel, bas éventuelles opé étant évidemment présent fois de plus comme la p

Le Rabin a maintenan ans de paix devant lui, e cipe pour stabiliser la e actuelle, avant de comm la transformer. La prem ses préoccupations devra une gigantesque compa freiner la démographie : l compte un million d'habit plus par an, et elle en plus se trouble millit surface arable est grande la Hollande mais c'est à qu'elle ressemble chaque / peu plus. Déjà une premi après la guerre d'octob par les maigres réalisations miques du régime, les Eg ont repris espoir. Leurs d' esurent-ils, cette fois, y réo On peut en douter, quand les salons de Caire s'ar l'idée d'un énième chan de cabinet ou remaniement sériel, bas éventuelles opé étant évidemment présent fois de plus comme la p

J.-P. PÉRONCEL-HUK

AMÉRIQUES

Argentine

QUARANTE MORTS DANS UNE OPÉRATION DE GUERRILLA À FORMOSA

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Des guérilleros argentins, appartenant au mouvement péroniste de gauche des Montoneros, ont tenté, le dimanche 5 octobre, une vaste opération dans la ville de Formosa, à un millier de kilomètres au nord de Buenos-Aires.

Une quarantaine de personnes ont été tuées, et un nombre encore indéterminé ont été blessés, dans une action combative dont le premier épisode a été la prise de contrôle, par un groupe armé, d'un Boeing 737 qui assurait la liaison Buenos-Aires-Formosa peu avant son arrivée dans cette dernière ville. L'avion s'est posé sur l'aérodrome de Formosa au moment où un autre groupe tentait de s'emparer des bâtiments de l'aéroport, laissant treize morts au moins sur le terrain.

Pendant ce temps, un troisième groupe, fort d'une centaine de personnes, attaquait la caserne du 3^e régiment d'infanterie de la ville. Il a été repoussé. Mais, selon le commandement général des forces armées, vingt-six personnes sont mortes dans cette dernière opération : onze soldats et quinze guérilleros.

Cependant, l'avion détourné, dont les passagers avaient été débarqués, a réussi à décoller de Formosa sous les tirs nourris des forces de l'ordre. L'appareil a été dirigé vers le nord, mais a fait, peu après, un atterrissage forcé. Les guérilleros ont réussi à s'emparer avant l'arrivée de la police.

Selon une autre source, ce serait le commando qui venait d'échouer dans son attaque contre le 3^e régiment d'infanterie qui se serait emparé d'un Boeing-737, en stationnement sur l'aérodrome, afin de fuir la ville.

Équateur

● UNE TRENTAINE D'OFFICIERS PASSERONT EN CONFINEMENT MILITAIRE EN CAS DE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DU 31 août contre le président Guillermo Rodríguez Lara. Le ministre de la défense, le général Arrata, a déclaré que les accusés ne pourront pas faire appel du jugement, qui devra être prononcé le 7 octobre. Le principal dirigeant de la rébellion, le général Raul Gonzalez Alvarez, à l'époque chef d'état-major général des forces armées, était réfugié à l'ambassade du Chili. Il se trouve actuellement à Santiago. D'autres officiers compromis ont pu également trouver asile au Chili, au Venezuela et en Colombie. — (A.F.P., Reuters)



Une mise au point d'Avis sur sa conception de la rapidité.

Une voiture de location ailée, c'est plutôt l'affaire des constructeurs automobiles.

En attendant, voici ce que nous vous proposons pour vous faire gagner du temps :

Premièrement : lorsque vous réservez par téléphone, vous n'avez pas à attendre la quatrième sonnerie pour qu'une de nos hôtesses vous demande déjà comment elle peut vous aider.

Deuxièmement : lorsque vous demandez une voiture à nos guichets, cinq minutes suffiront amplement pour que tout soit en règle.

Cela ira encore deux fois plus vite si vous possédez une carte Avis.

Troisièmement : lorsque vous venez rendre la voiture, inutile de compter plus de cinq minutes. Et avec votre carte Avis, il suffit de tendre les clés à l'hôteesse et d'indiquer le kilométrage.

Vous n'imaginez pas combien ces trois principes simples ont pu économiser en énervevements inutiles, en trains manqués ou en retards aux rendez-vous.

A petites causes grands effets, comme on dit. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

Avis. Profitez de nous.

Handwritten signature or text in Arabic script.

Journal de 1975

EUROPE

DIPLOMATIE

de la guerre

Dressant un parallèle avec les événements d'Indochine

GROMYKO LANCE UN AVERTISSEMENT AUX ETATS-UNIS A PROPOS DU PROCHE-ORIENT

De notre correspondant

Moscou. — Dans un long article paru dans le dernier numéro de la revue Kommunist, l'organe officiel du P.C.U., le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko a lancé un nouvel avertissement aux Etats-Unis à propos du Proche-Orient. Le ministre soviétique a déclaré que les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à soutenir Israël, car cela aggrave la situation dans la région.

Gromyko établit à deux reprises le parallèle Proche-Orient-Indochine. Dans la partie consacrée au Proche-Orient, il écrit : « L'occupation israélienne de territoires arabes, les récents événements en Indochine... »

Le développement de ces relations est en partie le résultat de la situation internationale. Les Etats-Unis ont une responsabilité particulière dans le développement de ces relations.

La situation internationale est en train de changer. Les Etats-Unis ont une responsabilité particulière dans le développement de ces relations.

réaliser les ententes de Vladivostok. L'avenir immédiat pourrait indiquer que l'absence de normalisation dans les relations commerciales n'empêche pas leur développement.

A San-Francisco

LE REPRESENTANT DOMINICAIN A L'ONU ILIFIE M. IDI AMIN D'ASSASSIN RACISTE

Nations unies, que l'empereur Hiro-Hito et son épouse ont visité officiellement en octobre et qu'il devait prononcer le même jour le discours d'ouverture.

Le représentant dominicain a déclaré que M. Amin était un assassin raciste. Il a demandé que son nom soit rayé de l'histoire.

Espagne

Le bail des bases américaines est renouvelé pour cinq ans

De notre correspondant

Washington. — Un communiqué conjoint, publié le samedi 4 octobre par le Département d'Etat et l'issue d'un dernier entretien entre M. Kissinger et M. Cortina, ministre des affaires étrangères espagnole, a confirmé l'accord de principe sur le maintien des bases américaines en Espagne.

Le document ne donne pas de précisions sur les modalités de l'accord. Il fait seulement état d'un accord de principe qui régit les relations entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Le document ne donne pas de précisions sur les modalités de l'accord. Il fait seulement état d'un accord de principe qui régit les relations entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Le document ne donne pas de précisions sur les modalités de l'accord. Il fait seulement état d'un accord de principe qui régit les relations entre les Etats-Unis et l'Espagne.

M. SANTIAGO CARRILLO : c'est une erreur politique de miser sur Juan Carlos.

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, a déclaré que miser sur Juan Carlos était une erreur politique.

M. Carrillo a déclaré que miser sur Juan Carlos était une erreur politique. Il a appelé à la lutte pour la démocratie.

M. Carrillo a déclaré que miser sur Juan Carlos était une erreur politique. Il a appelé à la lutte pour la démocratie.

REACTIONS A L'ETRANGER

AU DANEMARK ET EN NORVEGE. — Les ministères des affaires étrangères ont fait savoir qu'en guise de représailles un syndicat espagnol de pilotes empêcherait des cargos norvégiens d'entrer dans le détroit de Gibraltar.

EN GRANDE-BRETAGNE. — Les mesures qui devraient être adoptées lundi 6 octobre, par la commission internationale du TUC (Trades Union Congress) réunie à Londres pourraient provoquer une forte réduction des importations de produits alimentaires espagnols en Grande-Bretagne.

EN GRECE. — Le conseil national d'Etat a décidé d'annuler une décision, prise en 1970, de jumeler la capitale grecque à Madrid.

EN ITALIE. — Les employés des aéroports refusent de décharger les avions espagnols.

AU NICARAGUA. — Le vice-ministre de la défense, le colonel ALVARO, a annoncé qu'une base aérienne Managua-Madrid, via Saint-Domingue, serait inaugurée le 12 octobre prochain par la compagnie espagnole Iberia.

Portugal

Face aux tentatives de reprise en main

La résistance des militaires d'extrême gauche s'organise

De notre correspondant

Lisbonne (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.). — La résistance des militaires d'extrême gauche aux tentatives de reprise en main de l'armée par le gouvernement portugais s'organise. Plusieurs commissions populaires de quartier devaient converger ce lundi 6 octobre, dans la soirée, en manifestation de soutien au régiment d'artillerie de Lisbonne (RALIS), qui, selon son commandant, le major Dinis de Almeida, serait menacé de dissolution.

Le président Costa Gomes, quant à lui, qui rendait l'Union soviétique, a adressé dimanche sur les antennes de la télévision un message aux forces armées et une sévère mise en garde contre l'organisation d'activités de gauche. « Si un militaire met son arme au service de sa propre politique individuelle, a-t-il notamment déclaré, s'il n'a pas le courage révolutionnaire d'accepter la défaite de ses idées face aux positions plus correctes qui sont dans l'intérêt du peuple, s'il ne se rallie pas au sein du M.F.A., à l'opinion collective du peuple qu'il défend, alors il trahit son pays. »

Radio-Clube n'est pas encore directement contrôlée par le gouvernement, comme cela est maintenu par les autorités. Radio-Clube reste contrôlée par une commission de travailleurs proches des gauchistes.

Le major de Almeida a carrément annoncé qu'il ne quitterait pas le poste de commandant de la région Nord, et le capitaine Sousa e Castro d'être à l'origine d'un plan visant à éliminer le RALIS d'activités militaires progressistes pour instaurer une « dictature de droite brutale ».

Les hommes du RALIS paraissent en tout cas se préparer à toute éventualité. A Beja, près de Lisbonne, où le régiment est cantonné, trois canots antichars ont été installés devant la caserne, et trente soldats en armes ont été envoyés à l'origine d'un plan visant à éliminer le RALIS d'activités militaires progressistes pour instaurer une « dictature de droite brutale ».

Dans une interview publiée samedi par l'hebdomadaire Expresso, le premier ministre portugais, l'amiral de Azevedo, accusé de son côté l'extrême gauche d'être à l'origine des actes d'insubordination au sein de l'armée. « Actuellement », déclare-t-il, « le gouvernement n'a pas totalement perdu l'initiative. »

R. F. A.

Le secrétaire général du parti libéral donne sa démission

De notre correspondant

Bonn. — M. Martin Bangemann abandonne son poste de secrétaire général du parti libéral. Il a annoncé vendredi sa décision, prise sous la pression du comité directeur du parti, afin que « ses déclarations concernant le Baden-Württemberg ne soient pas mal interprétées ».

Depuis qu'ils ont formé à Bonn en 1969 une coalition avec le S.P.D., les libéraux ont toujours

annoncé leurs intentions avant les consultations. Ils ont ainsi donné aux électeurs l'impression qu'ils mettaient fin à un jeu de bascule. Cette attitude s'est révélée électoralement payante.

Le programme d'économie budgétaire, les discussions autour de la cogestion, les tendances « dirigistes » apparues chez les sociaux-démocrates ont ébranlé la solidarité de la coalition. La démission de M. Bangemann, qui s'était distingué par son franc-parler et ses attaques à peine voilées contre le gouvernement et le chancelier Schmidt lui-même, apparaît dans ces conditions, comme le premier pas vers la reconduction de la coalition libérale-socialiste après les élections de 1976.

DANIEL VERNET.

A Hendaye

UN MILLIER DE FEMMES ONT MANIFESTE CONTRE LE REGIME FRANQUISTE

Hendaye (A.F.P.). — Répondant à l'appel de cinq organisations féminines ou féministes (1), un millier de femmes venues de Hendaye, de Bayonne et de Biarritz ont participé dimanche 5 octobre à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) pour protester contre le régime franquiste et les extensions de l'Espagne.

Après avoir entendu plusieurs discours en français, en espagnol et en basque, elles ont effectué une « longue marche » de 18 kilomètres pour se rendre au lieu international de Béthobie, où a eu lieu un est-in de quatre-vingt minutes. Le poste-frontière a été fermé pendant la durée de la manifestation, qui s'est terminée sans incident.

(1) Mouvement de libération des femmes pour la liberté de l'avortement et la contraception, l'Association française de femmes, l'Association française de femmes, l'Association française de femmes, l'Association française de femmes.

UNE MISE AU POINT CARLISTE

Après les manifestations pro-franquistes de Madrid, au cours desquelles la présence d'emblièmes carlistes avait été signalée (le Monde du 3 octobre), le service de presse national du parti carliste nous a adressé la mise au point suivante :

Le 19 avril 1975, Franco a promulgué le décret d'unification du carlisme (selon l'ancien Tradicionalista) et de la Falange. Ce décret stipulait que les emblèmes (drapaux, bérets rouges) du carlisme seraient désormais, avec la chemise bleue de la Falange, ceux du Mouvement (Mouvement national). Depuis lors, Franco se sert des emblèmes carlistes pour semer la confusion dans l'opinion publique.

Le comité exécutif du Parti carliste rappelle :

Premièrement, que le carlisme refuse le décret d'unification. Le carlisme se refuse à l'expulsion immédiate (1977) du territoire national du prince Xavier de Bourbon, chef de la dynastie carliste, et l'emprisonnement de Feald des dirigeants du carlisme.

Deuxièmement, que le Parti carliste est un parti en lutte contre le régime dictatorial du général Franco. L'expulsion d'Espagne en 1989 du prince Carlos Hugo de Bourbon, actuel chef du Parti carliste, et l'engagement dans la lutte de ses militants, jetés en prison, soumis à des jugements devant le tribunal d'ordre public, en témoignent.

SEUIL... vrais et faux scandales... LES PROMOTEURS JEAN-FRANCOIS DHUYS

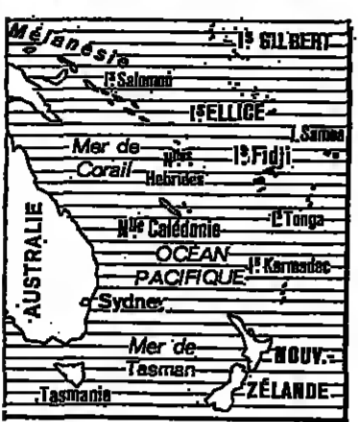
Océanie

Iles Gilbert et Ellice

L'archipel du sud fait sécession

Maladie chronique de cette immense zone — elle risque de remettre en cause l'unité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la balkanisation du Pacifique du Sud continue de faire des ravages. Mercredi 1^{er} octobre, les îles Kiribati ont fait sécession de l'ensemble des Gilbert et Ellice, qui est une colonie britannique. Le nouveau territoire prend le nom d'îles Tuvalu. Il est peuplé de quelque sept mille habitants, sur les seize mille qui comptent les deux archipels.

Outre que l'énorme distance séparant les îles du nord de celles



du sud ne contribuent guère à donner une cohésion à l'ensemble, tout indique que les différences culturelles ont joué un rôle dans la séparation entre les Gilbert et les Ellice : ces derniers se situent dans le monde polynésien, les Gilbert apparte-

nant à l'aire micronésienne. Les Tuvaluans craignent d'être dominés par les Gilbertiens. Un référendum fut organisé au début de l'année par les Britanniques : une écrasante majorité se déclara en faveur de la sécession, qui est finalement intervenue mercredi.

L'ancien gouverneur a déposé son mandat à l'Assemblée des îles Tuvalu qui a nommé son propre gouvernement installé à Funafuti (l'île principale) et leur propre Assemblée. Avant le référendum, et pour tenter de prévenir un éclatement de la colonie, Londres avait fait savoir aux Tuvaluans que leurs revenus seraient diminués.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

LE PRÉSIDENT SENGHOR, chef de l'Etat sénégalais, a fait samedi 4 et dimanche 5 octobre une « visite de travail » dans la capitale algérienne, où il a en trois entretiens avec le président Boumediène. — (Corresp.)

Corée du Sud

UNE VEDETTE RAPIDE NORD-CORÉENNE « qualifiée de rapide » a été coulée, dimanche 5 octobre, par des navires et des bombardiers sud-coréens, près de l'île de Kulsan. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UNE VINGTAINNE DE MEMBRES DE L'U.V.F. (Force des volontaires de l'Ulster), une organisation para-militaire protestante, ont été arrêtés. Vendredi 3 octobre, le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Reece, avait décidé d'intervenir l'U.V.F. après que celle-ci eut revendiqué une partie des attentats qui, la veille, avaient fait douze morts dans la province. — (A.F.P.)

Italie

UNE « CENTRALE TERRORISTE » du groupe d'extrême gauche des N.A.P. (Nouveaux armées prolétariennes) a été découverte à Rome dans un appartement du centre de la capitale. De très nombreuses armes perfectionnées et d'importantes quantités d'explosifs y étaient entreposées, ainsi que des documents sur la stratégie du groupe.

Les enquêteurs ont pu établir que les N.A.P. préparaient une nouvelle révolte dans une prison italienne.

Laos

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL POLITIQUE NATIONAL DE COALITION a commencé vendredi 3 octobre. Elle doit étudier des projets de loi concernant l'établissement de comités administratifs à tous les échelons et l'organisation des élections générales. — (A.F.P.)

Norvège

LE MINISTRE DES FINANCES, M. Per Kleppe, a soumis lundi 6 octobre au Parlement un budget record de 49,6 milliards de couronnes (400 millions de francs). Pour la première fois, le budget comprend des revenus provenant des champs pétrolifères de la mer du Nord. Le budget 1976 dépasse de 7,7 milliards le chiffre de l'exercice 1975. Le déficit prévu est de 8,3 milliards de couronnes. Les revenus de la mer du Nord atteindront 2,3 milliards de couronnes.

M. Kleppe estime que le taux d'inflation sera limité à 8,5 % et que les revenus réels des travailleurs augmenteront de 3 %. Les dépenses de la défense atteindront 4,9 milliards de couronnes. — (Reuter.)

ASIE

Afghanistan

AU POUVOIR DEPUIS PLUS DE DEUX ANS

Le régime républicain ne bénéficie guère du soutien de la population

Un substantiel d'officiers avaient été arrêtés et plusieurs hauts fonctionnaires illogiquement exécutés, ont des incidents se sont produits au cours des derniers mois, a récemment indiqué Radio-Kaboul. Il est très difficile de savoir avec exactitude ce

qui se passe dans ce pays, les agences de presse étrangères n'y étant pas représentées. Généralement bien informés, les journaux pakistanais ont cependant tendance à exagérer les difficultés du gouvernement de Kaboul. Il paraît toutefois clair que le

régime républicain instauré par le prince Mohammad Daoud, après le coup d'Etat entraînant la chute du roi Zahir Chah le 17 juillet 1973, se heurte à de sérieux problèmes, comme le souligne, ci-dessus, l'envoyé spécial de l'A.F.P.

Kaboul (A.F.P.) — Les promesses de démocratisation faites par le prince Daoud, lors de sa prise du pouvoir, il y a plus de deux ans, semblent s'éloigner alors que le poids de sa dictature se fait sentir de plus en plus. L'Afghanistan n'a toujours ni parti politique, ni Constitution, cette dernière étant pourtant officiellement « à l'étude ».

On sait cependant — le régime l'a lui-même avoué — qu'une révolte, au début du mois d'août, aurait fait plusieurs morts dans la vallée du Panjshir, située à une centaine de kilomètres au nord de Kaboul. Mais on ignore tout sur les circonstances de ces incidents, qui auraient duré plusieurs jours, et les habitants de la région refusent de parler.

Selon la version officielle, dont il est difficile de se satisfaire, des « rebelles », entraînés et armés par le Pakistan, auraient attaqué des villages dans la vallée, avant de s'enfuir dans les montagnes. L'armée et la police seraient intervenues, et plusieurs maquisards auraient été tués. Le gouvernement pakistanais a catégoriquement démenti cette version des faits, déclarant n'être pour rien dans ces incidents. La presse de Karachi, citant des sources dignes de foi, n'a cependant pas hésité à avancer le chiffre de six cents morts, alors que le gouvernement afghan n'a fait mention que de quelques tués. Il semble, en fait, qu'une trentaine de personnes sont portées disparues et que le Pakistan n'ait pas été impliqué dans cette affaire.

Selon des diplomates en poste à Kaboul, un trafic illégal de lapis-lazuli (pierre semi-précieuse qui est une des richesses de l'Afghanistan), que le gouvernement aurait voulu arrêter, serait à l'origine des affrontements.

La version officielle estime que le régime du prince Daoud, d'autre part, vient de procéder subitement à la nomination d'un nombre imposant de nouveaux gouverneurs de districts, sortis de préférence chargés de représenter le pouvoir jusque dans les coins les plus reculés du pays. A en croire la presse pakistanaise, plusieurs des anciens gouverneurs auraient été assassinés à la suite de manifestations populaires. De source occidentale, à Kaboul, on apprend que le gouvernement du district de Bagram, situé à l'ouest de la capitale, a effectivement été tué pour des raisons qui demeu-

rent obscures. La même source ajoute que le chef de la police de Jalsabad, petite ville située à 150 kilomètres à l'est de Kaboul, serait mort au cours d'émeutes qui auraient fait plusieurs morts.

Ces divers incidents ont coincé avec l'annonce de la mise en place, par le régime, d'une timide réforme agraire. Si celle-ci est appliquée, elle ne manquera pas de mécontenter les gros propriétaires terriens, très présents dans ce pays encore essentiellement agricole, où le poids des traditions pèse sur le moindre effort de modernisation. Les nouveaux gouverneurs seraient pour la plupart des hommes à poigne.

Une somme de petits mécontentements

En dehors des jeunes cadres de l'armée, dont certains auraient plusieurs fois manifesté contre le blocage de leur solde, mais qui ne semblent pas représenter un danger pour le régime, un mécontentement croissant se manifeste dans la population : celle-ci constate que son sort n'a pas vraiment changé depuis la chute de la monarchie. La corruption demeure très répandue. L'administration compte toujours un grand nombre de fonctionnaires incompétents, qui se

refusent à prendre la moindre décision, de peur de commettre une erreur et de perdre leur emploi. Le régime doit aussi tenir compte du mécontentement des commerçants, qui redoutent un dirigisme économique et une politique autoritaire de fixation des prix que le gouvernement hésite à mettre en œuvre.

Devant cette somme de petits mécontentements, dont il est difficile de mesurer la portée, le prince Daoud — qui est tout à la fois président de la République, premier ministre, ministre des affaires étrangères et ministre de la défense — semble ne pas avoir hésité à employer la manœuvre forte, quitte à oublier, pour le moment, ses promesses de libéralisation faites au lendemain du coup d'Etat.

En agissant ainsi, cet homme autoritaire, dont les portraits sont accrochés dans la moindre boutique ou dans le moindre foyer, se refuse à compromettre par une tentative de démocratisation, le développement économique du pays, qui semble enfin possible, grâce à une arrivée massive de pétrodollars, promis par la plupart des pays arabes, surtout, fait nouveau, par l'Iran.

Le chah a offert l'an dernier 10 millions de dollars au régime, afin de lui permettre d'étendre

plusieurs projets, qui pour des raisons financières jusqu'à concurrence de 2 milliards de dollars, à condition que Téhéran estime que les projets en valent la peine.

Sur cette somme, 710 millions de dollars ont déjà été versés. Les autres milliards de dollars sont destinés à financer un projet de construction de la centrale nucléaire de Bushehr, qui sera financée par le chah. Le chah a aussi promis de verser 100 millions de dollars au régime, afin de lui permettre d'étendre

Le Koweït a, lui aussi, un crédit de 400 millions de dollars et a déjà offert 10 millions de dollars pour l'étude de dix projets. D'autres pays, et notamment l'Irak, la Libye, l'Arabie Saoudite, ont promis d'offrir une aide financière à l'Iran.

A supposer que toutes ces sommes d'aide soient tenues, de 4 milliards de dollars de dette investis dans le pays au cours des sept ou huit prochaines années. Cet afflux de crédits, manquera pas d'entraîner certaines indépendances politiques vis-à-vis de l'Iran, avec lequel le régime a, à l'heure actuelle, des relations tendues, les risques d'accroître la même inflationnisme, déjà en cours dans le pays, et donc d'augmenter le mécontentement de la population. La pologne de fer du prince aura peut-être quelque à contrôler.

CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'ambassade des Philippines

Après la série d'articles consacrés à la situation aux Philippines (le Monde des 27, 28 et 29 septembre), nous sommes très heureux de recevoir de M. Amador R. Magsaysay, chargé d'affaires intérimaire de l'ambassade des Philippines à Paris, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

C'est un fait que la démocratie de style occidental s'est avérée impraticable aux Philippines. L'anarchie politique, la stagnation économique, la pauvreté des masses, la prédominance d'un petit groupe d'oligarques sur tous les aspects de la vie philippine ont existé pendant les deux décennies de cette démocratie ont été précisément les raisons pour lesquelles la loi martiale a été déclarée en 1972. La République des Philippines a ainsi été sauvée d'une chute totale.

M. Dethomas se contredit lorsqu'il déclare que les affaires ont

la priorité sur le bien-être du peuple, lorsqu'il met les paroles suivantes dans la bouche d'un membre de l'opposition : « Le peuple vit un peu mieux. »

L'un des objectifs de la Nouvelle société aux Philippines est précisément de faire du progrès économique la base essentielle de l'élevation du peuple philippin. (...)

Si, comme le prétend M. Dethomas, « toutes les libertés ont été supprimées », comment les opposants à la loi martiale ont-ils pu exprimer librement leurs critiques des conditions de vie dans le pays, comme il l'est clairement prouvé par la libération complète par M. Dethomas de ces critiques ?

La référence de l'auteur à la célébration du jour de l'indépendance est, par sa façon ironique, une critique aux sentiments d'un peuple qui, par deux fois, s'est révolté contre ses colonisateurs, et a ainsi gagné partiellement le droit à célébrer son indépendance.

Il n'y a vraiment rien d'étrange pour le régime de la loi martiale à célébrer l'indépendance et la liberté, car l'imposition de la loi martiale a été faite précisément pour préserver et maintenir la liberté qui avait été gravement menacée par l'anarchie propagée par les éléments de droite ainsi que les éléments gauchistes envers l'ancien régime.

Il ne semble pas contradictoire de reconnaître que « le peuple vit un peu mieux », mais que les véritables problèmes du développement économique aux Philippines sont les hommes d'affaires et les grandes sociétés américaines et japonaises. La réforme agraire, seule à même d'élever le niveau de vie d'un peuple essentiellement rural, est un échec reconnu jusque dans les milieux proches du gouvernement.

Quant à affirmer que « la loi martiale est faite pour préserver et maintenir la liberté », c'est là un mécontentement tenu par les dictateurs. Sans doute peut-on rencontrer des opposants, mais avec quelque précaution, puisque la plupart d'entre eux, après être sortis de prison, signent l'engagement de ne rencontrer aucun journaliste.

B. D.

Si on pouvait enfermer l'arôme d'Amsterdamer dans un flacon... on aurait créé le plus formidable parfum d'homme.



En attendant... fumez Amsterdamer! (casat sibon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinsou et Ormond

ATTENTION VOTRE SITUATION est un problème à confier aux spécialistes de la STAC. Faire le point, trouver une situation, améliorer votre position, multiplier vos problèmes. cadr'office Groupe Strapien 67, av. Mozart - 75016 Paris Tél. : 224-53-47.

ATTENTION les 7, 8, 9, 10 et 11 oct. 10% DE REMIS à la caisse sur tout le matériel Photo Clabé San (*) dans les magasins. Caméra 7, rue La Fayette, 75001 P. 81-82-83 20, rue de Châteaudun, 75001 P. 82-84-85 43, La Croix-Rouge (Grand E. Carrefour), 92-93-94 (*) Seul sur films couleur.

Journal de l'Inde

ASIE

Le Vietnam dans la paix

DEUX ANS
tien de la...

globe républicain... les verrai ces paysannes... matin que je me suis levé... le soleil, pour fêter un peu... d'être happé par le « programme »... je les verrai arriver... sur l'épaule, les pa... à chaque bout, si lourde... chargés que — je le sais... expérience pour l'avoir essayé... Chine — j'aurais grand mal... à lever. Et ces... tout ainsi la route de... champ à la ville... est dire que, vue de l'extré... la vie quotidienne à Hanoi... semble à ce qu'elle a toujours... Nous n'aurons pas le temps... amenés à la campagne afin... voir comment s'y insère le... d'ins; mais personne ici ne... les stress passés de la... agricole, trop rapide à... or tout nationaliser. On en... ré les leçons. Jusqu'à quel... ? Je ne sais. Il me semble... ment que le secteur privé a... pour les petits entrepr... une place substantielle... si, pour le reste, j'en juge... les cyclistes. Je n'ai jamais... part, reconstruit quelque... d'approchant. Fût-ce à... n, à Amsterdam. Les grandes... sont sillonnées par des... de cyclistes et prodigieuses... denses qu'elles occupent... la largeur. Dans le désordre... us complet. Et aussi la bonne... sur. Chacun n'en fait qu'à... se mouvant des voitures... est vrai, peu nombreuses en... de celles qui nous trans... tant, tournant à gauche... à droite à leur barbe sans... ent, en dépit des avertis...

Souvent, un enfant, parfois deux, voire trois, sont accrochés derrière le père ou la mère, et sans le moindre émol. Ils nous sourient à travers la vitre. Car toute cette population est souriante, désarmée. Elle fait plaisir à voir malgré sa pauvreté. Puisqu'elle est pauvre encore, mais d'une pauvreté qui est le contraire de misérable. Comme les lumbilles pallottes sont le contraire d'un

hidonville. C'est une pauvreté digne et souriante. Et l'on est surpris de voir sortir de logements que chez nous l'on appellerait « taudis » des jeunes filles tirées à quatre épingles sous leur chapeau conique, la tunique fraîchement repassée d'une blancheur irréprochable. Il y a une élégance innée en tout ce peuple qui me séduit d'emblée par sa gentillesse et sa douceur.

plantureux banquet final auquel nous fûmes généreusement conviés — mais boisson non comprise, dont on nous présenta la note après les discours d'adieu. Ce pays est dénué de tout mais il offre ce qu'il a. Un sujet de surprise encore : dans les rues de Hanoi, je n'ai rencontré ni enfants ni adultes mutilés, comme je les avais vus nombreux en Allemagne, quatre ans encore après la guerre. Pour les adultes, je sais où ils se trouvent ; car on nous a conduits dans une des huit coopératives de la région d'Hanoi (il y en a beaucoup d'autres, bien sûr, dans les provinces) où des centaines de mutilés de guerre travaillent et produisent selon leurs moyens. Ils y vivent avec leurs familles et ne se sentent pas exclus de la vie sociale. Ils y trouvent leur dignité. Production artisanale (ici, ce sont des isolateurs — et autres objets — de porcelaine), et forcément peu rentable, ou plutôt rentable seulement en régime socialiste.

Un mausolée monumental

Même lorsqu'il pleut (c'est la mousson) la foule reste chatoiyante. Elle est alors vêtue de nylon bien ou blanc. Ce ne sont pas imperméables, mais carrés transparents adroitement drapés autour du corps et du vélo qu'ils protègent ensemble de la pluie. C'est un très joli spectacle. Tout cela est si plaisant que l'on se surprend à oublier que cette population, très jeune de moyenne d'âge, n'avait jusqu'à cette année rien connu d'autre que l'état de guerre; qu'elle a vécu dans l'héroïsme et subi il y a peu les bombardements les plus violents de toute l'histoire humaine : trois fois plus de bombes en quelques semaines que sur toute l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale, où pourtant de grandes villes ont été presque entièrement rasées. Je me rappelle Eisenhower en cendres, Berlin debout mais fantomatique, fait de façades aux yeux crevés. De pareilles destructions, en pire, je les verrai plus tard d'avion, au-dessus de la région de Da-Nang, Hué, Quang-Tri. Mais

Les lettrés du Temple

Pour résumer l'ambiance populaire à Hanoi, je voudrais relever le petit fait suivant : je désirais beaucoup voir le Temple de la Littérature, un vieux et très beau temple dont on n'avait beaucoup parlé. Comme c'était encore fête, il y avait beaucoup de visiteurs. Le temple est constitué par une succession de petits bâtiments, aux toits en pagode, séparés par des cours, de menus jardins, des plates-bandes. Les mérites des grands lettrés et poètes d'autrefois y sont rappelés par des alignements de stèles. Le bâtiment central nous parut étrangement peuplé. Nous y entrâmes. Une foule s'y pressait assise, qui sur des sièges, qui par terre, de tous les âges, enfants, vieillards. Ils étaient là pour écouter réciter des poèmes. On nous fit place — honneur aux étrangers. Mon voisin se trouva être un vieil homme parlant un très bon français. Il m'expliquait les poèmes à mesure que des diseuses professionnelles récitaient d'une voix chantante,

accompagnés d'instruments traditionnels (dont le fameux monocorde, malheureusement muni d'un amplificateur — est-ce que là-bas aussi la jeunesse réclame, comme chez nous, que toute musique soit assourdissante?). Il y eut des poèmes de jeunesse d'Ho Chi Minh, d'autres de Khai Vien, de Dinh Thi, de To Hum, de Che Lan Vien : pour la plupart chantant la victoire, la révolution. Les gens écoutaient attentifs, sans se priver toutefois d'échanger leurs impressions, ce qui ne troublait pas les récitations. Les enfants bravaient leurs paroles, fasciés, bouche ouverte. Spectacle chaleureux de la communion avec ses poètes d'un peuple de vieille culture. C'est sur cette vision que je quizzai le lendemain Hanoi pour Saigon.

VERCORS.

Prochain article :

A SAIGON
DES PROBLÈMES
MONUMENTAUX

noël * nouvel an
aux
U.S.A.
départ 19 et 20 décembre/retour 3 et 4 janvier)
1550 f
Paris/New York/Paris
en Boeing Jet PanAm
affrété par Gamino
(formule VARA.)*
clôture des inscriptions :
imminente
départs nombreux de Pâques à Octobre
de 2 semaines à 3 mois
renseignements et réservations
toutes Agences de Voyages ou
Camino
21, rue Alexandre Charpentier
75017 Paris - tél. 755.77.90 - 380.55.58
travaille avec réservation à l'étranger, réglementés par le Ministère des Transports.
vino a choisi l'Amérique... pour l'Amérique choisissez Camino

Le défilé se fait au pied du mausolée (inauguré la veille) élevé à la gloire d'Ho Chi Minh, et où celui-ci repose, embaumé, comme Lénine dans le sien. La modestie de l'Oncle Ho est-elle approuvée cette construction de marbre noir (fournie par l'Union soviétique) et plus monumentale encore que le mausolée de Moscou ? Je ne sais. Mais d'abord on explique que c'était nécessaire actuellement et comme manifestation d'un Etat souverain trop jeune encore pour n'avoir pas besoin d'un symbole d'unité, de puissance, et parce que l'Oncle Ho étant indiscret et adoré au Sud comme au Nord, sa mémoire et son culte sont le premier élément d'union dans le pays. Et puis l'on se sent capable de ne pas approuver ce qui, par sa dimension même, doit réchauffer, d'un orgueil mérité, le cœur de ces combattants, de ces vainqueurs d'une guerre de trente ans, vainqueurs de la plus grande puissance du monde et qui, eux, restent acotiques et pauvres. Mais généreux, hospitaliers, comme tous ceux qui n'ont rien. Nous sommes leurs invités, on ne nous laissera pas même payer nos trinités, nos télégrammes — et comment ne pas songer à ce congrès littéraire dans un pays très opulent que je ne nommerai pas et à ce

pour une poignée
de centimes.
Quelques centimes de moins ailleurs? Vous avez gagné un polaroid! Darty vous garantit les prix les plus bas, et il y tient. Aussi, pour l'ouverture de ses 4 nouveaux magasins, Darty vous lance un gigantesque pari.
Dès jeudi, pendant 3 jours, si vous trouvez ailleurs un prix affiché moins cher sur n'importe quel article en électroménager, Hi-Fi, TV, Darty vous offre un polaroid! Même si vous n'avez pas acheté.
Alors, notez partout prix, références et adresses. Et rendez-vous pour parier dans les 4 nouveaux Darty, les 9, 10 et 11 octobre.
Electro-ménager, Hi-Fi, Télévision.
Gâté-Montparnasse : 80, av. du Maine. Métro Gâté - Asnières : Carrefour des 4 routes. RN 309
Lyon : Centre Commercial de la Part-Dieu - Limonest : RN 6

ATTENTION
in pari pas si stupide.
Pas stupide du tout, ce pari que vous lance Darty pour l'ouverture de ses 4 nouveaux magasins. Vous aidez Darty à tester le moins cher... et vous gagnez un polaroid!
Dès jeudi, pendant 3 jours, si vous trouvez ailleurs un prix affiché moins cher sur n'importe quel article en électroménager, Hi-Fi, TV, Darty vous offre un polaroid! Même si vous n'avez pas acheté...
Alors, notez partout prix, références et adresses. Et rendez-vous pour parier dans les 4 nouveaux Darty, les 9, 10 et 11 octobre.
Electro-ménager, Hi-Fi, Télévision.
Gâté-Montparnasse : 80, av. du Maine. Métro Gâté - Asnières : Carrefour des 4 routes. RN 309
Lyon : Centre Commercial de la Part-Dieu - Limonest : RN 6

FIRST IN THE WORLD
ROTHMANS
INTERNATIONAL
Luxury Length
Au filtre exclusif damasquiné d'or
Une Rothmans International vous fait savourer les tabacs les plus parfaits que l'homme puisse connaître. Cette prestigieuse "luxury length", au filtre exclusif damasquiné de fins reliefs d'or, a cette exquise richesse, ce subtil velouté que seule une très grande cigarette est en mesure de vous offrir.
ROTHMANS OF PALL MALL
BLENDERS OF FINE CIGARETTES THROUGH SIX REIGNS

POLITIQUE

Libres opinions

La lutte des classes source de la violence

par BERTRAND MOTTE (*)

QUE Max soit l'inspirateur de Marchais, cela va de soi : il est dialecticien de la dictature à laquelle aspire ledit Marchais.

Ce pacte est dans sa nature même le refus de l'intérêt général, le plus sûr moyen de désagréger ce pays en antagonismes irréductibles, la promesse aussi, si l'on va au bout du projet, de sombrer dans le déshérence d'une dictature.

Mais la lutte des classes est enfin et surtout, et l'actualité le rappelle chaque jour de manière plus angoissante, la source majeure de la violence.

Ce n'est pas impunément que l'on a recours à tous les moyens modernes de l'information pour procéder à un véritable lavage de cerveau qui aboutit à une vision de la société insupportable pour le jugement, pour le cœur et pour les nerfs.

Que dit la lutte des classes ? Elle enseigne que toutes les structures de nos activités économiques, sociales, administratives et politiques, ne sont que des moyens d'accaparement imaginés par un petit nombre d'exploiteurs cyniques pour se réserver le bénéfice de l'effort de tous ; que toute hiérarchie n'est que tyrannie et dupage ; que la loi, la justice et la police sont au seul service de quelque-uns pour opprimer le plus grand nombre.

Ainsi, notre société constituerait essentiellement le mal, et tout ce qui va à l'encontre de ses règles mériterait intérêt et pardon ; assassinats, rapt d'enfants et d'otages, agression contre les forces de l'ordre ne seraient jamais que les produits naturels d'un désordre dont la condamnation nécessaire suspendrait toute autre culpabilité.

Cartes, il y a eu de tout temps et dans toutes les sociétés des coups et des blessures, des voleurs et des bandits ; mais jamais, en vérité, la délinquance sous toutes ses formes ne s'est sentie poussée de manière aussi systématique de la lâche incitation de l'« excuse sociale » ; à savoir que le coupable n'est en fait qu'un redresseur de torts à qui la société doit des excuses et non un châtiement.

Enseignée, depuis des décennies par un nombre grandissant d'éducateurs nourris d'égoïsmes et de conservatismes, à défaut d'une action dont il est incapable : l'intellectuel ou l'esthète veut dans le confort d'une société qu'il dénonce et qui, pour le plaisir d'un paradoxe, pour le dévouement d'une impulsion, pour un succès littéraire ou financier, s'attache, sous couleur de charité et de justice, à détruire avec les armes et les souffrances des autres un dispositif social dont il est aussi incapable de prévoir la chute que le remplacement.

Devant le dérèglement de violences généralisées dont cette dialectique est la source, à notre tour de poser la question : où sont les véritables coupables ?

Sont-ce les truands, les loups, les violents dont un tel enseignement, fait de révolte et de haine, éveillé l'imagination, excita les instincts, prépare les excuses ?

N'est-ce pas plutôt ceux qui distribuent cet enseignement : l'irresponsable ou l'algèbre réfugié dans l'analyse jalouse, à défaut d'une action dont il est incapable ; l'intellectuel ou l'esthète veut dans le confort d'une société qu'il dénonce et qui, pour le plaisir d'un paradoxe, pour le dévouement d'une impulsion, pour un succès littéraire ou financier, s'attache, sous couleur de charité et de justice, à détruire avec les armes et les souffrances des autres un dispositif social dont il est aussi incapable de prévoir la chute que le remplacement.

(*) Président du Centre national des indépendants et paysans.

REUNI EN CONSEIL NATIONAL

Le Centre démocrate demande de nouvelles réformes

La formation du conseil politique du Centre démocrate, qui s'est réunie samedi 4 et dimanche 5 octobre, à Paris, M. Jean Lecanuet, président du Centre démocrate, a annoncé qu'une convention nationale se tiendrait en avril 1976, après les élections cantonales.

Cette occasion, un manifeste pour une démocratie sociale avancée serait préparé par une commission tripartite réunissant des parlementaires, des spécialistes et des militants. M. Lecanuet a indiqué que les travaux du conseil politique, qui ont comporté un échange de vues dans la régionalisation (voir page 1), ont été dominés par la volonté de construire une démocratie sociale avancée qui marquerait le passage à un niveau supérieur de la « société libérale avancée » définie par le président de la République.

Le Centre démocrate exprime, dans la motion adoptée par son conseil politique, l'urgence de nouveaux progrès vers une démocratie sociale avancée. Des politiques nouvelles doivent être mises en œuvre, notamment celles concernant l'emploi, la région et la famille. Ce dernier thème a été abordé, selon M. Lecanuet, avec « une certaine impatience ». La famille, dans toutes ses expressions économiques ou sociales, demande une politique d'ensemble qui doit être formulée avec force.

Autour du rapport de politique générale, M. Lolo Solignac, secrétaire général délégué, a évoqué en ces termes la place de son parti au sein de la majorité : « Nous tenons à être des partenaires loyaux et exigeants. (...) Nos alliés nous embranchent sur le thème « Des chances pour les jeunes ». Quelques semaines plus tard, les événements en Espagne et au Portugal nous ont fait constater que « le régime populaire n'est qu'une réprobation devant la dictature de droite ou de gauche. Les Français ne souhaitent ni l'autoritarisme, ni le conservatisme, ni l'ouverture collectiviste, mais la social-démocratie », a-t-il ajouté. S'adressant aux socialistes — et non à M. Mitterrand, dont il affirme qu'il connaît la réponse — le ministre de la Justice interroge : « Etes-vous révolutionnaires ou réformistes ? L'ambiguïté des dirigeants socialistes, qui prétendent arriver au pouvoir avec le P.C., est une contradiction que nous entendons dénoncer. » Interrogé sur la loi électorale, M. Lecanuet a déclaré qu'il voyait dans l'in-

Mme GISCARD D'ESTAING A RENDU HOMMAGE AUX VICTIMES DE LA CATASTROPHE DE LIEVIN

Mme Valéry Giscard d'Estaing, en visite dans la région Nord-Pas-de-Calais, s'est rendue, samedi 4 octobre, au cimetière de Lievin où elle a déposé une gerbe sur la tombe des victimes de la catastrophe minière du 27 décembre 1974. Elle a également rendu visite à un rescapé de l'accident et à la veuve d'un mineur tué au cours de la tragédie. Elle a remis à M. Henri Darraz, maire de la commune, un chèque au profit des familles des victimes.

roduction de la proportionnelle et le moyen de libérer le P.S. de son alliance avec le P.C. »

En ce qui concerne la situation économique, le président du Centre démocrate a souligné que « la crise actuelle a un caractère structurel » et qu'elle n'est pas « une parenthèse qui se referme purement et simplement. (...) Une nouvelle forme de société se dessine, a-t-il ajouté, en marquant le passage ».

Le Centre démocrate exprime, dans la motion adoptée par son conseil politique, l'urgence de nouveaux progrès vers une démocratie sociale avancée. Des politiques nouvelles doivent être mises en œuvre, notamment celles concernant l'emploi, la région et la famille. Ce dernier thème a été abordé, selon M. Lecanuet, avec « une certaine impatience ». La famille, dans toutes ses expressions économiques ou sociales, demande une politique d'ensemble qui doit être formulée avec force.

Autour du rapport de politique générale, M. Lolo Solignac, secrétaire général délégué, a évoqué en ces termes la place de son parti au sein de la majorité : « Nous tenons à être des partenaires loyaux et exigeants. (...) Nos alliés nous embranchent sur le thème « Des chances pour les jeunes ». Quelques semaines plus tard, les événements en Espagne et au Portugal nous ont fait constater que « le régime populaire n'est qu'une réprobation devant la dictature de droite ou de gauche. Les Français ne souhaitent ni l'autoritarisme, ni le conservatisme, ni l'ouverture collectiviste, mais la social-démocratie », a-t-il ajouté. S'adressant aux socialistes — et non à M. Mitterrand, dont il affirme qu'il connaît la réponse — le ministre de la Justice interroge : « Etes-vous révolutionnaires ou réformistes ? L'ambiguïté des dirigeants socialistes, qui prétendent arriver au pouvoir avec le P.C., est une contradiction que nous entendons dénoncer. » Interrogé sur la loi électorale, M. Lecanuet a déclaré qu'il voyait dans l'in-

Le Rassemblement de la jeunesse française et européenne (R.J.F.E.) organise le samedi 4 octobre une journée de réflexion sur le thème « Des chances pour les jeunes ».

Le Rassemblement de la jeunesse française et européenne (R.J.F.E.) organise le samedi 4 octobre une journée de réflexion sur le thème « Des chances pour les jeunes ». Quelques semaines plus tard, les événements en Espagne et au Portugal nous ont fait constater que « le régime populaire n'est qu'une réprobation devant la dictature de droite ou de gauche. Les Français ne souhaitent ni l'autoritarisme, ni le conservatisme, ni l'ouverture collectiviste, mais la social-démocratie », a-t-il ajouté. S'adressant aux socialistes — et non à M. Mitterrand, dont il affirme qu'il connaît la réponse — le ministre de la Justice interroge : « Etes-vous révolutionnaires ou réformistes ? L'ambiguïté des dirigeants socialistes, qui prétendent arriver au pouvoir avec le P.C., est une contradiction que nous entendons dénoncer. » Interrogé sur la loi électorale, M. Lecanuet a déclaré qu'il voyait dans l'in-

L'Institut d'études politiques de Paris organise à partir du 15 octobre un cycle de formation continue consacré à l'étude des données essentielles du contexte social, économique et politique de la France actuelle, et destiné aux cadres des entreprises et des administrations, et plus particulièrement à ceux n'ayant pas eu de formation supérieure dans ces domaines. Le séminaire se déroule, à raison d'un jour par semaine, le mercredi, de 9 heures à 17 h 30.

Renseignements : Institut d'études politiques de Paris, Service de la formation continue, 27, rue Saint-Guilhem, 75231 Paris, tél. : 260-36-80.

M. Chanaud : les républicains indépendants doivent s'ouvrir tous azimuts

M. Roger Chanaud, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a prononcé à Trappes, le dimanche 5 octobre, le discours de clôture d'un séminaire de formation auquel ont participé, pendant une dizaine de jours, les jeunes militants de son mouvement. M. Chanaud a déclaré : « Les républicains indépendants, responsables de la majorité présidentielle, doivent s'ouvrir tous azimuts vers les hommes qui constituent les grands courants de l'histoire politique libérale et évolutionniste. (...) Les républicains indépendants étant au cœur de la majorité présidentielle, c'est nécessairement autour d'eux que le rassemblement des libéraux peut se faire, quelles que soient les structures apparues aujourd'hui. (...) Le problème n'est déjà plus, peut-être, celui de la formulation entre les formations existantes, que certains responsables veulent régler et consacrer trop étroitement, mais il doit permettre à tous ceux qui le veulent de choisir le combat du libéralisme avancé, devenu aujourd'hui crédible par la volonté de M. Valéry Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, personne n'a reçu mission d'imposer telle ou telle organisation de la majorité libérale en fonction de ce que nous pensons de la France. »

LE MAIRE DE TOULON ADHÈRE AUX R.I.

(De notre correspondant Toulon. — Le maire de T.M. Maurice Arreckx, a son adhésion au parti des libéraux indépendants, au cours d'une conférence de presse donnée dans cette ville par M. D'Almeida, secrétaire d'Etat, directeur régional des R.I. M. Arreckx a déclaré : « Je fais avec confiance à Michel Toulon, tête de turc de l'Union, car il est le plus grand pour elle, donc le meilleur nous et notre pays. »

M. Arreckx, qui n'était à aucun parti, depuis 1959, une municipalité à l'initiative, il avait soutenu l'écart d'Esting au premier tour de l'élection présidentielle de 1974.

Deux élections cantonales

AUBE : canton de Sainte-Savine (2^e tour).

Inscr. 9 782 ; vot. 5 349 ; suffr. expr. 5 187. Mme Fauletté Steffann, P.S., 3 088 voix, E.L.U.S. ; M. Raoul Honnet, dép. non inscrit de l'Aube, msj, prés.-C.I.D.F., 2 148.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Paul Steffann, P.S., maire de Sainte-Savine, réélu au 22 octobre 1974 au second tour d'une élection cantonale partielle provoquée par le décès de Gabriel Kherry, P.S., avec 7 282 voix contre 3 738 à M. Jean Druot, U.D.R., anc. dép. anc. cons. gén., sur 28 126 inscrits, 11 400 votants et 10 940 suffrages exprimés.

Lors du premier tour, qui a eu lieu le 28 septembre, Mme Steffann était arrivée en tête avec 1 738 voix contre 1 614 à M. Honnet, 1 121 à M. Régis Henry, P.C., et 319 à M. Henri Lemoine, réf.-Centre dém., sur 9 784 inscrits, 4 254 votants et 4 254 suffrages exprimés.

L'importante différence entre le nombre des inscrits en octobre 1972 et en septembre 1975 résulte d'un décapage, intervenu entre ces deux dates, du deuxième canton de Troyes en deux nouveaux cantons, dont celui de Sainte-Savine.

Pour ce deuxième tour, le report des voix communistes sur la candidate socialiste et celui des suffrages obtenus par le candidat réformateur.

sur M. Honnet, devenu député Toulon. M. Granot est entré verbalement, en juin 1974, effectivement définitivement. En la plus forte participation à tour à tour à l'initiative de M. Honnet, Mme Steffann a été élue avec des voix, alors que Paul avait obtenu 63,33 % des voix en 1972.

Le décès du conseiller sortant a écarté un élection municipale telle dans la commune de Sainte-Savine. Les résultats ont été les suivants : Inscr. 7 453 ; vot. suffr. expr. 4 061. Liste P. (Moyenne de liste), 2 389 voix ; liste pour l'extension de Sainte-Savine, 1 672 voix, 1 628 inscrits, 1 628 votants, 1 628 suffrages exprimés. Liste conduite par Mme Steffann, 1 400 voix ; liste conduite par M. Régis, P.C., 878 ; liste conduite par M. Lemoine, msj, 405. E. l'Assemblée de la liste socialiste 664 voix de la liste socialiste.

HAUTES-PYRENEES : canton de Barthe-de-Neste (1^{er} tour).

Inscr. 3 652 ; vot. 2 769 expr., 2 728.

M. Louis Fourquet, r. 1 290 voix ; André Clavier de gauche, 722 ; Albert P.C., 466 ; Claude Tajan, 251. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Antoine Carré, gauche, décédé le 9 juillet, et élu réélu de la première élection cantonale de mai avec 1 282 voix, contre 632 à M. Albert Escalé sur 3 294 inscrits et 2 333 suffrages exprimés. Le candidat radical de centreregistre une perte très son suffrages par rapport au candidat sortant (plus de 20 en pourcentage). Cette perte bénéficier au candidat R.I. 606, le candidat communiste 1,26 point de pourcentage.]

La Jeune République, du parti du même nom, a un numéro spécial au soc personneliste. Il comprend études sur les orientations principales propositions de Bangor et Emmanuel à La Jeune République, ville 9, boulevard Jean-Mermoz Neully.)

M. Zulfiqar Ali Bhutto, ministre du Pakistan, l'invitation de M. Chanaud officielle en France au 22 octobre, annonce Matignon.

Advertisement for CREDIT GRATUIT 9 MOIS SUR TOUS LES ARTICLES à partir de 500F d'achats, et après acceptation du dossier. BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE. Includes details about the offer and contact information.

Advertisement for Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENT. LE NUMERO D'OCTOBRE EST PARU. Il comprend dans la série « Société ARMÉES ET POUVOIR et dans la série « Economie LA PUBLICITE. Includes details about the publication and subscription information.

Vertical text on the right side of the page, including 'Francois MITT s'explique', 'RANCC I'TTERI', 'La France que veut Gb', 'Mainmise télévisio', 'Faut-il inte la pornogra', 'Les commu et nous', 'La gran intervio politiq de la ren', and 'Obscur'.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

Journal de l'ISO

POLITIQUE

A L'OCCASION DE LA RÉUNION DE SON COMITÉ DIRECTEUR

Le P.S. propose à ses alliés un examen en commun de la situation au Portugal

Les travaux du comité directeur du parti socialiste, qui se sont déroulés les samedi 4 et dimanche 5 octobre, se sont achevés par un hommage de M. François Mitterrand à Guy Mollet, suivi d'une minute de silence. Les dirigeants socialistes ont entendu ensuite un exposé du premier secrétaire, rappelant notamment l'action de la direction du P.S. depuis le mois de juillet. M. Mitterrand a indiqué une nouvelle fois qu'il ne serait pas à l'initiative des mesures de relance prises par le gouvernement, d'autant que, selon lui, l'existence d'un million de chômeurs est venue par l'extérieur.

M. Robert Fabre a été jugé « démesurément grossier par les moyens d'information », et le premier secrétaire a précisé une fois de plus que le P.S., pour sa part, ne juge pas réunies les conditions d'un tel dialogue. M. Mitterrand a enfin indiqué que, compte tenu du caractère bénéfique de la réunion de travail du 18 au 21 septembre, deux autres rencontres de ce type seront organisées au printemps. L'une sera réservée au seul secrétaire national, l'autre réunira tous les membres du bureau exécutif, c'est-à-dire aussi bien les représentants de la majorité que ceux de la minorité (la C.G.R.S.). Le premier secrétaire a proposé alors au comité directeur d'écrire deux nouveaux membres au secrétariat national MM. Roger Fardet et Michel Rocard (le Monde daté du 5-6 octobre). Cette proposition a été ratifiée à l'unanimité. La minorité (treize-quinze voix) s'est abstenue, comme elle l'avait fait en février dernier, lors de l'élection au conseil de l'Union nationale.

M. Michel Rocard est chargé du secteur public et de la fonction publique. Pour couper court aux diverses spéculations sur sa prochaine retraite, M. Mitterrand a précisé qu'il n'est pas question pour lui d'abandonner ses fonctions, mais qu'il souhaite voir se constituer une équipe capable de représenter le P.S. Le premier secrétaire a d'ailleurs plusieurs fois tenu ce langage, notamment lors du « séminaire » des dirigeants socialistes. En posant publiquement le problème de sa relève, M. Mitterrand entend dédramatiser ce sujet, éviter que le jeu des ambitions personnelles n'hypothèque le travail de la direction du P.S., et amorcer un processus global de relève. C'est dans un tel contexte qu'il a proposé le contrat venu du P.S.U. n'étant pas encore représenté au secrétariat national du P.S., que M. Michel Rocard a été promu.

L'« Humanité » du 6 octobre, en signalant cette élection, rappelle les divers reproches qu'elle a adressés depuis un an à M. Rocard et conclut : « Michel Rocard veut-il faire redonner en France les objectifs sociaux du programme commun. C'est ce qui ressort de toutes ses déclarations. » La désignation de leur auteur au secrétariat national du parti socialiste renvoie à ces appréciations quelques préoccupations actuelles. »

Le respect de la discipline

L'organisation du P.S. a amené le premier secrétaire à évoquer le problème des rapports entre la majorité et la minorité du P.S. Une longue discussion s'est déroulée sur le respect de la discipline au cours de laquelle l'interview accordée à Rouge, hebdomadaire trotskiste, par M. Didier Motreanu a été vivement critiquée (le Monde du 30 septembre). Le comité directeur, qui compte cinquante-sept membres, a adopté sur ce point, à l'unanimité moins quarante et une abstentions, une résolution qui indique : « Le comité directeur blâme toutes les expressions publiques de membres du parti critiquant les décisions prises par les instances responsables. Il demande au bureau exécutif de veiller à l'application de ces règles fondamentales de discipline dans le respect de l'autorité et de la discipline. »

« La réussite de la coalition, poursuit le texte, ne dépend pas seulement de la mise en œuvre d'une politique économique rigoureuse et contrastant avec le laxisme et l'incertitude de la gauche. L'engagement de Vasco Gonçalves n'a cessé de faire preuve, elle dépend aussi de la consolidation des contacts et de la coopération de la gauche. »

1) Le parti socialiste souhaite le plein succès de l'expérience en cours au Portugal pour maintenir et développer les acquis de la révolution, renforcer le secteur nationalisé, réaliser la réforme agraire, développer la démocratie à tous les niveaux. Il formule l'espoir que le parti socialiste portugais, en ce qui le concerne, contribue à assainir les rapports entre les partis de gauche pour créer les conditions d'un engagement réel de l'union des forces populaires et garantir l'efficacité de la coalition gouvernementale. 2) Le parti socialiste a décidé de répondre positivement à l'invitation formelle officiellement par Mario Soares en vue d'une rencontre des partis socialistes et des partis communistes d'Espagne, de France, d'Italie et du Portugal. Il souhaite que cette rencontre puisse avoir lieu le plus tôt possible. 3) Dans le cadre des conversations engagées par les partis signataires du programme commun sur les questions relatives à la politique française, Guy Mollet et au statut républicain sur des positions partisans. L'histoire gardera aussi le souvenir des efforts qu'il a déployés dans la lignée de Jaurès et de Léon Blum pour assurer l'inspiration à une plus grande justice sociale d'une défense intransigeante des libertés individuelles et de la démocratie. »

THIERRY PEISTER.

A L'EXTRÊME GAUCHE

« Pour le communisme » et le P.D.U.P. ont décidé de fusionner

Au cours d'un congrès qui a réuni environ deux cents et quelques observateurs étrangers, les samedi 4 et dimanche 5 octobre, à Paris, deux mouvements membres du courant marxiste-léniniste ont décidé de fusionner. Ils constitueront désormais l'organisation communiste, gauche ouvrière et populaire. Un bureau national de vingt-six membres et un secrétariat de huit membres ont été élus. Le rapprochement était amorcé depuis un an environ. Après que l'A.M.R. et le P.D.U.P. ont, en février dernier, cette seconde fusion confirme que le processus de rapprochement croissant de l'extrême gauche française, très important depuis 1968, a inversé, même si les premières manifestations de ce renversement de tendance demeurent modestes.

Le sigle « GOP » est destiné à rassembler l'origine des deux mouvements issus, à des dates différentes, de la tendance Gauche ouvrière et paysanne du P.S.U. Pour le communisme était essentiellement composé de militants marxistes-léninistes ayant quitté, en 1972, la formation alors dirigée par M. Michel Rocard. Le P.D.U.P. était la nouvelle appellation du « P.S.U. main tenu » (P.S.U.M.), scission née à l'occasion de la campagne présidentielle de 1974, lorsque les partisans d'une candidature de M. Charles Plaget n'avaient pu faire prévaloir leur point de vue auprès de la majorité des dirigeants du P.S.U. (eux aussi venaient pour l'essentiel du courant de la GOP).

RÉACTIONS APRÈS LA MORT DE GUY MOLLET

Dans les réactions après la mort de Guy Mollet (le Monde daté 5-6 octobre, page 6), une inversion de paragraphes a rendu peu compréhensibles les témoignages de MM. André Morice et Gabriel Ferron. Nous rétablissons ces témoignages : « M. ANDRÉ MORICE, président du Centre républicain : « Je déplore la disparition d'un homme qui a joué un rôle important dans la politique française. Guy Mollet a su prendre des décisions courageuses dans des situations difficiles et, dans ses fonctions de chef de gouvernement, il est toujours mis au service de l'intérêt national. »

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE. Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le programme gratuit numéro 888. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Ecole privée fondée en 1973. Soumis au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Petites-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02.

DANS LES GABINETS MINISTÉRIELS JEUNESSE ET SPORTS : M. Denis Tenenbaum, ingénieur en chef de l'armement, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Pierre Maseaud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports à la place de M. Christian Da Costa Noble. TRANSPORTS : Mlle Hélène Fralisse, attachée de presse à la Fédération nationale des républicains indépendants, nommée attachée parlementaire au cabinet de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports.

L'ART SE VEND BIEN VENDEZ DE L'ART ! Si vous êtes lassé de l'inaction, déçu par votre situation actuelle, ou si vous souhaitez occuper de manière lucrative une partie de votre temps libre, cette information vous intéresse : Un grand éditeur d'art recherche en toute liberté une activité en rapport avec votre standing et votre milieu, possédant le sens des contacts et de bonnes relations, notamment auprès des professions libérales. Si vous souhaitez exercer en toute liberté une activité en rapport avec votre standing et votre milieu, possédant le sens des capacités, écrivez-nous. Peut-être deviendrez-vous alors un homme (ou une femme) de l'art. Adressez votre candidature à : ART RECRUTE, Département 04, 27, rue Vernet - 75008 PARIS.

M. LEROY : il n'y a pas d'attaque de « l'Humanité » contre Gaston Defferre. M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., directeur de l'« Humanité », a répondu dimanche 6 octobre à la lettre que M. Defferre lui avait adressée pour répliquer à un éditorial de M. Paul Laurent mettant en cause le maire de Marseille. Le quotidien communiste paraitra lundi 7 octobre, la lettre de M. Defferre et la réponse de M. Leroy. Le directeur de l'« Humanité » indique à propos du recours par M. Defferre au droit de réponse : « Dans le cas qui nous intéresse, nous ne sommes pas intervenus, nous n'avons rien dit sur le terrain politique. Rapports, les faits, le rapport Fabre écrit au président de la République pour lui demander une entrevue, c'est son droit. Nous pensons que cette démarche risque de provoquer des réactions et nous préférons, c'est notre droit, nous penons que votre prise de position peut être source de confusion et nous préférons, c'est encore notre droit, il ne s'agit pas d'une attaque contre vous. »

Aujourd'hui dans le NOUVEL OBSERVATEUR François MITTERRAND s'explique. FRANCO PAR MITTERRAND La France que veut Giscard. Mainmise sur la télévision. Faut-il interdire la pornographie. Les communistes et nous. La grande interview politique de la rentrée LE NOUVEL observateur UN NUMÉRO A NE PAS MANQUER

MÉDECINE

Aux Journées de réanimation de Claude-Bernard

Apprendre à gérer le patrimoine bactérien

« Cela veut la peine d'apprendre à gérer le patrimoine bactérien », a déclaré le professeur Chabbert, de l'Institut Pasteur, en marge des Journées de réanimation de Claude-Bernard, qui se sont tenues à Paris les 3 et 4 octobre sur le thème très actuel de l'infection et des résistances aux antibiotiques, qui valent déjà le même semaine fait l'objet de communications aux entretiens de Richelieu (le Monde du 1^{er} octobre). L'usage massif, abusif, des antibiotiques à large spectre pour des affections où ils n'étaient pas indispensables a renforcé la pression de sélection et favorisé l'apparition d'un nombre sans cesse plus important de bactéries multirésistantes.

Selon le professeur Chabbert, depuis quelque temps, la résistance commence à apparaître chez des espèces de bactéries jusque-là « sages », « sensibles aux antibiotiques », et qui étaient restées stables depuis plus de trente ans. C'est notamment le cas de bactéries responsables d'affections respiratoires comme les pneumocoques et les streptocoques « cela signifie de faire perdre certains bénéfices de l'antibiothérapie, et en particulier de diminuer les succès qui avaient été obtenus en gerontologie dans le traitement des complications pulmonaires des personnes âgées.

Des recherches en écologie et en génétique bactériennes, trop peu faites en crédits, mettent l'accent actuellement sur le fait récemment découvert que des fragments d'acide nucléique « libres » portant à leurs extrémités des « séquences d'insertion » qui leur permettent de s'insérer à l'importe quelle molécule d'ADN, font probablement partie de l'environnement général et contribuent à son évolution. Ces fragments évoluent sans doute considérablement les possibilités d'échanges entre espèces différentes et contribuent à expliquer la relative facilité avec laquelle les bactéries « apprennent » à devenir résistantes.

Pour tenter de contourner ce difficile problème de la résistance, plusieurs moyens peuvent être mis en œuvre, comme l'on souligne les professeurs Vire, Dupont, Mathieu et Pochialon.

A court terme, la politique dicte l'économie et surtout un meilleur choix des antibiotiques prescrits, notamment un pélagique où il est inutile et dangereux du point de vue de la

résistance, d'administrer pour une antibiothérapie rhino-pharyngée binaire des antibiotiques à large spectre, qui devraient être réservés à des cas très précis. Le « génotype » de la gentamicine est l'exemple type d'un « bon » antibiotique qui a été inutilement haussé.

L'autre part, à moyen terme, il convient d'envisager de rechercher non pas des remplacements (car de l'avis de tous les spécialistes, il n'y a pas de compléments aux antibiotiques et sans doute, dans un esprit de lutte biologique, envisager des écosystèmes par des bactéries sensibles, compétitives des résistantes.

« Gérer », « domestiquer » cette multitude de bactéries qui « sont peut-être plus nombreuses que le nombre total des cellules de notre organisme, véritable « hôtel à microbes », sera possible si l'on donne les moyens aux chercheurs (actuellement moins de 20 000 F sont consacrés à l'écologie bactérienne) ; et aussi si l'on forme, informe et convainc les praticiens de songer à la santé publique et de ne pas traiter le malade en tant qu'individu, mais comme participant à une collectivité qui se trouve modifiée par toute variation microbienne survenant à l'un de ses membres. — M. A. B.

Le prix de l'Institut de la Vie (fondation de la Municipalité générale de l'éducation nationale) d'un montant de 250 000 F, a été décerné à M. Jean Bonnard, de l'Académie française, et Marcelin Bachalard, instituteur honoraire (Virey-le-Nogent (Haute-Marne)), pour la valeur pratique et la valeur savante de leur culture. M. Jean Bonnard a été choisi, déclare M. Jean Guichennet, comme le héros de l'éducation et du respect de la vie. M. Marcelin Bachalard est l'exemple et le symbole de tous les instituteurs et institutrices qui consacrent leur vie à la formation de l'homme.

ERRATUM. — Dans l'article sur les informations accidentelles des enfants (le Monde du 4 octobre), il fallait lire à la quatrième ligne : « Produits médicamenteux, toxiques alimentaires et surtout médicamenteux » et non « produits médicamenteux et surtout alimentaires », qui fut rectifié dans le numéro du 7 octobre.

SOCIÉTÉ

Les détenteurs de petites quantités de drogue « à usage personnel » ne seront plus poursuivis

décide le Sénat italien

De notre correspondant

Rome. — Une nouvelle législation sur la drogue, nettement plus libérale que la précédente, qui datait de 1964, vient d'être approuvée par le Sénat italien. Son approbation définitive par la Chambre des députés ne devrait pas faire de difficulté puisque tous les groupes politiques ont voté en faveur de la loi. Les points principaux sont :

- 1) L'opium et ses dérivés (morphine, héroïne) la cocaïne, les amphétamines, les hallucinogènes, les barbituriques ;
- 2) le chanvre indien et ses dérivés (hashisch, marijuana) ;
- 3) les substances stéroïdiennes « dangereuses » ;
- 4) les produits de types antidépresseurs ou stimulants dont l'usage peut donner lieu à des abus. Les catégories 1 et 2 sont considérées comme « dures ».

Dures et légères

Cinq types de stupéfiants sont répertoriés : 1) l'opium et ses dérivés (morphine, héroïne) la cocaïne, les amphétamines, les hallucinogènes, les barbituriques ; 2) le chanvre indien et ses dérivés (hashisch, marijuana) ; 3) les substances stéroïdiennes « dangereuses » ; 4) les produits de types antidépresseurs ou stimulants dont l'usage peut donner lieu à des abus. Les catégories 1 et 2 sont considérées comme « dures ».

L'innovation la plus importante est contenue dans l'article 19. Un citoyen est détenant de manière illicite une quantité modeste de drogue « pour usage exclusivement personnel » ne peut être poursuivi. Mais il a le devoir de témoigner dans les procès contre les fabricants ou les trafiquants, lesquels voient leurs peines augmentées (de un à quatre ans pour les drogues légères et de six à trente ans pour les drogues dures). Le drogue est désormais considéré comme un malade et non plus comme un délinquant ; il lui est reconnu le droit de choisir le lieu de cure et de bénéficier de l'anonymat.

Jugé trop « permissif » par l'extrême droite, la nouvelle loi est accusée au contraire de « laxisme » et « embourgeoisement » par les partisans de la libéralisation totale des drogues (« légères »). Parmi ceux-ci figurent M. Marco Pannella, ancien secrétaire du parti radical, qui fut récemment accusé de « trafic » d'opium et de hashisch en public, et un an-

RELIGION

Le secrétariat pontifical pour les non-chrétiens adresse un message aux musulmans

Dans un message adressé aux musulmans à l'occasion du Ramadan, le secrétariat pontifical pour les non-chrétiens a adressé un message aux musulmans

De notre correspondant

Dans un message adressé aux musulmans à l'occasion du Ramadan, le secrétariat pontifical pour les non-chrétiens a adressé un message aux musulmans en vue d'une solution juste pour le règlement du grand problème de la Palestine.

« Au cours de cette année sainte des chrétiens, pour moi le sage, le moment qui coïncide avec le mois béni du Ramadan acquiert une signification particulière puisque celui-ci est consacré en la prière et à l'aumône, selon la volonté de Dieu.

« Nous avons ainsi l'impression que, d'une extrémité du monde à l'autre, les peuples de la Terre, dans une majorité impressionnante, proclament face aux progrès éblouissants et terrifiants de la civilisation que l'homme qui bâtit une civilisation sans Dieu la lève contre l'homme, son frère », conclut le message pontifical.

Une femme a prononcé la causerie religieuse du vingt-septième jour du Ramadan à Tunis

De notre correspondante

Tunis. — Pour la première fois, semble-t-il, dans l'histoire de l'Islam, c'est une femme qui a prononcé à Tunis la causerie religieuse de la cérémonie traditionnelle de la nuit du destin, qui marque le vingt-septième jour du Ramadan.

Cette cérémonie a eu lieu au siège du ministère des Affaires étrangères, en présence du chef de l'Etat, du premier ministre, du président de l'Assemblée nationale, des membres du gouvernement et des responsables du culte. En long caftan brodé, coiffée du voile blanc de pélerinage qui encadre strictement le visage et cache les cheveux, Mlle Hédi Chelbi, professeur de théologie dans un lycée de Tunis, avait choisi pour thème : la femme dans l'Islam.

LA MOITIÉ DES JEUNES AMÉRICAINS ONT DÉJÀ FUMÉ DE LA MARIJUANA

Washington (A.P.P.). — Les jeunes Américains commencent de plus en plus de fumer de la marijuana, d'après une enquête de l'Association nationale contre l'usage de drogue : 44,3 % des jeunes de moins de dix-sept ans admettent avoir déjà fumé de la « marijuana », contre 13,4 % il y a dix ans.

LE HUITIÈME ANNIVERSAIRE DE SAINT SA

Le patriarche Gemran exalte les vertus chrétiennes du peuple yougoslave

De notre correspondant

Belgrade. — Plusieurs milliers de personnes ont assisté, dimanche 5 octobre, à un rassemblement de l'Église orthodoxe de Belgrade, à l'occasion du huitième anniversaire de la naissance de saint Sava, le premier patriarche de l'Église orthodoxe de Serbie.

Le patriarche Gemran, dans son discours, a exalté les vertus chrétiennes du peuple yougoslave et a appelé à la consolidation de l'indépendance de la Serbie, dans son épanouissement culturel et dans l'effort de la vie religieuse nationale.

« L'héritage national, spirituel et culturel que saint Sava a légué au peuple serbe nous a permis de surmonter les épreuves de notre histoire. Cet héritage est notre religion chrétienne, d'une force irrésistible et d'une force éternelle. Toutes ces vertus ont été incarnées dans l'âme de notre peuple. Elles nous ont permis de résister à toutes les tentatives de destruction et de nous reconstruire aujourd'hui par le passé. »

LA MOITIÉ DES JEUNES AMÉRICAINS ONT DÉJÀ FUMÉ DE LA MARIJUANA

Washington (A.P.P.). — Les jeunes Américains commencent de plus en plus de fumer de la marijuana, d'après une enquête de l'Association nationale contre l'usage de drogue : 44,3 % des jeunes de moins de dix-sept ans admettent avoir déjà fumé de la « marijuana », contre 13,4 % il y a dix ans.

DÉFENSE

LA RÉFORME DU STATUT GÉNÉRAL DES MILITAIRES

Point de vue Le chant du départ

par JEAN MARCEAU (*)

NOUS savions que le Chant du départ était la marche initiale préférée du président de la République. Nous ignorions que ce chant était également apprécié par le ministre de la Défense avant que paraisse le projet de loi portant réforme du statut général des militaires qui organise le démantèlement des cadres.

Ce projet, soumis au Parlement, a pour objet, selon ses auteurs, de permettre l'accélération de l'avancement de certains officiers et, par conséquent, le réajustement dans les grades élevés et l'amélioration des débouchés offerts aux sous-officiers.

Jusqu'à présent, les cadres militaires, dans leur ensemble, pouvaient espérer un avancement honorable de leur carrière. La réforme envisagée par le projet de loi met un terme à cette situation. Distillant le bon gralo de l'héroïsme, elle classe les cadres, officiers et sous-officiers, en deux groupes : les meilleurs et les autres. Elle ne prévoit pas pour autant les critères de cette sélection. Si elle oriente les premiers sur la voie royale conduisant aux sommets de la hiérarchie, elle paralyse les seconds dans des voies sans issue. Aux officiers bloqués dans leur avancement officiel, une alternative est offerte, rester dans l'armée sans espoir de promotion ou la quitter, sans préparation, pour la vie civile.

Au-delà des arguments techniques officiellement évanouies, cette réforme traduit un dessin politique. L'écoulement des conséquences prévisibles de son application à court et à moyen terme le révèle.

Dans les premières années de la mise en œuvre de la réforme, l'avancement accéléré de certains cadres provoquera, sans aucun doute, un réajustement dans les grades élevés. Les officiers considérés comme les meilleurs attendront les hauts grades relativement jeunes. Ils les occuperont plus longtemps que par le passé. Le projet n'envisage aucune mesure les obligeant à partir avant le limite d'âge. Le congé spécial n'a pas, en effet, de caractère contraignant. Dans ces condi-

tions, l'encombrement au sommet bloquera rapidement l'avancement des générations montantes.

La véritable nature du projet apparaît alors. Il s'agit d'un acte de circonstance. Le mécontentement grandissant des cadres de carrière imposant que des mesures fussent prises d'urgence. Le pouvoir voyait la société militaire lui échapper. Il devait la reprendre en main. L'objectif poursuivi consiste, pour l'essentiel, à assurer, au niveau des postes-clés, la relève d'une génération d'officiers marquée par le gaullisme par une génération d'officiers convaincus des bienfaits de la société libérale actuelle et capable, le moment venu, de mettre en œuvre une politique militaire et de défendre reposant sur des orientations nouvelles voulues par le président de la République. Par la même occasion, le pouvoir tente de se garder sur la gauche et de freiner la progression des idées socialistes dans le milieu militaire. Il n'oublie pas qu'en 1974, lors de l'élection présidentielle, François Mitterrand avait recueilli près de la moitié des voix des officiers et des deux tiers des voix des sous-officiers.

Dans la situation actuelle et prévisionnelle du marché du travail, les incitations au départ développées dans le projet de loi sont particulièrement mal venues. Au moment même où, pour limiter le nombre des chômeurs, le ministre de la Défense encourage les appelés à rester sous le drapeau, il invite les cadres à quitter l'uniforme. Remarquable cohérence ! D'autant que les personnes concernées par ces dispositions sont les cadres les moins qualifiés et les moins expérimentés. La majorité d'entre eux partiront, sans aucun doute, de la sécurité de l'emploi même au prix d'une carrière médiocre à un départ éventuel dans la vie civile. La « dégratation » des effectifs, selon une expression chère au général Bégard, ne se produira pas.

Puis grave, l'efficacité de notre dispositif militaire sera entamée par la présence, aux différents échelons de la hiérarchie, de cadres algés

parce que déçus. La réforme cumule les incertitudes. Les dispositions du projet de loi relatives aux sous-officiers sont, par ailleurs, choquantes car elles entraînent des disparités anormales de situation.

Au-dessus du grade d'adjudant-chef sont créés deux grades supplémentaires de major et de major principal. Seront exclus de ces grades supplémentaires et des indices correspondants, les sous-officiers en fin de carrière et les retraités. Cette situation est inique. Une réévaluation effective de la condition des sous-officiers, aurait consisté à opérer un relèvement indiciaire des grades existants. Ce relèvement aurait profité à tous les sous-officiers en activité ou en retraite et non à quelques rares élus.

En conséquence, nous ne pensons pas que les mesures proposées par le gouvernement soient de nature à satisfaire les aspirations des cadres de nos armées. Lors de la convention pour l'armée nouvelle réunie à Colombes les 3 et 4 mars, nous avons proposé un plan d'action susceptible d'apporter des solutions aux problèmes de la condition militaire.

Ce plan fixait trois objectifs à atteindre dans les meilleurs délais :

- 1) Révaloriser la condition militaire en supprimant, par étapes, le retard pris par les soldes sur les traitements civils correspondants ;
- 2) Libérer l'état militaire par la reconnaissance d'une véritable liberté d'expression et la reconnaissance de droit d'association dans les domaines politiques et professionnels ;
- 3) Répondre à la fonction militaire dans les cadres des missions spécialisées à nos armées au sein d'un dispositif de défense cohérent, compris et accepté par la nation tout entière.

Nous en sommes loin. La réforme la plus grave qui doit être faite au projet gouvernemental est d'intervenir à un moment où notre dispositif de défense est flottant et les missions de nos armées incertaines. Dans ces conditions, nous voyons mal sur quelles bases repose la politique des personnels militaires.

(*) Secrétaire de la commission de la Défense nationale du parti socialiste, membre des bureaux de la convention pour l'armée nouvelle.

AÉRONAUTIQUE

Une agence européenne coordonnerait les achats aéronautiques militaires

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Il convient de passer l'industrie aéronautique de Neuf sous la tutelle de la Commission européenne pour ce faire de mettre en place rapidement une politique commune s'appliquant à l'industrie aéronautique et à la construction de grands avions de transport civil. Parallèlement, il serait judicieux de créer une agence européenne d'achats aéronautiques militaires.

Plusieurs États membres de la Commission de Bruxelles viennent d'adresser aux États membres du Marché commun. Ont-elles une chance sérieuse d'être prises en considération par les gouvernements, alors que la construction européenne marque le pas et que plusieurs États membres de la Communauté ont des programmes de coopération avec l'Allemagne notamment ?

Le budget de la Communauté européenne sur lequel il n'est pas possible d'inscrire un tel projet est-il suffisant ?

Développer l'Airbus

M. Spinnell, le commissaire européen chargé de la politique industrielle, qui est bénéficiaire de l'appel à projets de la Commission européenne pour la construction d'un avion de transport civil, a déclaré qu'il n'y a pas de doute que la Communauté européenne doit développer l'Airbus.

« L'Airbus est un avion de transport civil, mais il a des caractéristiques qui le rendent très intéressant pour les armées », a-t-il déclaré.

« L'Airbus est un avion de transport civil, mais il a des caractéristiques qui le rendent très intéressant pour les armées », a-t-il déclaré.

Sur le plan industriel, la politique aéronautique européenne devrait s'employer à rassembler et à coordonner l'activité des entreprises aéronautiques de tous les pays européens, en vue de la construction de grands avions de transport civil. Cet effort de rationalisation aéronautique s'appuie sur un programme européen défini et financé en commun. Au cours des dix dernières années, les services de la Commission ont tracé, en collaboration avec l'Association européenne des constructeurs de matériels aéronautiques (AECMA), une première esquisse de programme.

La répartition des travaux sous l'égide des institutions bruxelloises, devra être opérée de la façon la plus équilibrée possible, afin de respecter le potentiel de production de chacun des participants. M. Spinnell ne dissimule pas que la mise en œuvre d'un programme aéronautique européen pour construire une certaine reconstruction industrielle, complétée par une coopération étroite en matière de marketing et de services après-vente.

Consistant que le marché militaire absorbe 60 % de la production aéronautique européenne, la Commission souligne que la mise en place d'une politique commune ne peut se limiter à l'aviation civile. Elle note que, à l'heure actuelle, les industriels américains, ont intérêt à ce que les pays européens surmontent leurs divisions actuelles et puissent contribuer ainsi de façon plus efficace à l'effort conjoint de défense.

L'agence commune d'achats aéronautiques militaires, que la Commission suggère de créer, aurait pour tâche, outre l'acquisition standardisée d'avions militaires européens, l'identification des besoins futurs des pays membres ; elle devra également gérer la coopération et le commerce transatlantiques.

Sur le plan politique, la Commission indique que cette agence pourrait devenir un organe de « coopération européenne », le jour et celle-ci serait instituée. M. Spinnell a indiqué qu'à son avis l'Europe (organe de l'OTAN rassemblant les pays européens de l'Europe atlantique, soit la France et la Grande-Bretagne) devrait promouvoir la standardisation des armements n'était pas l'organisation la plus appropriée.

PHILIPPE LEMAITRE.

UNIVERSITÉ PARIS-NORD

L'INSTITUT PONTIFICAL D'ÉTUDES ARABES CRÉE UNE NOUVELLE REVUE « ISLAMOCHRISTIANIA »

L'Institut pontifical d'études arabes publie le premier numéro d'une revue, Islamochristiana, qui se propose de promouvoir le dialogue entre les chrétiens et les musulmans.

On y trouvera des études, recherches et des conférences de professeurs chrétiens et musulmans. Islamochristiana vise à susciter le dialogue entre les chrétiens et les musulmans, il s'agit d'un moyen et le langage de réconciliation, afin que le respect de l'autre et tel qu'il est, chrétien et musulman, devienne un élément de leur foi commune et unique, travaillent à une action collective des mentalités des attitudes, des recherches diverses possibles de « coexistence » entre les uns et les autres à travers le meilleur de leur science religieuse.

* Prix : 40 francs ou 600 F. Abonnements : 1 an 400 F. 2 ans 700 F. 3 ans 1000 F. Les abonnements sont en francs français. Les envois sont en francs français.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

EDUCATION

Un projet de réforme universitaire à renforcer la sélection en Tunisie

De notre correspondante... Pour la cinquième fois de l'effort national n'étaient pas équitablement répartis entre tous les secteurs de l'activité nationale.

INSTITUTEURS PARISIENS COMMENCENT UNE SERIE DE GREVES TOURNANTES PAR ARRONDISSEMENTS

Les instituteurs parisiens ont commencé une série de grèves tournantes par arrondissements. Le mouvement a débuté ce lundi matin dans le 8^e, 11^e, 13^e et 20^e arrondissements.

UNIVERSAIRE DE BELGRADE exalte les vertus du peuple yougoslave

Le 15^e anniversaire de la fondation de l'université de Belgrade a été célébré avec un programme riche en manifestations. Les étudiants ont exalté les vertus du peuple yougoslave.

École Ménagère du Quartier Latin

Enseignement privé mixte... ANISATION ET GESTION DE LA MAISON - COUPE, ET, COUTURE, PUIERUCURE, CUISINE ET DIETETIQUE, DECORATION - AMEUBLEMENT.

UNIVERSITE PARIS-NORD U.E.R. des Sciences de l'Expression et de la Communication

Formation des responsables d'équipes d'animation... Responsables de services du personnel... Formateurs en entreprises... Spécialistes en relations publiques...

tous renseignements téléphonez au : 822-06-90 (postes 410 ou 343) rien sur place : I.E.C.O., av. J.-B.-Clément, 93430 VILLETANEUSE.

A la Maison Descartes

LES « CONTESTATAIRES » D'AMSTERDAM

Amsterdam. — Les employés d'un institut culturel français à l'étranger ont-ils le droit d'être syndiqués? C'est la question que se posent onze professeurs de langue et de civilisation de la Maison Descartes, à Amsterdam, qui ont les plus grandes difficultés à se faire réengager pour la nouvelle année scolaire après avoir adhéré à un syndicat néerlandais.

JEUNESSE

LES SCOUTS DE FRANCE LANCENT UN PLAN DE FORMATION DE TROIS ANS

Les Scouts de France lancent un plan de trois ans destiné à rompre avec l'image largement répandue d'un scoutisme sclérosé. « Nous ne sommes ni militaires ni gauchistes. Mais nous ne voulons pas d'un scoutisme à la papa », a fait remarquer, au cours d'une conférence de presse, M. Emile X. Visseaux, commissaire général des Scouts de France.

P.C.E.M. 1 Pharmacie

des équipes de maîtres-assistants suivent de novembre à juin les étudiants de chaque G.U., par groupes de 15, parallèlement à la fac, dans toutes les matières. CEPES

COLLECTIONS AUTOMNE-HIVER 1975-76

les tissus de qualité nouveautés "Couture" et nouveautés "Décoration" chez Rodin

Voici enfin de séduisants tissus à des prix ultra-compétitifs!

Nobles tweeds... De haute naissance et d'une extrême variété, d'une simplicité classique ou de tissages complexes, arborant tous les subtils coloris de la mode, pour le manteau, l'ensemble, la jupe d'hiver.

Les valeureux lainages... Pour affronter l'hiver, ils deviendront des manteaux allurés et confortables. Vous distinguerez la grande famille des draps, les véritables poils de chameaux, lodens, les chevottes et les reversibles.

La suprématie des imprimés... Sur velours, jersys, étamines de laine, ils dominent, selon les dessins, la robe d'après-midi ou la robe longue. Chez RODIN, ils sont innombrables, raffinés, superbes.

Pour les grandes occasions... Il faut y penser, les gals, les bals, les mariages et les réveillons, voici des étoffes adaptées à chaque occasion et à chaque personnalité.

nouveaux tissus d'ameublement

Haute décoration: impressions anglaises, américaines, suédoises, italiennes. Importés directement et en exclusivité, les plus beaux dessins actuels sur toiles lin et coton, chiriz, satins, percales, etc.

Actuels: les tissus d'ameublement contemporains. RODIN les a choisis d'une luxueuse sobriété, d'une texture solide et épaisse, et merveilleusement confortables.

Les tissus de style: fidélité aux traditions décoratives. Des damas, des satins, des lampas, des douppions, des styles "tapisserie" dont les motifs et les coloris raffinés respectent parfaitement le goût ancien, mais aussi des idées originales pour donner une nouvelle jeunesse aux intérieurs et aux meubles de Style.

Velours d'ameublement: deux grandes familles... D'abord les velours Jacquard, des dessins contemporains de très grande classe, ton sur ton ou multicolores, merveilleusement équilibrés - Les velours de Style, genre "Gènes", plus spécialement destinés aux meubles anciens.

Tous nos tissus sont en stock et disponibles.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Magasins ouverts sans interruption de 9 h 15 à 7 h 45 du lundi au samedi inclus. Métro Franklin-Roosevelt (à 100 mètres du rond-point). Parking gratuit pour nos clients, 10, rue du Colisée (à 100 mètres de nos magasins).



150

Julie fait le plus beau des investissements.

Les tapis d'Orient : une valeur sûre.

Julie s'est bien renseignée. Elle a appris qu'un Ghoum dozar qui en 1964 valait 2250F atteint 9000F en 1975. C'est dire à quel point le tapis d'Orient est devenu aujourd'hui une véritable valeur d'investissement, reconnu aussi comme une authentique œuvre d'art. Parce que bien qu'anonyme, chaque tapis est unique et possède sa propre valeur artistique.

Mais aujourd'hui, plus personne n'accepte de passer un tiers de sa vie à la réalisation d'un seul tapis.

et cet art qui existe depuis des millénaires

est en train de disparaître. Dans 20 ans il sera peut-être mort, remplacé par la production industrielle.

Voilà pourquoi le tapis d'Orient se charge de valeur chaque jour davantage.

C'est une valeur sûre que vous trouverez au Printemps, 15 % moins cher que partout ailleurs. Et cela, grâce à notre politique d'achat et de sélection.

Au Printemps, 2900 tapis venus des 6 coins de l'Orient.

La valeur d'un tapis d'Orient, c'est avant tout la qualité de sa fabrication : des points plus ou moins serrés, noués à la main,

une grande

richesse de coloris, l'ordonnance harmonieuse des motifs, dont les symboles sont le plus souvent religieux ou érotiques, le choix des matériaux (angora, mohair, alpaga, astrakan ou soie).

C'est en fonction de tous ces critères de qualité que le Printemps a soigneusement sélectionné un grand nombre de tapis persans, afghans, pakistanais, turcs, russes et chinois.

Chacun a sa personnalité, ses nuances, son originalité. Chacun a sa ville natale : Chiraz, Meshhed, Hamadan, Tebriz ou Ghoum, dont le

nom figurera sur le certificat d'origine garantie

qui vous sera délivré par le Printemps, en gage d'authenticité.

Dans ce vaste choix, le Printemps Haussmann vous propose une sélection de 260 tapis à des prix sacrifiés. Exemple : un Ghoum de 1,50 x 2 m environ à 6800F au lieu de 8500 F.

Pour vous, un homme a parcouru l'Orient.

Pour sélectionner tous les tapis actuellement exposés au Printemps, un homme. Il a traversé l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan, la Turquie, l'U.R.S.S., la Chine. En jeep, parfois à dos de chameau

pour atteindre des villages isolés de montagne.

Un spécialiste. Qui a passé des heures à discuter avec des chefs de tribu. Mais aussi avec les membres des plus grandes familles iraniennes.

Un expert. Qui a beaucoup regardé avant de choisir et avant de vous servir de guide au Printemps.

Il a réuni 2900 tapis, tous uniques et entièrement noués à la main par des hommes dont la technique n'a pas changé depuis 8000 ans. 2900 tapis pour vous faire rêver. Et pour vous embarrasser quand ce sera à vous de choisir.

Tapis d'Orient

Exposition Tapis d'Orient. Du 26 sept. au 20 oct.
2900 tapis noués main. De 150 à 230.000F

Printemps
Haussmann / Nation / Party 2 Créteil Soleil

JUSTICE

APRÈS LA REMISE EN LIBERTÉ DU DIRECTEUR DE L'USINE « HUILES, GOUDRONS ET DÉRIVÉS »

M. Chapron estime que M. de Charette « était guidé par des idées politiques »

Lille. — La libération, le samedi 4 octobre, en fin de matinée, de M. Jean Chapron, directeur de l'usine Huiles, Goudrons et Dérivés (H.G.D.), incarcéré à la prison de Béthune sous l'accusation d'incitation à l'insubordination et d'infraction au code du travail, a été surprise. On s'attendait que la chambre d'accusation de Douai prononcât une condamnation, qui a été appliquée aussitôt.

En quittant la prison de Béthune, M. Chapron, entouré de membres de la direction de H.G.D. et d'un groupe d'amis, a fait la déclaration suivante : « Je n'ai pas compris ma détention. Je comprends mon incarcération, car un directeur est responsable, mais non pas mon incarcération. Quant à M. de Charette, j'ai senti dès le début qu'il était guidé par des idées politiques qui lui ont fait perdre toute objectivité. Avec mes conseils je tirai les conséquences des déclarations de juge, qui ont été de « mettre en prévention ». Pour l'instant, je n'ai encore pris aucune décision. »

M. Patrice de Charette, qui depuis une semaine recevait bien volontiers tous les journalistes, s'est, cette fois, refusé à toute déclaration, mais s'est contenté de faire diffuser par l'A.F.P. le communiqué suivant : « La décision de la chambre d'accusation est le résultat du jeu normal des institutions, qui procèdent par étapes personnelles et le droit de faire examiner une deuxième fois son cas par la juridiction supérieure. Sur le fond de la décision, j'avais personnellement émis des réserves, après m'être rendu sur les lieux, que la détention était nécessaire en fonction des critères expressément prévus par la loi. Les magistrats de la chambre d'accusation ont estimé en conscience que la détention n'était pas justifiée. Je n'ai pas d'autres observations à faire. Je tiens à dire de nouveau en conclusion que je regrette le ton donné à certains commentaires au sujet de cette affaire. Je déplore que certains journaux parisiens aient délibérément ignoré certains des propos affirmant que ma décision était le résultat d'une « libération collective ». Je dispose de la preuve que ces propos n'ont pas été tenus. »

Le juge, M. de Charette, va donc poursuivre l'instruction de l'affaire, mais il se heurte à une hostilité ouverte, notamment du barreau de Béthune. Cependant, l'avocat de M. Chapron, M. Philippe Lalen, a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de déposer une requête en suspension légitime. De son côté, M. Lucien Baudry, président-directeur général de

H.G.D., a confirmé qu'il était prêt à démissionner de ses fonctions pour « éviter de parler librement du fonctionnement de l'entreprise, si la seule cité e comme à annoncé que l'union régionale des cadres chimie-C.G.C. prépare une manifestation publique. Tout cela laisse à penser que les réactions suscitées par cette affaire sont loin d'être apaisées.

L'affaire Chapron est le meilleur exemple de poursuites disciplinaires contre le personnel d'encadrement, présentés comme les « espions du patronat ». M. Jules Hen a annoncé que l'union régionale des cadres chimie-C.G.C. prépare une manifestation publique. Tout cela laisse à penser que les réactions suscitées par cette affaire sont loin d'être apaisées.

M. de Charette va donc poursuivre l'étude de son dossier dans des conditions difficiles, et beaucoup se demandent même si il continuera jusqu'au bout l'instruction. Les magistrats des cadres C.G.C. manifestent toujours un vif soutien à son égard.

Les deux faces de la justice

par MAURICE DUVERGER

Il est bien qu'un inculpé se soit pas en détention provisoire quand elle n'est pas vraiment nécessaire pour préserver l'ordre public. Il est bien qu'un inculpé se soit pas en détention provisoire quand elle n'est pas vraiment nécessaire pour préserver l'ordre public. Il est bien qu'un inculpé se soit pas en détention provisoire quand elle n'est pas vraiment nécessaire pour préserver l'ordre public.

Il est bon qu'on rappelle aux magistrats qu'ils ne doivent pas juger en fonction d'une idéologie, mais qu'ils doivent s'efforcer d'être neutres. A condition qu'en leur sein en même temps prendre conscience du fait que chacun d'eux, comme tous les hommes, porte en lui une idéologie implicite. Mais n'est-ce pas l'essence même de la justice ?

Continuer l'instruction

Samedi 4 octobre, à Lille, au cours d'une conférence de presse, M. Jules Hen, secrétaire du syndicat C.G.C. de la chimie, a affirmé : « Nous en avons ras-le-bol. Nous n'admettons pas la décision prise avec légèreté par un juge dont les déclarations frappaient nous font douter de l'impartialité et de la sérénité. »

M. de Charette va donc poursuivre l'étude de son dossier dans des conditions difficiles, et beaucoup se demandent même si il continuera jusqu'au bout l'instruction. Les magistrats des cadres C.G.C. manifestent toujours un vif soutien à son égard.

M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a réuni dimanche après-midi 5 octobre une conférence de presse à Paris. A propos de l'affaire Chapron-Charette, il a déclaré que, si la législation du travail devait être plus que jamais respectée, « les arrestations ne devraient être ordonnées que lorsqu'elles seraient indispensables et non pas pour faire un coup d'éclat ». Après avoir reconnu les difficultés de la profession de magistrat, « qui doit tous les jours tenter de faire abstraction de ses convictions », le garde des sceaux a cependant souligné : « Il est à redouter que des magistrats puissent obéir à des convictions politiques ou syndicales. »

M. LECANUET : faire abstraction de ses convictions.

M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a réuni dimanche après-midi 5 octobre une conférence de presse à Paris.

M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a réuni dimanche après-midi 5 octobre une conférence de presse à Paris. A propos de l'affaire Chapron-Charette, il a déclaré que, si la législation du travail devait être plus que jamais respectée, « les arrestations ne devraient être ordonnées que lorsqu'elles seraient indispensables et non pas pour faire un coup d'éclat ».

M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a réuni dimanche après-midi 5 octobre une conférence de presse à Paris. A propos de l'affaire Chapron-Charette, il a déclaré que, si la législation du travail devait être plus que jamais respectée, « les arrestations ne devraient être ordonnées que lorsqu'elles seraient indispensables et non pas pour faire un coup d'éclat ».

PRESSE

Le conflit du « Washington Post » met à l'épreuve la solidarité syndicale

De notre correspondant

Washington. — Privé de l'usage de ses rotatives le 4 octobre, le « Washington Post » a réussi à publier et à distribuer, le vendredi 3 octobre, plus de cinq cent mille exemplaires, mais de vingt-quatre pages seulement, soit un quart de la dimension habituelle. Ce petit exploit a été accompli grâce à la solidarité de six journaux locaux de l'état de Virginie situés dans un rayon de 200 kilomètres de la capitale.

Même si un accord devait intervenir entre les ouvriers et la direction, le journal ne pourrait utiliser ses propres machines avant au moins une semaine, étant donné des dégâts évalués à 2 millions de dollars. Tel est le bilan des quinze minutes d'actes de violence commis par quelques ouvriers rotativistes, mercredi.

Le président du syndicat des rotativistes se conteste pas que ces actes de violence aient été commis par les syndiqués, mais il en attribue la responsabilité à la direction du journal. Il a fait publier dans le journal, sous le titre « Le scandale de la presse », un article dans lequel il fait déléguer à la direction l'entière responsabilité de ce qui s'est passé.

UN LICENCIEMENT CAIROTE

Le Caire. — A l'heure où un juge d'instruction de Béthune vient d'ordonner la mise en détention provisoire du chef d'une entreprise qui a provoqué la mort d'un ouvrier, le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux. Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux. Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux. Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

Libres opinions

Du fait et du juge

par THIERRY LEVY (*)

DANS le potémkin qui entoure l'arrestation d'un directeur d'usine, il ne s'agit pas d'une controverse juridique sur la présomption d'innocence dans ses relations avec la détention provisoire. Tout cela qui ont la pratique des tribunaux savent que la présomption d'innocence n'existe pas, et que la détention provisoire est en fait une condamnation anticipée.

Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux. Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux. Le licenciement d'un employé qui n'avait pas signalé à son patron qu'une machine était dangereuse, a été jugé scandaleux.

L'U.J.A. DE PARIS : et les autres « détenus à titre provisoire » ?

« Nul autre que la chambre d'accusation de Douai, pas même le directeur de l'usine, n'a le droit de dire que la décision du juge de Charette n'était pas fondée, indique l'Union des jeunes avocats de France, dans un communiqué. Seuls étaient recevables à protester ceux qui l'ont fait. »

« Nul autre que la chambre d'accusation de Douai, pas même le directeur de l'usine, n'a le droit de dire que la décision du juge de Charette n'était pas fondée, indique l'Union des jeunes avocats de France, dans un communiqué. Seuls étaient recevables à protester ceux qui l'ont fait. »

« Nul autre que la chambre d'accusation de Douai, pas même le directeur de l'usine, n'a le droit de dire que la décision du juge de Charette n'était pas fondée, indique l'Union des jeunes avocats de France, dans un communiqué. Seuls étaient recevables à protester ceux qui l'ont fait. »

« Nul autre que la chambre d'accusation de Douai, pas même le directeur de l'usine, n'a le droit de dire que la décision du juge de Charette n'était pas fondée, indique l'Union des jeunes avocats de France, dans un communiqué. Seuls étaient recevables à protester ceux qui l'ont fait. »

JUSTICE-FICTION

En condamnant à la prison un directeur d'usine, la justice française a-t-elle été victime de la fiction ?

En condamnant à la prison un directeur d'usine, la justice française a-t-elle été victime de la fiction ? En condamnant à la prison un directeur d'usine, la justice française a-t-elle été victime de la fiction ?

En condamnant à la prison un directeur d'usine, la justice française a-t-elle été victime de la fiction ? En condamnant à la prison un directeur d'usine, la justice française a-t-elle été victime de la fiction ?

© Le Mouvement des journalistes de gauche d'ère et l'attitude de M. Jean Lecanuet, garant de l'indépendance de la magistrature, est le premier pas vers la liberté de la presse. A Paris, le ministre parisiens ont été arrêtés à la chambre d'accusation de Douai, le ministre parisiens ont été arrêtés à la chambre d'accusation de Douai.

Journal de 1973

L'information

DÉRIVÉS

La condamnation à mort d'un mineur suscite des réactions généralement hostiles

condamnation à mort, pro-
posée vendredi 3 octobre par la
chambre des mineurs de
Beauvais, contre un adolescent âgé
de 17 ans, reconnu coupable
par la cour le 23 novembre 1974
d'avoir tué Mme Simone Bour-
Cabaret, soixante-neuf ans,
de la voler, contraindre de sus-
crire de nombreuses réactions.

« Une large fraction de l'opinion
publique, et notamment par
son attitude devant les crimes, des ex-
pressions gratuites, des agres-
sions contre les personnes âgées »,
surtout de verdict avec une cer-
taine satisfaction, il n'en va pas
seulement pour les
ats du jeune condamné, qui
ment que « le jury s'est mon-

tré d'une sévérité inaccoutumée »
« Ce qu'on ne peut jamais dire que
quelqu'un n'est pas réceptif, sur-
tout à cet âge-là », mais encore
pour des organisations comme le
Syndicat national des personnels
de l'éducation, SUITEVILLÉE
(SNEPES) ou pour des autorités
religieuses.

Le SNEPES réaffirme, dans un
communiqué, « son opposition
catégorique à la peine de mort,
à fortiori pour les mineurs ».

« Toutes les possibilités de la
justice ne sont pas épuisées pour
[cet adolescent] et ses cama-
rades. Mais dès aujourd'hui, le

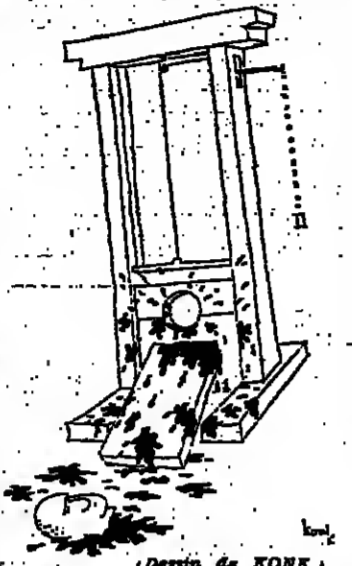
jugement de Beauvais doit ré-
véler la conscience des hommes
et des élus devant la provocation
à la violence, d'où qu'elle vienne.
À chacun de prendre ses respos-
sabilités. »

**La dernière exécution
d'un mineur remonte à 1929**
Les condamnations à mort
concernant des mineurs sont très

rare dans l'histoire judiciaire
française. Pourtant, la dernière
exécution ne remonte qu'à 1929.
Un adolescent âgé de dix-huit
ans qui avait tué cinq personnes
à Valensole (Haute-Provence)
pour les voler avait été condamné
à la peine capitale et guillotiné
le 24 janvier 1929 à Digne. Son
complice, âgé de quinze ans, avait
été condamné à vingt ans de ré-
clusion criminelle.

SOIXANTE-CINQ AFFAIRES CRIMINELLES

plus récentes données statis-
tiques concernant la criminalité et
l'insécurité chez les mineurs,
datant de 1971. Elles énumèrent dix
sept affaires criminelles, dans
lesquelles des mineurs ont été
implicés, 17 d'entre eux
ont été classés sans suite par le
parquet ; 1 a abouti à une ordon-
nance de non-lieu ; 4 ont été
classés par jugement. La même
année, 1977 adultes avaient été
condamnés pour crime.



Dessin de KONÉ.
Mort par guillotination.

« L'atténuation des responsa-
bilités, sanctions exceptionnelles
et réduction, sont tout prioritairement
de la personnalité sur les faits
— déjà non respectés, sont peu
à peu dénatés ».

L'EXCUSE ATTÉNUANTE DE MINORITÉ

L'article 66 du code pénal
(ordonnance du 4 juin 1980)
définit les conditions dans les-
quelles la loi est applicable
aux mineurs. Titulaires d'une
irresponsabilité totale en ce qui
concerne les faits, les mineurs de moins
de dix-huit ans bénéficient, en prin-
cipe de l'excuse atténuante
de minorité. Les effets sont
les suivants : Si le mineur « a
encouru la peine de mort, de la
réclusion criminelle à perpétuité,
ou de la détention criminelle à
perpétuité, il sera condamné à une
peine de dix à vingt ans d'emprisonnement.

« S'il a encouru la peine de
la réclusion criminelle à perpétuité
ou de la détention criminelle à
perpétuité, il sera condamné à
dix à vingt ans de prison ; si le
mineur a encouru la peine de dix
à vingt ans de prison, il sera
condamné à l'emprisonnement
pour un temps égal à la moitié
ou plus de celui pour lequel il
aurait pu être condamné à l'une
de ces peines.

« S'il a encouru la peine de
la dégradation civique ou du
bannissement, il sera condamné
à l'emprisonnement pour deux
ans ou plus. »

Cependant — ce qui fut fait
par la cour d'assises des mi-
neurs de l'Oise — la cour d'as-
sises peut « écarter l'excuse atté-
nuante de minorité à l'égard
d'un mineur âgé de plus de
seize ans ». Cette décision doit,
évidemment, être expressément
indiquée. L'âge retenu est celui
de la date à laquelle les faits
ont été commis.

DANS LA PRESSE

LE FIGARO : le temps des bour-
reaux et des assassins.

« Ce ne sont pas les magistrats
de la cour, ce n'est pas l'accusé
général qui ont condamné le
jeune Bruno : ce sont des jurés
populaires, émus par les agres-
sions et par l'insécurité croissante.
Je l'écris avec tristesse, mais sans
trop de crainte, hélas ! d'être démenti
par les faits : nous entrons dans
l'ère de la violence des individus
et des clans parce que nous
sommes entrés dans l'ère de la
faiblesse des parents et de l'état.
Nous entrons dans l'âge de la
répression parce que nous sommes
entrés dans l'âge du terrorisme.
Nous entrons dans le temps des
bourreaux parce que nous sommes
entrés dans le temps des assassins. »

(JEAN D'ORMESSON.)

L'HUMANITE

de singuliers
pères de famille.
« Ce sont tout de même de
singuliers pères de famille les hom-
mes qui ont estimé qu'il y avait
rien à faire avec une vie de dix-
sept ans dont la responsabilité
apparaissait aux psychiatres lar-
gement atténuée. Ont-ils pensé
que ce garçon assassin, c'est un
malheur qui arrive qu'aux au-
tres, de préférence aux pauvres,
ou encore, dans le secret de leur
conscience, s'en remettent-ils à la
clemence présidentielle ? Ce qui
constituerait tout de même un
singulier abandon de responsa-
bilité : le complice de la guil-
lotine n'est pas une menace qu'on
a le droit de brandir comme un
martinet... »

« La déclaration mitigée de

M. Lecannet ne vient pas spéci-
fiquement nous rassurer : il s'agit
à dit le garde des sceaux, d'un
fait important qui prouve que
l'opinion publique est de plus en
plus sévère à l'égard des actes de
violence, quel que soit l'âge de
leur auteur. » Et de déplorer « la
réapparition de la loi de talion »,
sans préciser le motif du retour
ce qu'il entend réaliser en ma-
tière de prévention... »

(ANDRÉE AUDOIN.)

L'AURORE

la voix de la colère
populaire.
« Car fallait-il condamner à
mort l'adolescent de Beauvais
dès lors que l'accusé général
n'avait requis que la prison per-
pétuelle, dès lors que les psychia-
tres avaient atténué sa responsa-
bilité, dès lors enfin qu'il s'agi-
sait d'un enfant abandonné par
des parents qui, après ne s'être
jamais occupés de lui, n'ont même
pas attendu le terrible verdict ? »

« Ce sera au président de la
République d'en décider. Si la
Cour de cassation n'annule pas la
sentence, à vrai dire, on ne le
sait guère, dans le fil de sa poli-
tique actuelle, l'horre au bourreau
un garçon de cet âge, même si
celui-ci a commis un crime atroce. »

« Mais que l'on approuve ou
non les juges de l'Oise, il serait
déraisonnable de ne pas écouter
leur vote. Comme le dit M. Le-
cannet, elle est celle de la colère
populaire, et, si elle était négligée,
l'on pourrait craindre des repré-
sentations d'ordre privé. C'est un
danger que l'on ne peut pas
écarter. »

« Depuis des années, l'on sent
à tout prix comprendre les assus-
sés. Si l'on s'occupait de com-
prendre aussi les honnêtes gens ? »

(JEAN LABORDE.)

LIBERATION

Il est navrant
que seule la mort émeuve en
matière de justice.
« Le bon peuple, celui à qui
s'adresse le ministre de l'Intérieur
dans ses discours, a accompli ce
qu'on lui demandait d'accomplir.
Maintenant, on fait d'être cho-
qué, comme si soudain la sen-
sibilité d'un futur mort ou d'un
futur « reclus à perpétuité » venait
à briser son système. Tant
mieux, nous n'allons pas faire la
fine bouche et les protestations
qui ont salué la condamnation de
Bruno sont les bienvenues. »

« On espère que leurs auteurs
seront toujours aussi vigilants à
chaque procès d'assises ou de
correctionnelle. Il est navrant que
seule la mort émeuve en matière
de justice. La vie, lorsqu'elle est
réduite à l'incarcération, est aussi
choquante. »

(GILLES MILLET.)

« Dix agriculteurs bretons
condamnés à des peines de pri-
son avec sursis. — Le tribunal de
grande instance de Morlaix (Fi-
nistère-Nord) a condamné, ven-
dredi 3 octobre, trois agriculteurs,
M.M. Laurent Salame, François
Querne et Joseph Guéguin, à des
peines d'emprisonnement allant
d'un an à six mois avec sursis,
pour avoir, lors d'une manifesta-
tion paysanne, le 17 juillet 1974,
frappé et blessé un chauffeur-
roulier, M. Alain Caroff. D'autre
part, sept autres agriculteurs
ont été condamnés, par ce même
tribunal, à des peines de prison
allant d'un mois à huit jours avec
sursis, pour avoir, dans la nuit
du 7 au 8 août 1974, édifié un
barrage routier au Ponthou (Fi-
nistère-Nord) : un camion néer-
landais avait été endommagé. »



Paraît le lundi.
Nouvelle
présentation.

L'or est-il toujours un métal à suivre? Aujourd'hui, dans la Vie Française, le dossier de l'or.

Cette semaine, l'hebdomadaire la Vie Française présente un dossier complet sur l'or. Des informations, des analyses, des prévisions. Tout ce que vous devez savoir aujourd'hui sur l'or pour prévoir ce qu'il faudra faire demain. Un dossier à détacher et à conserver.

Et cette semaine, comme toutes les semaines, dans la Vie Française, des spécialistes analysent concrètement l'actualité économique, sans verbiage, et sans complaisance, parce que c'est la meilleure façon de vous donner les moyens d'agir. En kiosque aujourd'hui.

La Vie Française.
L'information économique, mais surtout les moyens d'en tirer profit.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Niki Lauda remporte le Grand Prix des États-Unis

De notre envoyé spécial

Watkins-Glen. — L'Autrichien Niki Lauda, déjà assuré de remporter le titre de champion du monde des conducteurs depuis le Grand Prix d'Italie, a gagné, le 5 octobre à Watkins-Glen, son cinquième Grand Prix consécutif, en remportant le Grand Prix des États-Unis. Il s'agit d'un nouveau succès qui confirme tout le bien que l'on pouvait penser de l'association Lauda-Ferrari, tant à l'évidence elle s'est imposée en 1975. Lauda a mené de bout en bout le Grand Prix des États-Unis et a franchi la ligne d'arrivée sans avoir eu beaucoup d'adversaires, si ce n'est par celui qu'il a devancé, le Britannique Emerson Fittipaldi, deuxième du Grand Prix des États-Unis. Fittipaldi est aussi classé deuxième du championnat du monde, et la petite histoire retiendra peut-être que les années impaires ne lui conviennent pas. Champion du monde des années passées (1972, 1974), Fittipaldi avait trouvé auparavant sur sa route Jackie Stewart, champion du monde en 1971, 1973 et 1975. Niki Lauda a pris la relève, mais tout indique qu'il sera aussi difficile à battre l'année prochaine que le fut Emerson Fittipaldi dans quelques jours. Rien n'a été laissé au hasard sur la Ferrari pour maintenir, voire renforcer l'avance technique obtenue tout au long de la saison. Le Grand Prix des États-Unis a été marqué par un grand nombre d'abandons dans le premier tiers

de la course, notamment ceux de Reutemann (moteur), de Pace et Depallier (collisions) et de Jarier (roulement de roues). Jean-Pierre Jarier a finalement pris le départ de l'épreuve avec une Shadow-Ford, de préférence à la Shadow-Matra, dont la mise au point n'a guère progressé, malgré les efforts effectués par Matra. En fait, la Shadow-Matra a pour l'instant un handicap de poids insurmontable — plus de 80 kilos, — et est un allié gênant pour la rendre compétitive. Jarier a effectué, vendredi 3 octobre, les essais avec la Shadow-Matra, et c'est seulement le lendemain samedi qu'il a disposé de la Shadow-Ford avec laquelle il a réalisé le quatrième temps des essais, performance qui en dit long sur ses qualités. Il aident qui l'a éliminé de la course, fort rare, est à ajouter à sa palmarès tant il fait exceptionnelles de pilote malchanceux. Un autre pilote français, Michel Leclère, qui effectuait ses débuts en formule 1 à Watkins-Glen sur Tyrrell, n'a pas été plus heureux. Il a dû prendre le départ du Grand Prix des États-Unis avec un moteur pratiquement hors d'usage, consécutivement à des essais lors de la séance d'essais libres du dimanche matin. Il reste souhaiter que Kent Tyrrell lui donne une deuxième chance de montrer de quoi il est capable.

QUATORZE GRANDS PRIX

Le championnat du monde des conducteurs, qui s'est achevé le 5 octobre à Watkins-Glen, dans l'État de New-York, aura été celui de la logique. Le pilote disposant de la meilleure voiture, l'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) n'a pas rencontré une trop vive opposition tout au long de la saison, et son avantage aurait pu être plus important sans les quelques ennemis qu'il a connus ici et là dans quelques-uns des quatorze grands prix qui ont été disputés. La supériorité absolue de Ferrari a été le fait marquant de l'année. Les autres pilotes, dans la plupart des grands prix, ont été souvent réduits à quitter l'infortuné de Lauda. Pour l'essentiel, on retrouve au palmarès des épreuves les pilotes et les constructeurs (Ferrari, Brabham, Tyrrell-Mac Laren) qui tiennent les premiers rôles avec continuité, et c'est pour beaucoup les inévitables de la course et même des circonstances exceptionnelles (plus, course arrêtée avant son terme) qui ont permis, par exemple, à l'Italien Brambilla de remporter, sur March, le Grand Prix d'Autriche.

Metra en formule 1, il faudra attendre les essais de la nouvelle Ligier qui a été vraiment conçue pour le nouveau, sans précipitation et avec bonne volonté, qu'elle soit l'équipe britannique Shadow n'a guère fait preuve, faute de croire aux possibilités du moteur Matra et par refus de tout ce qui vient de l'autre côté de la Manche. Il est sûr, en tout cas, qu'un moteur, et bon soit-il, ne peut constituer une panacée et que dans l'état de vive concurrence que connaît la formule 1, c'est l'ensemble (châssis, moteur) qui peut rendre un constructeur vraiment compétitif. 1976 sera l'année des moteurs. Outre le Ford Cosworth qui continuera d'équiper le plus grand nombre de voitures, et le Ferrari, Ligier et peut-être Shadow exploiteront le moteur Matra, tandis que Brabham et chez les cyrilliques d'Alfa-Romeo. En ce qui concerne l'écurie Shadow, le directeur des études avancées de Matra, M. Georges Martin, a déclaré, à Watkins-Glen, qu'il ne croyait pas que l'expérience serait poursuivie en 1976 avec le moteur français. Chez Matra, on a bien conscience qu'il s'agit d'une contre-publicité inopportune. Deux autres moteurs, B.M.W. Hansell 1,51 turbo-compressé, pourraient apparaître en cours de saison et les constructeurs décideraient de régler les étapes. En tout cas, cette diversification ne pourra que donner un intérêt supplémentaire au prochain championnat du monde des constructeurs. L'époque des moteurs qual standard Ford Cosworth est peut-être révolue, et il faudrait beaucoup de déconvenues pour que l'on revienne au statu quo.

Révolution technique ou solution originale sans avenir, c'est la question qui se pose à propos de la nouvelle Tyrrell à six roues, dont quatre sont directrices. La présentation de la voiture a fait l'effet d'une bombe. Reste à savoir à l'usage s'il ne s'agit pas plutôt d'un simple péché. On en saura davantage après les premiers essais qui doivent avoir lieu dans les prochains jours à Silverstone, puis au Castellet.

Avec Brambilla, trois autres pilotes, Hunt (Hesketh), Pace (Brabham) et Masa (Mac Laren), ont gagné en 1975 leurs premiers grands prix. Le succès de Hunt et Pace n'a pas tellement surpris dans la mesure où leur matériel est de qualité et qu'ils avaient déjà fait preuve de leur talent. Celui de Masa — comme de Brambilla d'ailleurs — demande confirmation, leurs victoires en Espagne et en Autriche étant dues à des conditions de course exceptionnelles (épreuve écourtée à la suite d'accident ou de pluie).

Chance et malchance. En 1975, le constructeur le plus discret, en regard à ses références précédentes, a été Lotus. Le Sudaïte Peterson, premier pilote de Lotus, qui est considéré comme le plus rapide de tous, n'a pu que jouer les utilités avec une voiture tout à fait dépassée et au demeurant la plus « vieille » de toutes. En 1976, Peterson devrait revenir au premier plan avec la nouvelle Lotus dont on dit déjà, peut-être trop vite, le plus grand bien.

Comme toujours chance et malchance ont servi à desservir les pilotes. C'est ainsi que Jean-Pierre Jarier (Shadow) n'a guère été heureux surtout en début de saison, et qu'il n'a pu mener à bien son ambition : gagner un grand prix en 1975. Tout montre cependant que ce ne devrait être que partie remise, pourvu que la « potasse » l'abandonne et que sa voiture soit à la hauteur de son tempérament. L'expérience tentée en fin d'année par Shadow avec le moteur Matra n'a pas été concluante, mais il serait présomptueux d'en tirer des conclusions définitives. La voiture destinée à recevoir le moteur Matra a été construite à la va-vite et le temps a manqué pour la mise au point. Pour mieux juger des possibilités du moteur

Le Racing club de France (Roussau, Nally, Duouze, Salska-Rose) en 40 sec. 60 sur 4 x 100 mètres : P. S. M. (P. S. M.) en 1 min. 25 sec. 8 sur 4 x 200 mètres, le Paris métro-club (P. M. C.) en 2 min. 16 sec. 6 sur 4 x 400 mètres, F.A.S.P.T. (Bordeaux) (Demarçon, Gervais, J. G. Gervais) en 7 min. 25 sec. et le Football club de Sochaux (Demarçon, Delaby, Nicolas, Roubert) en 15 min. 21 sec. 8 ont gagné les championnats de France de relais à Epône.

GRAND PRIX DES ÉTATS-UNIS À WATKINS-GLEN 1. Niki Lauda (Ferrari), les 500,000 km en 1 h. 43 min. 38 sec. (moyenne 180,00 km/h) ; 2. Emerson Fittipaldi (McLaren), à 4 sec. ; 3. Johnnie Miles (McLaren) ; 4. James Hunt (Hesketh) ; 5. Ronnie Peterson (Lotus).

SAVOIR BIEN JOUER AU TENNIS, chacun de nous en rêve. Ancien sport ne procure une semblable détente totale, pour le corps comme pour l'esprit. Ancien sport non plus ne se révèle qu'au moment de la victoire, de la victoire à la progression, même en cherchant à se distraire, les voix du tennis sont souvent impénétrables. Avec TENNIS EN TROIS JOURS, Jean-Paul Lotz, entraîneur national du tennis français, se met pour la première fois au service de la grande masse anonyme de tous ces débutants, fanatiques de la petite balle blanche qui aimeraient bien jouer et surtout s'amuser d'une façon intelligente. TENNIS EN TROIS JOURS est un acte de foi lucide et pratique. C'est la démonstration et non pas le résultat de ce que l'on peut attendre d'un tel fait progressif. Jean-Paul Lotz nous livre le fruit de ses quinze ans d'expérience d'entraîneur de tennis, de la base au sommet du tennis français, dans un ouvrage national et très pratique, de vulgarisation rapide et simplifiée de son sport. Jean-Paul Lotz a volontairement limité son œuvre aux grands principes de base, à quelques coups essentiels et à une multitude de détails pratiques indispensables, le tout avec des croquis explicatifs.

GRAND PRIX DES NATIONS 1. Schuiten (P.-B.), les 90 kilomètres en 2 h 23 min. 3 sec. 2. Zootmaks (P.-B.), à 4 min. 39 sec. 3. Thévenaz, à 5 min. 59 sec. 4. Harand, à 6 min. 37 sec. 5. Van der Broek (P.), à 6 min. 44 sec. 6. Van der Broek (P.), à 6 min. 55 sec. etc.

HIPPISME

L'Arc-de-Triomphe

« STEAR APPEL » VAINQUEUR

Grosse surprise, dimanche 5 octobre, à l'arrivée du Prix de l'Arc de Triomphe, ce véritable championnat du monde des pur-sang, avec la victoire du cinq ans allemand Star Appel, l'important devant son âge et son sexe de Lot, tous trois ayant fait une course d'attente prolongée à l'arrivée-garde. Tiercé donc d'outsiders, alors que la grande favorite Altes France devait se contenter d'une modeste cinquième place. La combinaison gagnante (3, 2, 13) rapporte, pour ceux qui l'ont jouée dans cet ordre, 51 482 F. Le vainqueur, quant à lui, emporte le prix de 1 200 000 F. Présent à Hippodrome de Longchamp, M. Giscard d'Estaing a suivi la course de bout en bout. (Voir les résultats du tirage de la Loterie nationale page 25.)

CYCLISME

LE GRAND PRIX DES NATIONS

De Jacques Anquetil à Roy Schuiten

De notre envoyé spécial

Angers. — En assistant, dimanche 5 octobre, au Grand Prix des Nations, bien des observateurs ont évoqué les exploits mémorables de Jacques Anquetil. Le champion norvégien, qui n'a jamais connu la défaite sur un ensemble de neuf participations, et Roy Schuiten, qui vient de gagner l'épreuve pour la seconde fois, ont, en commun, la puissance, la pureté du style, et la science d'une course qui exige un engagement total. La démonstration s'est faite depuis longtemps que pour gagner les « Nations », autrement dit pour réussir le meilleur temps sur une distance déterminée, il faut réunir des qualités athlétiques rares et posséder son sujet. Anquetil autrefois était doué, d'une manière exceptionnelle, pour cet exercice difficile. Mais il savait aussi se préparer mieux que quiconque négocier le parcours comme somme et se surpasser au-delà des limites habituelles. Aujourd'hui, Schuiten, qui lui ressemble, est par sa vocation de pourchasseur il est du reste champion du monde dans cette discipline — et son entraînement spécifique en fait d'une compétition qui ne coïncide pas à tous les genres. On ne peut pas dire qu'il ait dominé des adversaires spécialisés et fatigués de course par une saison extrêmement dure. En l'espace de 90 kilomètres, vêts en 2 heures et 3 secondes, soit à une moyenne horaire de 45 kilomètres, le jeune norvégien des Pays-Bas a battu Zostand 4 minutes 25 secondes et Et Thibaut, classé troisième, de 59 secondes. Il est intéressant de noter que le lauréat du Grand Prix des Nations a perdu 44 secondes de ce qu'il avait gagné sur le vainqueur en améliorant son classement de trois places. Autres enseignements du Grand Prix des Nations, il est évident que les championnats du monde par la supériorité des routiers néerlandais : Schuiten a pris la tête de la cinquième kilomètre, augmentant progressivement l'avance, et les amateurs, qui talent les professionnels du cadre d'une épreuve ouverte, débordée, puisque le premier des Suisses Blechfort, a terminé avec un retard onze minutes cinquante. La performance pourrait se faire à elle-même. En fait, elle est dans la perspective d'un est Roy Schuiten doit effectuer un effort contre le record du monde de l'heure, vraisemblablement le 30 ou le 31 octobre au vélodrome de Mexico. Cette fois, il s'agit plus de rouler pendant deux à 45 kilomètres de moyenne d'accomplir près de 50 kilomètres de course, ce qui est un rythme très élevé. L'entraîneur comporte des risques mais il est sûr que Schuiten s'oppose à Jacques Anquetil, dans la mesure où il choisit la difficulté, vingt ans, la Française avait courage de se mesurer à Coppi ; dans un avenir Schuiten s'attaquera à un record mondial à partir de 49,4 mètres. Il bénéficie néanmoins de préjugés favorables aux yeux des experts, compte tenu de ses connaissances de l'aspect technique de sa préparation. Un pari qui passe sans doute par le Grand Prix des Nations.

TENNIS

Georges Goven, champion de France par forfait

De notre envoyé spécial

Cap-d'Agde. — Le National de tennis s'est terminé en queue de comédie. C'est en effet une victoire par forfait dont a bénéficié, dimanche 5 octobre, Georges Goven, qui obtient à vingt-huit ans son premier titre de champion de France. Par malchance, le finaliste Patrice Dominguez ne put se présenter sur le central du Cap-d'Agde, où avaient lieu les championnats, par suite d'une déchirure musculaire contractée au cours de son match contre Proisy. Pour compenser la déception des trois mille cinq cents spectateurs qui, sous un soleil estival, emplissaient les tribunes, un match-exhibition fut joué en remplacement entre Goven et François Jauffret, ce qui, champion de France 1974 et présentement éliminé par Bernard, enleva en trois sets, ce qui mit le comble à la confusion des esprits. Sans vouloir diminuer le mérite du sympathique Georges Goven, dit « Jojo », qui s'est trouvé en forme en fin de saison, constatons que la surface ultra-rapide central-est-est inadaptée pour les

techniciens de la guerre d'usure sur terre battue, type Patrick Proisy, et qu'elle favorisait en revanche les grands serveurs modérés Thierry Bernasconi ou les « espagnols » aux réflexes-éclairs comme Eric Deblieker, lesquels commentent une fortune inespérée heureuse dans ce championnat où sombrèrent les espoirs de Jean-Louis Fallet, auquel nous croyons toujours, de Roger-Vasselin, encore un peu tendre, et de Gaudin, décemment décevant. Les courts de compétitions du club Pierre-Barthès, qui s'articulent dans un cadre joliment bucolique non loin de la mer de Valéry à sans cesse renouvelée, sont construits pour la plupart en top-ten, mélange non poreux de silicate et de résine rappelant le « bois ». Or cette dernière surface, longtemps à l'honneur au stade de Comberton, a été abandonnée à l'occasion des longues compétitions hivernales, ayant été jugée trop rapide pour être pleinement spectaculaire. En réalité, les résultats de ce National fort bien organisé auraient été beaucoup plus probants sur green-set, la surface également non poreuse qui est en passe de remplacer le ciment aux États-Unis et qui est le plus sûr des courts du club réservés à la clientèle. Pour avoir essayé personnellement l'une et l'autre surface durant deux jours — car on croise la raquette avec allégresse entre journalistes, dans la belle lumière méditerranéenne — nous sommes sans hésiter la préférence au green-set, dont le revêtement de peinture verte présente une élasticité certaine favorisant les échanges à leur façon aussi sans cesse renouvelés. Dans le championnat de France féminin, Gail Sherriff — ex-Chanfreau — n'eut aucun mal à conserver sa couronne face à Brigitte Simon, tandis que Goven et Deblieker associés enlevèrent le titre du double hommes au nez et à la barbe de la vieille équipe Beust-Contez, prouvant d'une manière définitive leur exceptionnellement bonne adaptation au terrain.

OLIVIER MERLIN.

KARATÉ

Aux championnats du monde

LES FRANÇAIS PERDENT LEUR TITRE ET LEUR CONTRÔLE

Comme en 1973 à Paris, les championnats du monde 1975, organisés à Long-Beach (Californie), ont mis en évidence les difficultés d'arbitrage et les dangers du karaté pratiqué en compétition. Commentée à la grande confusion des Français, tenants du titre et éliminés par les Américains dès le premier tour de l'épreuve par équipes de la suite de la disqualification de Dominique Valera pour un coup mal contrôlé au visage de son adversaire, la compétition s'est poursuivie par une véritable ferveur quand Dominique Valera fut à nouveau disqualifié, dans l'épreuve individuelle.

Mécontent de cette décision, Dominique Valera échangea alors des coups avec l'arbitre et de ses juges. Il fallut l'intervention d'un service d'ordre pour mettre un terme à l'affrontement d'officiels et de certains membres de la délégation française. Le juge agressé aurait renoncé à porter plainte devant la justice américaine et Dominique Valera, était radié à vie par la Fédération internationale de karaté. Le Japonais Kunio Murakami remporta le titre mondial en battant en finale son compatriote Junichiro Hamaguchi, tandis que la Grande-Bretagne s'est imposée dans l'épreuve par équipes devant le Japon.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Table of results for Football, Rugby, and Basketball. Football: Strasbourg 1-0, Valenciennes 1-0, etc. Rugby: Châteaubriant 15-13, etc. Basketball: Villers-Bretonneux 89-79, etc.

Table of results for Football, Rugby, and Basketball. Football: Strasbourg 1-0, Valenciennes 1-0, etc. Rugby: Châteaubriant 15-13, etc. Basketball: Villers-Bretonneux 89-79, etc.

Table of results for Football, Rugby, and Basketball. Football: Strasbourg 1-0, Valenciennes 1-0, etc. Rugby: Châteaubriant 15-13, etc. Basketball: Villers-Bretonneux 89-79, etc.

Table of results for Football, Rugby, and Basketball. Football: Strasbourg 1-0, Valenciennes 1-0, etc. Rugby: Châteaubriant 15-13, etc. Basketball: Villers-Bretonneux 89-79, etc.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Journal de l'ISO

CLISME
FIN DES NATION
uel à Roy

Le Monde
A STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
UNION
EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

Les nouvelles chances du dialogue Nord-Sud

ABDELAZIZ BOUTEFILKA :

Nous sommes engagés dans une course contre la montre

L'établissement d'un nouvel ordre économique international implique, tant du côté des pays riches que de celui des pays en voie de développement, des restrictions à la souveraineté nationale. Prenons le cas de l'Algérie. Seriez-vous prêt à assiéger des pouvoirs à quelque institution qui garantirait un ordre mondial plus juste ?

Je ne pense pas qu'il y ait addition entre la souveraineté d'un Etat et la recherche d'une solution internationale harmonieuse fondée sur le respect des droits de chacun. Il est évident que la coopération internationale implique en certains moments de contrainte acceptés.

Il n'est pas de choses, je pense pour nous n'est pas de ce qu'il convient ou non de faire à telle ou telle circonstance. Le souverain des Etats, mais de la jalousie d'un nouveau type internationalisme au sein de chaque Etat ne considère pas et partie prenante dans le jeu de la sécurité et des indépendances seront garantis.

partir du moment où ces lois seront réalisées, il sera de coopération dans le cadre d'un système égalitaire dans lequel, à l'échelle mondiale, il des domaines d'intérêt.

Si vous aviez à défendre les des syndicats européens, ce qu'il faut que des industries de main-d'œuvre émigrent et les pays en voie de développement, que leur diriez-vous ?

La classe ouvrière des pays développés, notamment la classe européenne, est parfaitement consciente qu'elle subit de la exploitation que celle qui est

Quelles priorités ?

Nombre de revendications pays en voie de développement ne sont pas sans rappeler formulés que des étudiants pays avaient inscrits sur leurs murs pendant les événements de mai 1968 : « Tout de suite... Cela ne paraît pas très opérationnel. Quelles vides doivent être envisagées in vitro ?

La place du tiers-monde dans le monde ne saurait être celle d'un syndicat ni de revendications salariales, saurait encore moins représenter un phénomène de croissance ou, si vous préférez, la révolte dans tel pays telle d'une jeunesse qui se réveille et de la société. Certains ont trouvé un de référence historique en tant que tiers-monde ou tiers monde la révolution française. « ceux-là sont-ils plus proches de la réalité.

Si dit, le programme d'action d'un nouvel ordre économique ne saurait relever de la spontanéité. C'est une action continue dont la mise en œuvre suppose la volonté politique des pays développés. L'essentiel réside dans le processus tant il s'agit de le commencer, déjà la moitié de la fin ».

En tout d'abord, le principe de la coopération. Il s'agit d'une course contre la montre et ce qui était réalisable dans les deux décennies l'est beaucoup plus difficilement aujourd'hui.

Le dernier trimestre de l'année sera fortement marqué par ce qu'il est convenu d'appeler le dialogue « Nord-Sud ». Après la septième session extraordinaire des Nations unies sur le développement, qui s'est achevée le 16 septembre sur un compromis entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde, une nouvelle réunion préparatoire à la conférence sur l'énergie et les matières premières se tiendra à Paris le 13 octobre prochain, à l'initiative de la France. St. à l'inverse de la première — tenue en avril dernier — cette seconde rencontre débouche sur un succès, la conférence proprement dite entre quelque vingt-sept ministres du « Nord » et du « Sud » de la planète pourrait se dérouler en décembre.

A l'occasion de la préparation de ce vaste programme diplomatique mondial, « Europa » a demandé à deux hommes qui ont pris une part active dans la recherche d'un échange de vues constructif de répondre à ses questions.

M. CLAUDE CHEYSSON :

La Communauté a donné l'exemple

L'idée de rechercher un nouvel ordre économique mondial a-t-elle effectivement progressé depuis un an ?

— Au dix-neuvième siècle, dans le cadre de chacune des nouvelles sociétés industrielles nationales, les travailleurs se sont dressés et coalisés contre un système de production où ils étaient, sans aucune garantie, de simples pourvoyeurs de main-d'œuvre. Aujourd'hui, « les nations primitives » se sont coalisées pour obtenir une part équitable des fruits de la croissance. Une place égale à celle des pays industrialisés dans les décisions et les structures qui gouvernent l'ordre économique.

— Dans ce débat général, le

progressé manifesté par les déclarations faites aux Etats-Unis est considérable : il peut même surprendre.

— L'évolution, heureusement caractérisée à New York, ne se traduit pas seulement par de nombreuses et parfois audacieuses propositions ; elle comporte l'acceptation d'actions multiformes coordonnées dans un dialogue incessant entre pays en voie de développement et industrialisés. Ceux-ci ont renoncé à fragmenter les problèmes. Tous rejettent la confrontation.

— Quant aux nuances entre pays en voie de développement, aux craquements que certains voudraient entendre, jusque dans le silence, il n'y a rien de plus dangereux qu'en surestimant l'importance tant que n'aura

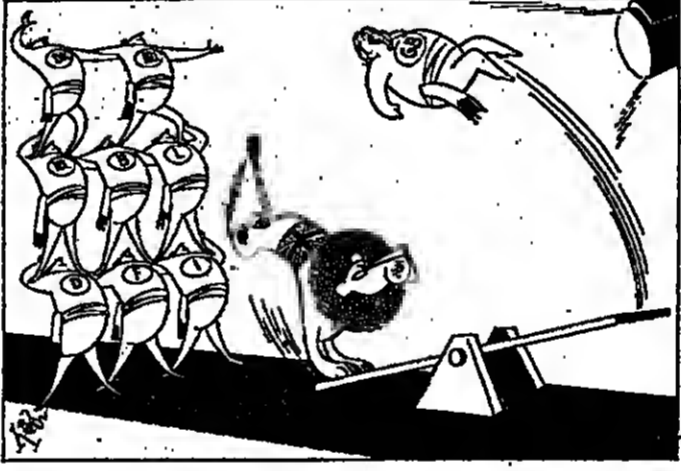
pas été irrévocablement admise la nécessité d'un dialogue global et constructif et tant que des procédures concrètes et pratiques de négociation n'auront pas été arrêtées. Alors, mais alors seulement, il faudra tenir compte de la diversité des problèmes, du degré différent de mise dans laquelle la crise plonge les pays en voie de développement, de la nature de l'intérêt que portent les uns et les autres aux diverses questions.

— Les propositions présentées début septembre par M. Kissinger aux Nations unies ont été accueillies plutôt favorablement, même si elles ne remettent pas en cause l'ordre économique international actuel. Par la diversité des actions suggérées, elles peuvent paraître plus généreuses que celles qui ont été suggérées précédemment par la C.E.E. Qu'en pensez-vous ?

— Les propositions américaines sont, certes, plus détaillées que celles des Européens. Un gouvernement se promène plus facilement et de manière plus élaborée que nous, même unis dans une communauté. Certaines offres américaines, et non des moindres, sont généreuses sur le plan financier, alors que les Européens s'ont, par nécessité, devenus économes.

— En revanche, dans certains domaines, les Européens ont déjà pris des décisions, alors que les Américains n'en sont qu'au stade de l'intention.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la suite page 19.)



Le « grand huit » conjoncturel

Le fait le plus saillant des derniers mois se situe dans l'évolution semblablement divergente des Etats-Unis et des pays européens.

— Outre-Atlantique, la production semble maintenant vraiment repartir pour de bon : ce ne sont plus simplement des indicateurs en avance ou des présages, mais l'indice de

la production industrielle lui-même qui a grimpé trois mois de suite. Et la production nationale brute qui, après avoir baissé au rythme annuel de 11 % au premier trimestre 1975, reprend légèrement de 1,9 % au deuxième trimestre. C'est surprenant même, car on ne s'attendait pas avant de nombreux mois (en 1975), le taux de chômage par rapport à la population active recule de 6,3 % en mai à 5,8 % en juin puis 5,4 % en juillet et en août.

la dégradation de l'activité s'est tenue maintenant, pour les deux derniers en revanche elle s'y accroche encore, brutalement, en même temps que le chômage. Ils subissent ainsi en quelque sorte avec un décalage, que la France avait déjà connu par rapport à l'Allemagne en son temps, les effets d'un retournement plus ou moins brutal.

Le cas de la Grande-Bretagne qui, avec sa fuite en avant inflationniste et une dynamique de plus en plus déséquilibrée, avait essayé de conserver activité et pouvoir d'achat, est connu. La volée qui derrière l'Italie, amorcée elle aussi un recul. Une satisfaction pourtant : de l'hyperinflation de près de 40 % elle revient à un taux plus « normal », et on peut dire, par les temps actuels, de moins de 10 %, nous ramenant dans les limites de notre graphique habituel : c'est un bon démarrage pour son plan d'austérité accepté par les syndicats et qui vise, grâce à une limitation volontaire des revenus, à ramener l'inflation d'ici à octobre 1976 à 10 %.

L'inflation recule toujours en Italie, dont le rythme de prix est maintenant proche de la France. Ces bons résultats lui permettant, au-delà du soutien apporté avec son récent plan de 350 milliards de lire, de penser déjà à une relance plus active.

MAURICE BOMMENSATH. (Lire la suite page 20.)

ON THE CONTRARY

« Willkommen, bienvenue, welcome » — the comper's insinuating tones in the Liza Minnelli film seem apt as the Brussels cabaret opens for its autumn season. Welcome to these strangers, the British Left; welcome to the all-night floor show in the Council of Ministers; welcome to psychodramas about powdered milk and Italian wine; welcome to the new long-running production number, « European Union ».

To some, this spectacle seems all som and no lumière — a neo-Shakespearean « Much Ado About Nothing », distracting busy men from the fight against unemployment, inflation, and world famine. Why waste time discussing political blueprints instead of tackling regional development, monetary reform, commodity agreements, trade negotiations, and economic aid ? Others, in Britain, even suspect that, having been whisked into the club through the revolving door marked « Referendum », they are now to be seduced by the hostesses, served knock-out drops, robbed of their wallets and their sovereignty, and conscripted into the Foreign Legion.

They might worry less if they kept their wits about them. If the name in lights is « European Union », the reality under discussion is how to make the Community more democratic and more effective. Now that it reaches beyond tariffs to deal with political matters like taxes, the management needs to consult the clients. How that the streets outside are so dangerous, the club plainly needs all the muscle it can get. And with so little time on hand, the programme needs to move very much faster. As the best leg show available, Europe can hardly afford its present varicose veins.

PANGLOSS.

Propos recueillis par JEAN SCHWOEBEL. (Lire la suite page 19.)

Sur le devant de la scène

DE QUI DÉPEND LA « SORTIE DU TUNNEL » ?

Une dame de trop grande vertu

BONN

MALGRÉ tous les charmes qu'il a déployés, le gouvernement de Bonn n'est pas encore parvenu à séduire « dame conjoncture ». Après plusieurs essais infructueux, il vient de mettre au point un nouveau plan de relance portant sur 6 milliards de deutschmarks. Cependant, le scepticisme continue de régner dans le camp gouvernemental, car, en dépit de cette mesure, la « dame » s'obstine à demeurer sans réaction.

Au cours du premier semestre 1975, la situation de l'économie ouest-allemande s'est très nettement dégradée, enregistrant, en termes réels — c'est-à-dire abstraction faite de la hausse des prix — une décroissance de l'ordre de 4 %. Le nombre des chômeurs dépasse toujours le million et il est à craindre qu'il n'atteigne le chiffre de 1,5 mil-

lion au cours de l'hiver. Avec un taux d'à peine 6 % qu'il convient de rapprocher des notables, internationaux. L'inflation demeure certes, à un niveau capable de susciter maintes envies extérieures ; ce taux est cependant jugé encore trop élevé par les Allemands, qui ont dû, au cours du siècle, faire face à deux inflations sauvages dont le souvenir demeure cuisant.

La situation évolue sur un fond de crise financière d'une ampleur sans précédent. La dette publique ouest-allemande va s'accroître, cette année, de quelque 80 milliards de deutschmarks, ce qui est évidemment une charge lourde pour l'Etat. Le redressement public sera, par des injections de capitaux publics, la chute de la demande privée. L'un des prochains rendez-vous du gouvernement fédéral sera, à peine moins élevé, bien que le gouvernement fédéral ait, d'ores

et déjà, décidé un programme d'économies budgétaires prévoyant la compression ou la suppression pure et simple de certaines subventions accordées aux fonctionnaires, aux agriculteurs, aux militaires, aux étudiants et à quelques autres catégories socio-professionnelles.

Sont associées à ce programme d'économies diverses mesures d'ordre social et fiscal : augmentation de 2 % à 3 % à partir de 1976 de la contribution de l'Etat au fonds d'assurance-chômage, relèvement du taux de la T.V.A. de 11 % à 12 %, augmentation de 1 % à 1,5 % à partir de 1976 — de 15 % de l'impôt sur les tabacs et de 20 % de l'impôt sur les alcools.

Ce programme sera-t-il adopté par le Parlement ? La question demeure en suspens, car l'op-

position chrétienne-démocrate, qui dispose tout juste de la majorité dans les deux Chambres (Bundestag), tient ce programme pour inadapte, antisocial et anticonjoncturel.

Au demeurant, la mise sur pied d'une politique économique cohérente et efficace est rendue d'autant plus difficile que les problèmes économiques constituent le cheval de bataille des participants à la campagne électorale — pratiquement ouverte ces derniers jours — qui précède aux élections législatives de 1976. L'opposition chrétienne-démocrate a déjà fourni ses armes. Son slogan est prêt : « jusqu'à présent de « faiseur d'énergie », le chancelier Helmut Schmidt serait devenu « faiseur de dettes ».

« La reprise se produira en 1976 », assure encore la version

officielle. Mais même à l'ion gouvernemental le élevé, cette assertion est d'ores et déjà battue en brèche par l'inquiétude de l'évolution des du pétrole, voit avec anxiété l'économie allemande — c'est-à-dire la stagnation des investissements — s'aggrave plus avant dans la nécessité s'efforce au moyen d'argu pas toujours convaincant persuader les partenaires claus d'usage de modération leurs revendications sala il suit également avec attention soutenue l'év de la conjoncture amér car le quart du produit m brut du pays dépend t exportations vers les Etats Bonn vit d'espoir, mais trop d'illusions, d'un es principe ».

PETER GILI

Le tournant de la « politique des revenus »

LONDRES

LA sortie du tunnel pour le Royaume-Uni ? D'ores et déjà la question ! Ce pays était plongé dans un tel marasme depuis si longtemps que pas une ombre d'espoir n'apparaissait pour un avenir prévisible. Frétille aujourd'hui qu'il remonte la pente serait prématuré. Mais un changement lourd de significations est survenu au cours de l'été, un changement pour le mieux en ce qui concerne et la situation économique et l'état d'esprit national.

Parallèle assertion se fonde sur un indice qui ne trompe pas : la situation du marché des valeurs. Dans ce secteur qui sent venir le vent avant le milieu, politique ou celui des faiseurs de sondages, il a régné ces dernières semaines une effervescence révélatrice. Les hausses enregistrées n'ont rien d'accidentel.

Ce qui s'est produit, c'est que

le gouvernement, enfin décidé à résister à l'inflation, est passé à l'action et que M. Wilson a réussi, par un habile tour de passe-passe, à obtenir le consentement populaire pour une politique des revenus. Exercice de haute stratégie comme lorsqu'il s'agit de fixer l'heure du référendum sur le Marché commun.

M. Wilson avait dit et répété que jamais un gouvernement travailliste ne recourrait à une « statutory income policy » — c'est-à-dire une politique des revenus sanctionnée par la loi — dont la notion était parfaitement étrangère aux principes du socialisme. Il s'empêchait donc avec son chancelier de l'Echiquier, M. Healey, à mettre sur les rails un système ayant virtuellement force de loi bien que dépourvu de tout caractère techniquement réglementaire.

Les syndicats étaient prêts pour accepter les mesures proposées, leurs dirigeants — moins égoïstes qu'il ne le semble parfois — s'inquiétant de l'ampleur du chômage (qui tourne maintenant plus d'un million de travailleurs). Un leader syndicaliste qui joue un rôle croissant dans la politique économique, M. Jack Jones, de la T.C.W.U. (Trades Union and Congress Workers' Union), a dit-il pas lancé une mise en garde contre les hausses de salaires « exagérées ? Il avait prévu qu'un traité ou accord les chasses « on se retrornerait bientôt dans une république bananière où un billet d'une livre vaudrait autant qu'une feuille de papier hygiénique ».

Quant à la population, victime des rigueurs entraînés par l'inflation, elle était prête, elle

aussi, à accepter une politique des revenus. Les résultats du référendum sur l'Europe avaient d'ailleurs clairement montré qu'il existait une forte majorité en faveur de la modération.

La limitation « volontaire » des hausses de salaire pour une période d'un an, à compter du 1^{er} août dernier (1) ne résoudra évidemment pas tous les problèmes. Mais est manifestement un début et la bonne nouvelle pour la Grande-Bretagne de s'attaquer à l'inflation.

La prochaine étape pour le chancelier de l'Echiquier semble devoir être la compression des dépenses de l'Etat, l'endettement du gouvernement, qui atteint 10 000 millions de livres, étant hors de proportion avec les possibilités du pays. Le parti travailliste, dans son ensemble,

fera obstacle à toute sion des crédits relatifs services sociaux, éducati mais il faudra pourtant coupes soient effectuées.

Avec la récession écoo la croissance du chôma perspectives du comea international — moins géantes qu'il le faudrait pays ne peut pas cont dépeser, à la même que par le passé, l'argé est emprunté. C'est l'ou nouveau budget va vra blement être proposé q couvert de stimuler l'am une « refutation » aient vrait avoir pour effet d'uire les dépenses de Brayo ! Ce n'est pas tableau soit particul souriant... Mais il n'est possible que la route de rison soit ouverte.

DAVID SPA

Fonctionnaires et industriels : à vos marques !

PARIS

CEST sur trois fronts que le gouvernement a tte pour le « plan de relance » voté par le Parlement le 11 septembre.

D'abord en pressant ses fonctionnaires d'oublier les « excès supplémentaires » qui viennent de leur être alloués. La répartition des fonds avait été opérée au terme d'études menées pendant l'été montrant que certains étaient engagés rapidement des travaux publics susceptibles de créer des emplois. C'est ainsi qu'ont été sélectionnés : le lancement de 10 000 logements de plus, des travaux publics (quelques centaines de kilomètres de routes ou d'autoroutes), les transports en commun (amélioration du métro dans la banlieue parisienne et début des travaux pour un traité ultra-rapide entre Paris et Lyon), des écoles, quelques grands ports... Il s'agit maintenant de passer rapidement à l'exécution, c'est-à-

dire de rompre avec les protocoles de passivité des marchés (généralment longus en France, vu les multiples autorisations à obtenir) et les lenteurs des services administratifs. Pour hâter les choses, il a été décidé de doubler le plafond de dépenses au-dessous duquel les marchés publics peuvent être passés sans appel à la concurrence et de réduire à dix jours le délai dans lequel les contractants de l'Etat doivent donner leur visa. En outre, le président de la République a prévenu les tenus de réclamer à dix jours de leurs dépenses ou ils sont de leurs dépenses ; le premier ministre a, pour sa part, indiqué aux préfets de région qu'il les tenus de réclamer pour responsables de l'engagement rapide des opérations. « A vos marques » donc MM. les fonctionnaires.

Simultanément, le ministre de l'économie et des finances né-

gocié avec les groupes patronaux industriels le financement des grands projets inscrits au Plan : lamboires de tôles fortes en Lorraine et dans le Nord, seconde tranche du complexe sidérurgique de Fos, près de Marseille, nouvelles usines d'armement, nouvelles usines d'exploitation de minerais de nickel au Nouvelle-Calédonie, usines de papier à papier, restructuration de l'industrie informatique (CII-Honeywell-Bull) et développement de la pré-informatique, extension du groupe constructeur de poids lourds Berliet à l'étranger, industrialisation de l'aviation Mystère-50, construction de navires de commerce... objectif, dans tous ces cas, est d'obtenir le financement le plus rapide possible — et sans trop de hausses de prix — des opérations, décidées, de façon à enrayer la montée du chômage, grâce à la création d'emplois ou, au pire, au report des licenciements.

ments, comme cela vient d'être décidé par l'Assemblée (peut-être mécanique) et Mobococan (cycles, motos).

Troisième front de la bataille gouvernementale : le reste du monde industriel. Il s'agit de convaincre des dizaines de milliers de chefs d'entreprise, petits ou moyens, de reprendre la production, d'investir (pour faire travailler les autres) en profitant des privilèges fiscaux temporaires accordés par l'Etat et de l'abondance du crédit devenu meilleur marché. Cette troisième tâche est évidemment la plus difficile, car même si les dirigeants du patronat se sentent engagés aux côtés du gouvernement pour stimuler leurs queues, l'industriel qui a de gros stocks et une clientèle réticente est « en porte à s'endetter ou à fabriquer davantage ; même pour faire plaisir à un gouvernement qui a sa faveur. On touche là les difficultés

de l'entreprise gisca. Combien d'industriels ? servent d'indicateurs des des risques ? Si le gro troupe ne se mobilise plan restera de peu de puisse la part du d qui dépend strictement de représentés moins de 1.5 produit national.

L'incertitude est enco grande s'agissant des c. s'apercevoir qu'il n'est pas tant que le plan lat tiquement de côté (à l'e de l'assouplissement de à tempérament). Vont prendre leurs achats, n ainsi la machine corce. Ou bien vont-ils, devant gression du chômage et tations de la conjonctur tenir une éponge de p' important qui gênera ducteurs ? La relance, aussi d'eux, peut-être essentiellement d'eux.

GILBERT MAAT

Au tour des consommateurs

ROME

Au début de l'automne, l'économie italienne se trouve dans une situation profondément différente de celle de l'automne 1974. C'est un renversement de tendance qui traduit les principaux indicateurs, baromètres ordinaires de la conjoncture. Ceux qui étaient au « haut » finissent au « bas » et inversement.

L'avenir dépendra de deux phénomènes qu'aucun baromètre ne peut annoncer : l'échéance prochaine de conventions collectives nationales... pour plus de quatre millions de travailleurs salariés (soit largement le tiers des quatre millions sous les travailleurs). L'influence des mesures de soutien à l'économie, récemment prises par le gouvernement (le « paquet » de 4 500 milliards de lire

débloqué au milieu d'août et la réduction en septembre du coût de l'argent).

Que disent les indicateurs conjoncturels ?

Il y a un an, les comptes avec l'étranger étaient très largement négatifs et l'inflation s'élevait très durement. Le solde total des comptes avec l'étranger (marchandises, locations, tourisme, virements des familles, mouvements des capitaux, prêts, etc.), qui représentait, à la fin de juillet 1974, un passif de plus de 4 000 milliards de lire au déclin de l'Italie, était cette année, à la même date, de 23 milliards de lire, soit pratiquement en équilibre.

D'un taux d'inflation de 22 à 23 % durant les huit premiers mois de 1974, on est tombé à 10 %. Mais quelle ombre sur la

production industrielle ! À la fin de juillet 1974, celle-ci était en augmentation de 12,7 % par rapport à la même période de 1973. Durant le premier semestre de 1974, l'indice se trouve exactement renversé avec un déclin de 12,2 % sur les six premiers mois de 1974. Un aller et retour de 25 points !

Le niveau d'emploi n'a pas diminué en proportion, mais cela est dû presque exclusivement à l'utilisation de la caisse de compensation des salaires qui permet aux entreprises de réduire sensiblement les horaires de travail effectifs pour une période à peu près indéfinie sans devoir recourir aux licenciements.

Tandis que le chômage s'est accru en septembre d'environ deux cent mille unités par rap-

port à septembre 1974, les heures payées par la caisse de compensation ont augmenté de 122 % dans la première moitié de l'année, passant de 63 millions dans le premier semestre 1974 à 138 millions pour le premier semestre 1975. La situation n'a fait qu'empirer en juillet, soit en septembre. On peut calculer que, au début de l'automne, l'Italie se retrouve avec plus d'un million de chômeurs « officiels » (ceux qui sont inscrits dans les bureaux de placement), soit quelque 5 % de la population active. Mais on compte au moins autant de chômeurs partiels, qui travaillent moins de trente-trois heures par semaine, et le nombre des jeunes à la recherche d'un premier emploi grandit de façon dramatique.

Il n'y a pas de doute. L'amélioration des comptes avec

l'étranger, la reprise du de l'inflation, étaient l conditions nécessaires reprise de l'économie. s'apercevoir qu'il n'est pas tant que le plan lat tiquement de côté (à l'e de l'assouplissement de à tempérament). Vont prendre leurs achats, n ainsi la machine corce. Ou bien vont-ils, devant gression du chômage et tations de la conjonctur tenir une éponge de p' important qui gênera ducteurs ? La relance, aussi d'eux, peut-être essentiellement d'eux.

MARIO SALVATOR

Dans ce domaine, les charges peuvent être lourdes. Et dérangeantes. Car il est impossible d'en prévoir le nombre, le moment, le montant.

La formule de location longue durée Locasim vous enlève une fois pour toutes ces problèmes.

Il vous suffit d'inclure l'option « entretien » dans votre contrat.

Ce qui vous permet de faire effectuer toutes les opérations de révisions, d'entretien et de réparations dans n'importe lequel

Etre propriétaire d'un parc auto, c'est aussi être propriétaire de tout ce qui peut lui arriver.

des 2200 points service du réseau Chrysler-France. Et même de vous faire dépanner, renouveau compris.

Sans débourser un centime, en présentant tout simplement la Carte Locasim. Tout cela pour le prix d'une

facture mensuelle, toujours la même, couvrant la location et, si vous le désirez, l'entretien et l'assurance. Alors si vous voulez vous débarrasser des soucis de l'entretien, adressez-vous à votre concessionnaire Simca-Chrysler.

Location longue durée
Locasim
Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 747.56.00.

1975

Journal de L.S.D

Communauté européenne

EUROPE JI LOUCHE

EUROPE, depuis les vacances, a dû tout le temps regarder de côté à la fois. Un cell assait le monde entier ses riches et ses pauvres sans aux Nations unies, et la première quinzaine membres, un dialogue qui poursuivire malicieusement un cercle plus restreint. Ce cell était rivé sur les nationales, dont celle in est la plus voyante, la plus préoccupante.

On peu confortable. Les doivent jouer leur partie le grand orchestre Nord, si possible avec un seul ment alors que les les notes s'élevaient quand nt leur propre musique s'élève.

nt n'avait pas mal comé pourtant lorsqu'à Ve- dument l'avant-dernier end du mois d'octobre, les stes des finances ont retrouvés pour parer problèmes de l'heure. tes de la politique de n ce conjoncturelle, la ce et l'Allemagne ne lent pas fait payer beau- par leurs collègues pour expliquer les chances et rudes des plans de l'union de leurs éco- On s'était mis d'accord avant l'Assemblée au- le du Fonds monétaire. l'utilisation de l'or du L, sur celui des quotas de même institution et a liberté de transactions r entre banques cen- Il est vrai qu'il n'y pas de Higgs sur ces ions et qu'on avait pris soin d'éloigner du débat ant le plus délicat : celui régime des changes.

Une grande dans le dis- qu'un nom des Neuf Mariano Rumor, président exécutif du conseil des stes, prononça le 1^{er} sep- re à la session extraor- de P.O.N.U. sur le jagement. A vrai dire il déja réconfortant de aier que l'Europe se pré- it mie dans cette en- e.

drame est que, pour er à parler d'une seule l'Europe de la réalité, sages, lui n'a cessé de des promesses. La vient de namer à les un ambassadeur, et se le mois dernier de Lien-pi est un signe : trompe pas : l'indé- ce de l'Europe par t aux deux blocs peut, enforcée. N'est-ce pas- ment ce que souhai- ussi les pays « non » du tiers-monde ?

pour que l'Europe ait cite vaste restructura- onale un rôle impor- jouer, curare faut-il ne soit pas minée de eur par ses lites d'ra- C'est incontestable- in côté de l'agriculture s choses se passent de n plus : la « guerre du qui a mis successiv- aus une position d'af- ment la France et , puis la Commission ruelles et la France, Allemagne fédérale et mission, n'est que le e d'une grande remise use de l'Europe verte, supportant de moins en bien de voir s'engouffrer argent dans le soutien rduits agricoles.

Politique agricole, pillar manœuvre, sera-t-elle son facteur d'empê- Il serait temps que n- sérieusement la ques- un autre bon celui de la saisir le pèlerin Un ion européenne, demans. La crise mul- que, nous traversons it y aider si elle ne eme pas la Commu- en zone de dépression se.

La C.E.E., demain

Le point de vue de M. Claude Cheysson

LES activités de la Commu- nauté économique euro- péenne vont porter prin- cipalement, en ce mois d'octobre, sur deux questions particu- lières : l'agriculture et le bud- get. L'annonce s'annonce assez animé et plutôt difficile, après l'habituelle trêve de l'été.

Avec, pour arrière-plan, la quelle Franco-italienne sur le vin encore toute fraîche, les ministres de l'agriculture vont devoir examiner, au cours de leur réunion à la fin du mois d'octobre, les propositions de la Commission concernant la réforme de la politique agricole commune.

A l'issue des ultérieures réu- nions que la Commission tiendra au cours du mois, elle formulera ses propositions de prix pour

1976-77, qui seront ensuite sou- mises au conseil des ministres avant la fin novembre ; une des préoccupations majeures étant le secteur des produits laitiers, qui, à lui seul, représente près des deux cinquièmes des dé- penses indigestibles au soutien des prix pour 1975, en raison notamment d'un million de tonnes de surplus de lait écrémé.

Le débat budgétaire est évi- demment aussi lié à la question de l'aide aux pays en voie de développement, qui sera discutée lors de la réunion ministérielle du 13 octobre à Luxembourg. La décision prise en septembre de consensus, au titre de l'assis- tance à des pays non associés tels que l'Inde ou le Pakistan, une allocation de quelque 100 millions d'unités de compte

a bien des chances d'être alors votée en question.

D'ici là, les ministres des affaires étrangères se seront retrouvés à Luxembourg les 6 et 7 octobre, et auront pen- sés enfin décidé, après de longues hésitations, d'accorder au Portugal une aide financière assez importante répartie sur une période de trois ans. Le nouveau gouvernement de Lis- bonne peut ne pas correspondre exactement à l'idée que chacun se fait d'une « démocratie plu- raliste » — première condition à remplir pour recevoir une aide de la Communauté, — mais il semble bien qu'on ne puisse raisonnablement espérer un système qui s'en rapproche davantage.

MICHAEL HORNSEY

(Suite de la page 17.)

Qu'on songe à notre système des préférences généralisées, à notre contribution à la récente opération des Nations unies pour les pays les plus touchés par la crise, à la convention de Lomé, surtout, qui a créé un système de stabilisation de recettes d'exportation et accordé l'accès en franchise à tous les produits de quarante-six pays, dont certains comptent parmi les plus pauvres du monde.

En outre, les instances commu- nautaires ont, à Bruxelles et à New-York, proposé un cadre politique dont la définition a été bien accueillie dans le tiers- monde et dans lequel doivent s'inscrire les actions détaillées

souhaitables. Enfin, certains pays européens vont plus loin que d'autres et leur rôle moteur doit se confirmer dans les prochains mois.

Les pays en voie de déve- loppement seront probablement déçus que les Américains n'aient pas la même philosophie qu'eux, mais il est naturel que chacun raisonne à partir de sa situa- tion propre. J'espère donc que l'occasion de faire des progrès concrets ne sera pas manquée. Il ne faut surtout pas que l'opinion s'habitue à l'idée de la constance de la recette suivie de menaces puis de mesures de rétorsion. Le catalogue des pro- positions énoncées à New-York constitue déjà une panoplie assez complète ; utilisons-la donc.

Une démarche réaliste

Le conseil des ministres des Neuf a adopté le 23 juil- let un document posant à gros traits la position de la C.E.E. concernant l'avenir des relations entre pays in- dustrialisés et pays en voie de développement et, en par- ticulier, les efforts à entre- prendre pour parvenir à une meilleure gestion des mar- chés des matières premières. Les Neuf s'y déclarent prêts tant à étudier la mise en œu- vre d'accords par produits qu'à promouvoir et à parti- ciper à une action interna- tionale visant à stabiliser les recettes d'exportation des pays pauvres. Croyez-vous que cette double approche soit réaliste ?

Oui, je crois l'approche des Neuf réaliste. Il n'y a d'ailleurs pas, comme vous le craignez, d'effets contradictoires ; il y a proposition de différents méca- nismes qui seront utilisés conjointement ou non : stocks régé- nérateurs et de sécurité, procé-

dures destinées à permettre une certaine discipline sur le mar- ché, concertation entre consom- mateurs et producteurs, encad- rements à la transformation sur place, assurances jouant en cas de baisse de la recette d'ex- portation d'un produit, aide à la balance des paiements.

La discussion ne fait que commencer, les problèmes liés aux produits de base ont donc été examinés dans leur en- semble, tous produits confondus. Or la nature de ces problèmes est différente selon les cas ; les solutions le sont aussi. Voyons quelques exemples :

Des produits de base ont un prix de marché résultant normalement de la concurrence, d'autres non. Ainsi, le prix de transfert d'un minéral entre la mine et l'unité de transforma- tion est largement fictif quand la même entreprise est proprié- taire de l'une ou de l'autre. Le prix n'évolue pas non plus en simple fonction de la concurren- ce quand il y a « marché captif », c'est-à-dire contracté à long terme à prix préfixé. Il en va de même quand existe un cartel fortement organisé des producteurs. Dans tous ces cas on ne peut agir ni par « accord de produit », ni par stabilisation des recettes.

Notons en passant qu'il y a donc contradiction entre la stabilisation et l'approche que nous recommandons. C'est seule- ment par le dialogue entre producteurs et consommateurs que le marché pourra être orga- nisé, et que le profit global puisse être partagé par la production et les opérations situées en aval pourra de quelque manière être partagé.

Autre part, certains pro- duits, dont les prix relèvent du jeu des forces de marché, sont cependant stables, soit par réfé- rence à un produit synthétique de substitution, soit parce que l'élasticité du marché limite les fluctuations de prix. Là encore, les mécanismes proposés par la Communauté n'ont pas leur place ;

Enfin, dans le cas des produits à prix de marché actuellement instables, une cou- séquence inattendue de la sta- bilisation risque d'être une plus grande instabilité des revenus des producteurs si la production annuelle est irrégulière, par exemple pour des raisons clima- tiques. La stabilisation des recettes par des mécanismes complémentaires de l'accord de produit est alors essentielle.

La stabilisation des re- cettes d'exportation, formule retenue par la C.E.E., est considérée par certains États membres, notamment par l'Allemagne, comme répon- dant davantage à l'intérêt bien compris des pays sous- développés les plus pauvres. Croyez-vous que les pays industrialisés et les pays producteurs de pétrole soient prêts à financer un tel sys- tème conçu à l'échelle uni- verselle ?

Je rappelle d'abord que le système de Lomé, dit « Stabex », assure nos quarante-six associés contre la baisse des recettes d'exportation d'un produit dé- terminé ; la différence avec la moyenne des années précédentes est alors offerte par la Commu- nauté, sous forme de dons pour les plus démunis, de crédits sans intérêt pour les autres. Ce que je viens de vous dire montre l'importance du système, surtout pour les plus pauvres, dans le cas des produits à prix de mar- ché et instables. C'est un méca- nisme complémentaire à l'orga- nisation de certains marchés.

Comme le système ne s'ap- plique pas à tous les produits, la Communauté recommande égale- ment une aide à la balance des paiements des pays les plus pauvres lorsque leurs recettes globales d'exportation s'effon- drent. C'est l'approche du F.M.I. que M. Kissinger propose d'amé- liorer de manière sensible. Notons que cet relève de l'aide financière.

La Communauté est la pre- mière au monde à avoir adopté le système de Lomé ; elle sou- haite renforcer l'aide à la balance des paiements du type F.M.I. ne lui a pas échappé qu'il en résulterait des charges annuelles supplémentaires par rapport à celles adoptées à Lomé.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAÎTRE.

Nous sommes engagés dans une course contre la montre

(Suite de la page 17.)

Pour maintenir un prix « politique » de pétrole, c'est-à-dire au-dessus du prix de substitution, il faut une sois- térie forme au sein des pays de l'O.P.E.P. et ne pas ébranler d'envisager des sacrifices. Jus- qu'à quel niveau, par exemple, pourraient-ils réduire vo- tre production de pétrole ? Seriez-vous suivi par les autres producteurs ?

Il convient tout d'abord de nous entendre sur le sens des mots. Si par « prix politique » vous entendez prix artificiellement élevé, le prix du pétrole n'est pas un prix politique, il se situe au contraire en dessous de sa valeur marchande réelle. En effet, compte tenu des conditions techniques et économi- ques actuelles, le prix de substi- tution d'autres sources d'énergie au pétrole, c'est-à-dire le prix auquel il faudra produire la quan- tité d'énergie suffisante pour rem- placer le pétrole, serait bien plus élevé que le prix actuel du pétrole. Ce fait est admis par tous les spé- cialistes avertis. Cela, sans tenir compte ni du fait que le pétrole est une matière à usages multiples et parfois irremplaçable qui joue un rôle de premier plan dans l'in- dustrie moderne ni du fait qu'il s'agit d'une ressource épuisable.

De ce point de vue, il ne faut pas que certaines tendances pure- ment conjoncturelles masquent les données réelles du problème. En vérité, la question fondamentale n'est pas la réduction de la pro- duction, mais au contraire de savoir si les pays producteurs seront en mesure de satisfaire, sur une période de temps suffisante, la demande mondiale sans menacer leurs placements d'épuisement rapide.

Une réévaluation de la stratégie planétaire

La militarisation croissante des pays en voie de développe- ment, et particulièrement de ceux qui ont des ressources très abondantes, grâce au rebond du prix du pétrole, est un obstacle au développement économique in- terne. Dans quelle mesure ce phénomène disparaîtrait-il si on aboutissait à un nouvel ordre mondial ?

Je pense que vous songez à la politique d'armement de certains pays. Il est difficile d'appré- cier à la place des autres les den- dees de leur sécurité, notamment occidentales et internationales. La géographie d'abord, une réévalua- tion de la stratégie planétaire de certaines puissances, les oblige à s'intéresser davantage à certaines régions pour la position qu'elles occupent au carrefour de certaines voies de communication, pour pro- teger les ressources qu'elles recè- lent, etc., peut-être sont-ce là quelques-unes des raisons qui motivent cette politique d'armement dont vous parlez. Tout système politique a certains impératifs spé- cifiques de sécurité. Si le niveau économique et social est le vrai garant de l'ordre à l'intérieur, la sécurité extérieure, par contre, a ses motivations et ses exigences qui peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre. Il est défini- tivement établi qu'une politique d'indépendance nationale est tou- jours coûteuse. Na faut-il pas en accepter le prix ?

Quant au nouvel ordre mondial, il sera moins trouble si les bases étrangères pouvaient être déman- telées et les flottes étrangères rejointes les ports de leur pays d'origine. Parce que, après les progrès des SALT, ceux des M.F.B.R.

au lendemain de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, on est en droit de se demander à quel s'applique ce « contenant » nouvelle version ?

Si les transferts de res- sources des pays riches vers les pays pauvres étaient garan- tis, pensez-vous que ces der- niers accepteraient de stabili- ser la « croissance démogra- phique » ?

Nous pensons que le meilleur régulateur dans ce domaine est le développement économique. Cette donnée s'ajoutant à l'élevation du niveau culturel constitue le prin- cipal facteur qui, progressive-

ment, permettra la résorption de l'excédent démographique. L'essen- tiel est que la croissance démog- raphique actuelle ne puisse épon- ger tout le bénéfice du progrès réalisé.

C'est là un point de vue. Il peut en exister d'autres, tout aussi défendables. Nous continuons à croire en Algérie que c'est la croissance économique qui com- mande la régulation de la démog- raphie et non le limitation des naissances qui garantit la rapidité de la croissance économique.

Propos recueillis par JEAN SCHWOEBEL.

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris. 265 14-40.

Les costumes de chez Lanvin ou le bonheur d'être soi-même

UN GENTLEMAN britannique aurait, parait-il, affirmé : « Il y a dans ma vie deux choses importantes : mes chaus- sures et mon lit, car lorsque je ne suis pas dans les unes, je suis forcément dans l'autre. » Monsieur Deschamps, maître-tailleur chez Lanvin, à qui je rappelais ce mot, me répondit qu'il lui paraissait étonnant d'avoir omis le cos- tume dans lequel, bon gré, mal gré, un gentleman digne de ce nom passait tout de même la moitié de sa vie.

D'où, s'empressa-t-il de poursuivre, l'importance de son confort, de ses finitions...

En accord avec soi-même

Nous sommes rue du Fau- bourg-Saint-Honoré, dans les

salons du premier étage. Un cadre tranquille et feutré pro- pice à la conversation.

Le confort, Monsieur, voilà une notion subtile. Bien sûr il y a la qualité, la bien- sèpluse de l'étoffe ; bien sûr il y a la coupe, les doublures, les finitions... Mais il y a autre chose. Il y a cette harmo- nie fondamentale qui doit exister entre le costume et la personnalité de celui qu'il revêt, auquel il s'adapte. Mieux encore, qu'il redéfinit. C'est cela l'élégance, la vraie.

Mais trop de gens s'habillent en fonction de rigides équations : gris égale sérieux, brun égale sport, etc. Com- ment voulez-vous dans ces conditions qu'ils soient en accord avec eux-mêmes... ?

Six maîtres-coupeurs en- tourent M. Deschamps. Ce sont des seigneurs du métier. Ils peuvent vous proposer près de mille tissus dont cer- tains rarissimes. Mais, rassu- rez-vous, ce n'est pas pour vous mettre dans l'embarras du choix. C'est pour que d'une part vous n'ayez prati- quement aucune chance de voir un autre costume de chez Lanvin, à plus forte raison d'ailleurs, semblable au vôtre ; mais aussi pour pouvoir vous conseiller des étoffes qui cor- respondent exactement à ce que vous êtes. C'est la raison pour laquelle, chez Lanvin, on doit vous entendre parler de vous - même si vous n'ai- mez pas cela. Car on a besoin de vous connaître.

Vos étoffes choisies, vos mensurations prises, votre costume devient l'affaire d'une soixantaine de person- nes. Les coupeurs d'abord, qui taillent l'étoffe, les épi- queurs qui montent le costume, les finisseurs, qui s'occupent des doublures, des bouton- nieres, des ourlets...

Au fil de crin, au fil de soie, ils cousent à la main des mil- liers et des milliers de petits points. Qui songerait aujourd' hui que, pour un seul cos- tume, quatre-vingts à cent heures de travail sont néces- saires ?

« On ne quitte pas Lanvin ! » A l'un de ces hommes, em- ployé dans la maison depuis près de trente ans et à qui je demandais s'il n'avait jamais eu envie de changer, je m'en- tendis répondre : « Mais, Monsieur, on ne quitte pas Lanvin ! »

Voyez-vous, me dit M. Deschamps tandis que nous sortions de l'atelier, ils sont aussi fidèles que nos clients - si c'est possible.

Mais, au fait, comment se sent-on dans son premier cos- tume Lanvin ?

Tellement soi-même que l'on a l'impression d'être un autre homme.

C.L.



De la tenue de ville au costume d'apparat...

ocasim

Les clés de la conjoncture

Le « grand huit » conjoncture

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cécile-Economia.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gains de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limite à ces notes). Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

(Suite de la page 17.)

Les taux d'intérêt, eux, baissent toujours en Europe avec des écarts dictés par les forces respectives des devises : ainsi l'Allemagne n'hésite-elle pas à descendre son taux d'escompte à 3,5 %. France et Italie, plus prudemment, maintiennent une marge confortable, en suivant le mouvement à distance. La première à 8 % et la deuxième à 6 %. On ne sait jamais ! Quant à la Grande-Bretagne, compte tenu de la situation toujours précaire de la livre elle ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée, et son taux d'escompte reste très élevé à 11 %.

La crainte américaine

Ainsi les pays se suivent-ils sur le « grand huit » conjoncturel. Les Etats-Unis, en tête, sont en train d'amorcer leur remontée, mais déjà ils craignent les forces inflationnistes qui se développent trop vite à l'occasion de cette reprise et risquent de les mener à terme à une redescente brutale.

Cette crainte est d'autant plus forte que pour reprendre leur élan ils ont été jusqu'à un déficit de

60 milliards de dollars, soit 5 % de leur produit national brut, ce qui est exceptionnel. En fait, le problème n'est pas réellement celui de ce déficit mais celui de son financement, et de ses répercussions ultérieures, surtout et paradoxalement quand, la manœuvre commençant à réussir, l'activité industrielle repart et ajoute ses

Où l'on appuie simultanément sur le frein et l'accélérateur

L'Allemagne, bien que n'étant même pas encore sur la partie montante du « grand huit », est déjà saisie de vertige devant les perspectives dangereuses dont cet élan, peut-être trop brutalement calculé avec un déficit budgétaire de 70 milliards de DM (soit plus de 6 % du produit national brut), la menace : charges financières énormes pour l'Etat, augmentations considérables des transferts publics et sociaux, ce qui risque de conduire à des habitudes structurelles préjudiciables. Or un programme d'économie budgétaire, et la remise en cause d'avantages récemment concédés, au moment même où, paradoxalement, devant l'activité toujours dé-

clinante, le semi-échec du plan précédent de décembre 1974 et les difficultés de la construction, on lance un nouveau plan de 5,7 milliards de DM.

On a beau insister sur son caractère particulier et limité, qui doit permettre à ce secteur, névralgi-

que pour l'emploi, de « passer l'hiver ». On n'évite pas un sentiment de confusion quand on est obligé d'appuyer simultanément sur le frein et l'accélérateur.

La France n'en est pas encore à connaître ce problème épineux, car elle vient tout juste le 4 septembre, de mettre en route un plan de relance massif de 30 milliards de francs, soit 2,2 % du P.N.B. Lasse d'attendre une impulsion de l'étranger, elle a dû, sous la pression du chômage et des difficultés de ses entreprises, et sans avoir atteint son objectif de limiter l'inflation à 0,5 % par mois, se réajuster finalement à changer de cap. Elle met ainsi fin à ce qu'on a appelé la politique des « petits pas » et son rigoureux équilibre budgétaire.

En fait, en Allemagne et en

France comme aux Etats-Unis, tous les trois ont fait appel, consciemment et massivement, à des moyens publics pour débiter leur situation et donner un au secteur privé, le problème réside moins dans l'importance du déficit lui-même, plus ou moins réel ou virtuel, que dans la pousse et la gradation dont on a fait preuve pour moduler effets dans le temps.

En effet, sur ce « grand huit » conjoncturel, sur l'année nous réservons probablement à coup de surprise, pétrolières, nébuleuses et autres, il faut disposer sans arrêt tantôt accélérateur, tantôt d'un frein éviter soit l'immobilité, soit le contraire, l'embellissement vertige.

MAURICE BOMMENSAT

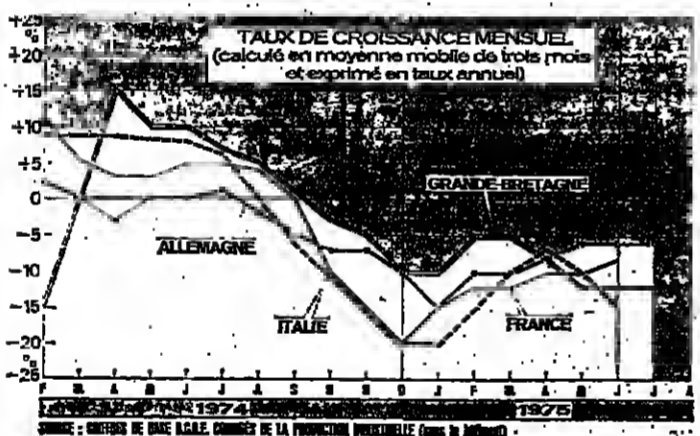
NOTATION DES GESTIONS A COURT TERME COMPAREES

PAYS	CROISSANCE			CHOMAGE			PRIX			ECHANGE		
	+	-	0	+	-	0	+	-	0	+	-	0
ALLEMAGNE	-	+	-	-	+	+	-	+	+	-	+	+
FRANCE	-	-	-	-	-	+	-	+	+	-	+	+
ITALIE	-	-	-	-	-	+	-	+	+	-	+	+
GRANDE-BRETAGNE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

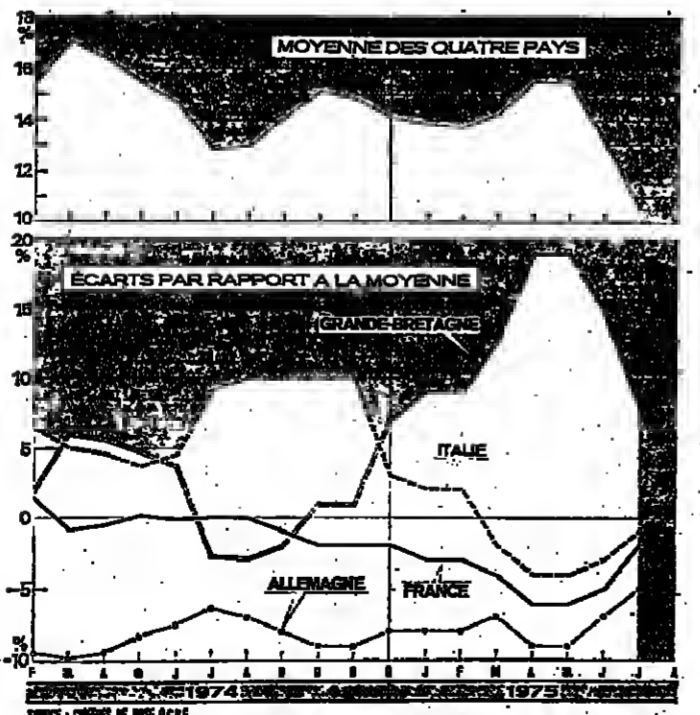
++ excellent ++ bon + assez bien - moyenne -- mauvaise --- très mauvaise

(*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

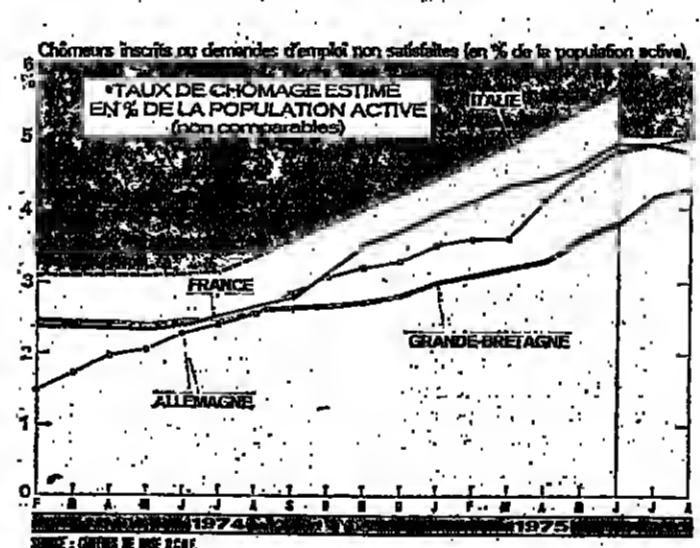
I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



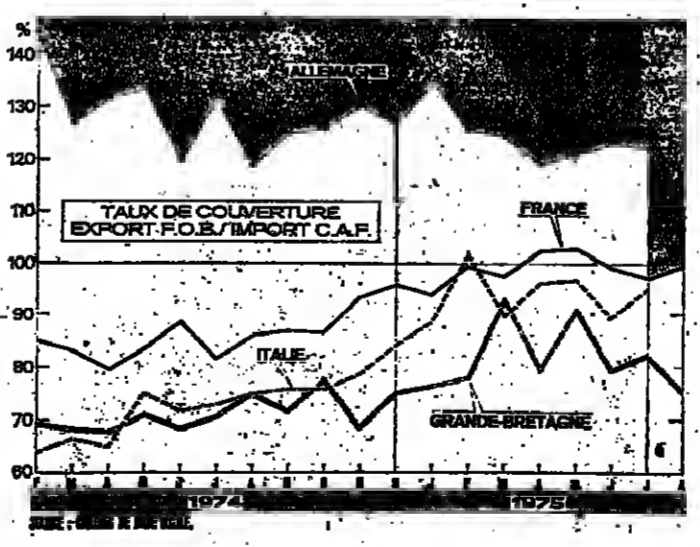
II. — ÉVOLUTION DES PRIX



III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Etats-Unis : situation comparée et incidences

INDICATEUR	ÉTATS-UNIS	INCIDENCES
CROISSANCE	+	(-)
PRIX	-	(+)
CHOMAGE	-	(-)
CAPACITÉ PRODUCTION	-	(-)
ÉCHANGES	++	(++)

Après la très forte chute amorcée fin 74, et qui s'est poursuivie début 75 (au rythme annuel de - 20 %), la production industrielle s'est stabilisée et remonte légèrement en juin et juillet (0,4 %) et en août (1,4 %). L'inflation, qui avait reculé depuis octobre 74, où elle était de 12 % env. jusqu'à moins de 6 % en avril 75, remonte à nouveau, surtout en juillet et août, mais, si elle est vraie, baisse en août. Le rythme est de 8 % et il tend à dépasser maintenant celui des quatre grands pays européens où le mouvement est inverse.

Le taux de chômage (qui, compte tenu des modes d'évaluation, n'est comparable à ceux des pays européens) avait fortement augmenté d'août 74 passant de 5,2 % à 8,3 % en mai 75. Depuis, il recule et se situe en août à 8,4 %.

Le taux d'emploi des capacités de production est faible et comparable à celui de l'Allemagne (68 à 70 %). Les investissements marquent peu (quelques milliers de reprises (uniquement ceux de modernisation) et de productivité).

La balance commerciale reste toujours fortement excédentaire, avec des couvertures des importations par les exportations (calculés FOB-FC corrigés des variations saisonnières) variant de 110 à 120 %.

INCIDENCE SUR LES QUATRE PAYS

MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

ÉCONOMIQUE

Depuis juillet, on constate une remontée des taux d'intérêt américains du dollar dans les quatre pays européens, les mouvements sont identiques (sauf en Grande-Bretagne) : baisses répétées des taux d'escompte et monétaires du « serpent ».

Les mouvements précédents vont dans le sens d'un certain équilibre entre pays européens et Etats-Unis. Remontée du dollar et baisse des d'intérêt ne peuvent que favoriser les exportations et les échanges extérieurs.

LES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

« Un des plus attachants ouvrages (sinon le plus) l'imposante bibliothèque parue depuis la guerre sur problèmes monétaires internationaux. »

(Alfred Sauvy - « LE MONDE » - 99-105)

Un volume

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
ÉCONOMIE ET HUMANISME - PARIS

ÉCOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ÉCONOMIQUE et SOCIALE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPÉRIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT

FONCTIONS DE PERSONNEL - Cours des cycles - 120 à 180 heures (Temps partiel)	ADMINISTRATION ET GESTION DES ENTREPRISES - 2 fois 5 mois (Temps partiel)
PROBATOIRE D.E.C.S. - Étudiants et Salariés - Sur place - à distance	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES TRANSPORTS - Formation de Cadres responsables des transports

ENOC
62, rue de Miromesnil 75008 PARIS - Tél. 522 15 47

100-100-100

Journal de l'ISO

Le capitalisme a-t-il un avenir ?

La « méso-économie », tremplin du socialisme

par STUART HOLLAND (*)

La question de savoir si le capitalisme a un avenir, on répond par une autre question : quelle sorte de socialisme ?

Après les deux guerres, l'opinion marxiste selon laquelle le socialisme devait succéder à une consommation semblait s'être effondrée. Keynes résolut le problème en montrant que l'Etat pouvait intervenir et devenir lui-même un client. C'était déjà un socialisme modéré par l'intervention de l'Etat. Le marché et l'Etat, seuls, ne suffisent pas à la bonne marche de l'économie. Keynes avait réussi à élargir la gestion de la demande à l'ensemble de l'économie et à assurer l'approvisionnement essentiellement privé, micro-structure des nouvelles firmes nationales dont les succès apparent de la politique utilisant la macro-économie surtout au niveau international, démontrent l'existence d'un problème de déséquilibre entre la croissance et la production capitaliste, déséquilibre entre les firmes, les régions, les régions, et les pays.

L'issue de sort

C'est pour lutter contre ces nouvelles données que les gouvernements européens ont tenté d'intervenir de façon plus directe sur l'économie. Ainsi furent créées les holdings d'Etat et lancés ce que l'on a appelé les « contrats de programme » en France, les « contrats de progrès » en Belgique, les « contrats-programmes » en Italie et les « planning agreements » en Grande-Bretagne.

Mais les gouvernements capitalistes deviennent difficilement des capitalistes d'Etat. Soit qu'ils n'ont que partiellement des moyens dont ils disposent, soit qu'ils n'agissent que de manière défensive, inopérante qu'ils sont de se lancer dans des investissements pour répondre à une nou-

velle demande, publique ou privée.

Aussi, avant même la pensée inflationniste qu'avait fait naître la hausse des prix des biens de consommation et du pétrole, on la perdit de la relative compétitivité européenne après la dévaluation du dollar, les gouvernements européens avaient eux-mêmes provoqué l'inflation vers la fin des années 60 en tentant vainement de promouvoir et de contrôler la structure, le taux et l'étendue des approvisionnements par le vieux système de gestion de la demande.

L'issue de sort : seuls des gouvernements de gauche, surtout en Grande-Bretagne, en Italie et en France, seront capables d'utiliser cette nouvelle puissance méso-économique du grand capital, pour mettre sur pied un plan de relance des investissements et sortir de la crise actuelle.

En fait, les socialistes eux-mêmes tentent par la prudence observée par les Etats capitalistes. Mais la pression des syndicats et leur lutte pour une nouvelle égalité, une démocratisation industrielle et un véritable développement régional, donnent les premiers signes d'un passage au socialisme, au-delà du capitalisme d'Etat, qui pourrait bien survenir dans quelques pays européens avant une dizaine d'années.

* Conseiller économique du parti travailliste et auteur de « Old Socialists », publié en juillet 1975 (Quartet books).

Libérer l'entreprise privée...

par CARLO DE BENEDETTI (*)

Le capitalisme conserve un avenir à la condition qu'il reste le système économique le plus efficace et le plus dynamique jamais mis en pratique. Bien évidemment, quand on traite aujourd'hui du phénomène capitaliste, il ne faut pas le considérer sous son aspect le plus statique, à savoir la concentration des richesses chez quelques privilégiés, mais plutôt lui rendre sa signification la plus dynamique, qui se situe dans la libre entreprise.

Des priorités claires

Si les dirigeants d'un pays ne sont pas en mesure de répondre aux besoins sociaux de la collectivité, le fait ne doit pas être imputé au capitalisme en tant que système économique mais à ceux qui en abusent. Neutre dans sa mise en œuvre, l'efficacité capitaliste, une fois reconnue, doit être orientée vers des priorités clairement définies au travers de l'action de toutes les forces sociales. C'est, en tout cas, la conception moderne du capitalisme qui rejette les phénomènes de concentration des richesses et les superprofits.

L'accumulation de la propriété capitaliste par un nombre restreint de dynasties familiales est un phénomène historiquement dépassé, soit parce que la valeur des biens patrimoniaux a baissé par rapport

au revenu national, soit parce que les biens réellement produits, privés directs des entreprises, sont aujourd'hui prépondérants.

Il est également dépassé de considérer le capitalisme moderne comme une source d'inégalité dans la répartition des richesses, car les bénéfices de l'entreprise sont désormais presque entièrement absorbés par les facteurs de travail. Ainsi dans l'industrie italienne, les revenus tirés du capital sont passés de 13 % en moyenne dans les années 60 à un peu moins de 5 % dans les années 70.

La constante du capitalisme privé, c'est la recherche continue dans toutes ses entreprises de l'efficacité par le progrès technique, par la garantie d'une rentabilité suffisante, par la lutte contre le gaspillage et par le refus de tout emploi improductif. Les pouvoirs publics, eux, peuvent faire fi de ces contraintes, et les exemples ne manquent pas en Italie. Ainsi 60 % des investissements de l'Etat doivent être placés dans le Sud, et cette décision excessive entraîne des gaspillages rendus nécessaires pour contrebalancer les projets dont le Nord a grand besoin.

Mais le capitalisme dans la société moderne ne se cantonne pas à promouvoir l'efficacité, car il contribue également à maintenir le pluralisme des engagements et la liberté des options par opposition au dirigisme étatique. On est de plus en plus conscient de cette double vertu de l'entreprise privée, et c'est la raison pour laquelle on ne la considère plus depuis peu comme « l'ennemi à abattre ». Cette réhabilitation de l'entreprise privée va bien au-delà de sa fonction économique traditionnelle et vise à travers elle la réalisation d'objectifs sociaux.

Une résonance sociale

Jusqu'à présent, la puissance publique n'a pas réussi à définir son rôle en Italie. La programmation économique a été un échec après une première période de mise en application, car, seule l'administration n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés. Les investissements publics ont connu une diminution de 70 % en valeur réelle au cours des cinq dernières années. Au fil des ans, des projets relativement aisés ont été bradés comme, par exemple, les logements sociaux qui, au début des années 60, représentaient 22 % des constructions annuelles de l'Etat et qui sont tombés, aujourd'hui, au taux insignifiant de 3 %.

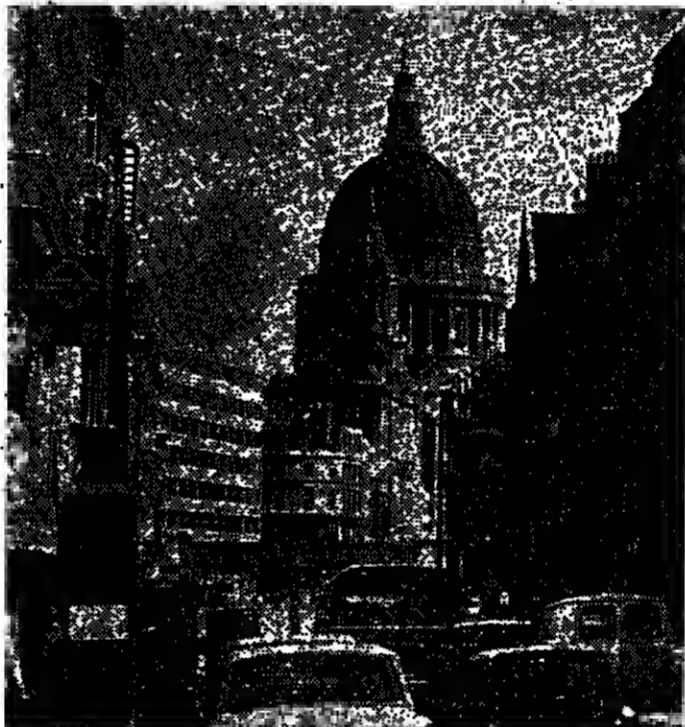
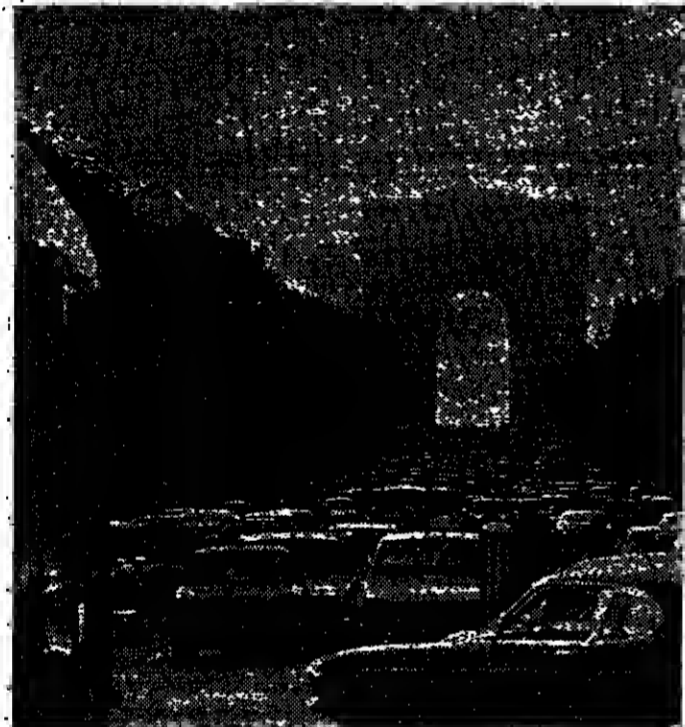
Certes, il faut que l'Etat soit réorganisé, mais il est surtout nécessaire que l'entreprise capitaliste ait une résonance sociale. A cette fin, il suffirait d'éliminer les contraintes et les freins qui pèsent sur tous les secteurs de la production et de libérer enfin l'entreprise privée des pressions et des tracasseries inutiles. Rendre sa vitalité à l'entreprise privée reste le seul moyen de répondre à des aspirations toujours nouvelles et de les satisfaire quantitativement et qualitativement.

La « crise des idéologies », née de la dualité libéralisme traditionnel-méso-économie, a désorganisé et divisé les différents secteurs de la vie sociale où dominent aujourd'hui, presque exclusivement, les privilèges corporatistes et l'esprit d'assisté.

Les partenaires sociaux — patrons, salariés et adhérents, — grâce à leur participation dans les décisions engageant la vie de l'entreprise, peuvent trouver au sein de celle-ci un nouveau cadre de référence pour y définir leurs rôles respectifs. Mais, pour pouvoir fonctionner correctement, le capitalisme a besoin d'un minimum de garanties visant notamment le comportement des partenaires sociaux. Si cette condition n'est pas remplie, cela équivaut, outre la fin du capitalisme, à l'impossibilité de tout consensus social.

* Président de l'Union des Industriels de Turin et président de la Fédération des associations industrielles du Piémont.

Trafic fluide entre Paris et Londres



Depuis lundi 8h 45 jusqu'au dimanche 20h, British Airways décolle 68 fois pour Londres.

Quand on va à Londres souvent, mieux vaut choisir le moyen le plus pratique et le plus confortable. Alors, la prochaine fois, partez avec British Airways.

Vous pourrez choisir l'aéroport qui vous convient (Orly ou Roissy), choisir les horaires qui vous conviennent (depuis le 1^{er} vol « civilisé » du matin à 8 h 45) et même choisir le confort qui vous convient avec TriStar, la Rolls Royce des avions.



British airways

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

SC. PO

Préparation d'état sur place ou par correspondance
• Seconde session - Fin d'A.P.
• Examen d'entrée 1^{re} année.
• Examen d'entrée 2^e année.
CEPEP - 57, r. Ch. Lévêque, 92-MEUILLY
722-94-94

Leo Burnett

actuel
la question de savoir si le capitalisme a un avenir, on répond par une autre question : quelle sorte de socialisme ?
Après les deux guerres, l'opinion marxiste selon laquelle le socialisme devait succéder à une consommation semblait s'être effondrée. Keynes résolut le problème en montrant que l'Etat pouvait intervenir et devenir lui-même un client. C'était déjà un socialisme modéré par l'intervention de l'Etat. Le marché et l'Etat, seuls, ne suffisent pas à la bonne marche de l'économie. Keynes avait réussi à élargir la gestion de la demande à l'ensemble de l'économie et à assurer l'approvisionnement essentiellement privé, micro-structure des nouvelles firmes nationales dont les succès apparent de la politique utilisant la macro-économie surtout au niveau international, démontrent l'existence d'un problème de déséquilibre entre la croissance et la production capitaliste, déséquilibre entre les firmes, les régions, les régions, et les pays.
négalité structurelle
fait, malgré l'apparition de nouvelles idéologies aspirant à l'égalité des chances et au libre, le capitalisme européen développe dans l'intégration plus étroite, aidée une par les Etats-Unis, à la gardien et moteur du système occidental, mais aussi par réévaluation du dollar (qui a la compétitivité européenne) et par les prix extrêmement bas payés aux pays du monde pour leurs matières premières et leur pétrole.
négalité était structurelle
firmes figurent en premières places lors de la poussée des années 60, elles perdirent pied. Elle aussi sociale et spatiale, motifs tendent à dépasser les salaires. Les inégalités s'établissent plutôt dans les régions les plus développées, aggravées en cela par l'immigration de la main-d'œuvre.
aujourd'hui, les géants de l'industrie ont rompu avec la cléptocratie en créant un nouveau secteur intermédiaire, ou « méso-économie », moins entre les mains de l'Etat, mais plus contrôlée par les entreprises elles-mêmes. En Grande-Bretagne, comme en France, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, moins de 2 % en des entreprises industrielles contrôlaient la moitié de la production. Mais les géants sont aussi apparus, réalisant de ce qui se fait au niveau micro-économique. Ce sont eux qui fixent le prix au lieu de les subir ; ils ont glissé la souveraineté du consommateur au profit. Ils s'intéressent au monde pour les avantages sur fournis sur le chapitre main-d'œuvre, plutôt que dans les régions les plus défavorisées d'Europe.
nouvelles sociétés savent évaluer le système fiscal et monétaire. La durée des opérations d'investissement et le retour multinationnel ont été largement en effet les budgets de chaque pays et les variations des prix commerciaux de pays.
ces firmes ont-elles le droit de faire peu de cas, d'autres, des mesures de protection dont on parle tant ? Elles ont tout comme elles le droit en 1965 avec le plan mis en œuvre en Grande-Bretagne.
d'une façon générale, le libéralisme en tant que système de production, n'a que peu de succès. Il a déjà d'ailleurs été écarté historiquement par la tendance au monopole et à la puissance méso-économique. Les politiques qui visent de ce capitalisme à un avenir très limité : le socialisme de modèle keynésien. L'Etat n'intervient qu'indirectement, en train de passer à un capitalisme où

Dossier

Les constructeurs d'automobiles sont plus efficaces

En observant le nombre et la marque des véhicules qui renouent sur les routes, un Européen qui voyage beaucoup peut se faire une idée de la taille des différents constructeurs automobiles. Une vue d'ensemble plus précise s'obtient en consultant les statistiques du nombre de voitures de différentes marques vendues dans la Communauté européenne. En 1974, comme le montre le tableau n° 1, on remarque que ce sont les firmes qui se sont spécialisées dans les voitures de plus petite cylindrée qui ont vendu le plus, et que Volkswagen, qui est en fait, comme nous le verrons plus loin, le plus important fabricant européen, ne vient qu'en troisième rang des ventes européennes. Ce résultat tient au fait que la firme allemande exporte plus en dehors de la C.E.E. que Fiat ou Renault.

Il faut avoir à l'esprit que des automobiles de marques différentes sont en réalité fabriquées par des filiales d'une même société mère. Ainsi, les Jaguar, en Grande-Bretagne, sont produites par la British Leyland Motor Corporation, qui fabrique les Austin Morris. De même, Audi est une filiale de Volkswagen. Les résultats financiers de ces sociétés doivent donc être consolidés. Par ailleurs, on sait que, sans accident, Peugeot absorbera Citroën en 1976. Si cette fusion avait eu lieu en 1974, ce groupe se serait classé au troisième rang des constructeurs, juste après Renault, et dans les ventes de voitures vendues dans la Communauté européenne, Citroën et Peugeot produisent en général des voitures de plus grosse cylindrée que Renault, si bien que, en termes d'affaires, ce groupe dépasserait Renault et arriverait juste après Volkswagen.

Il est évident que l'année difficile pour l'industrie automobile, mais les chiffres ne répondent pas néanmoins au stéréotype des capitalistes exploitant les travailleurs. La situation de la Grande-Bretagne est particulièrement frappante. En 1974, les employés de Chrysler ont reçu plus de la société qu'ils ne lui ont apporté. En d'autres termes, la compagnie a joué le rôle d'organisme de bienfaisance vis-à-vis des salariés (ce qui est vrai aussi, mais à un moindre degré, chez Alfa-Romeo et Citroën). En ce qui concerne les autres constructeurs britanniques, la part de la valeur ajoutée attribuée aux

employés a été aussi importante. En tenant compte des impôts et de la nécessité de remplacer les équipements usés, il apparaît que ces sociétés se comportent comme des co-propriétaires d'employés. Certaines firmes allemandes, comme Volkswagen et Ford, n'ont pas en 1974 une attitude purement commerciale; et c'est seulement quand on examine la France que l'on trouve des sociétés où les salariés reçoivent moins de 70 % de la valeur ajoutée. Le processus des négociations salariales est le mécanisme de partage entre les besoins des salariés et ceux du capital, après que la demande du secteur public, c'est-à-dire du fisc, est

quasi, la valeur ajoutée s'accroît en même temps que le capital utilisé, comme on pouvait s'y attendre. Et si l'on ajoute sur ce graphique deux autres constructeurs britanniques de moindre importance, Rolls-Royce et Lotus, on vérifie la relation selon laquelle la valeur ajoutée augmente d'un tiers pour trois livres supplémentaires d'investissement.

Récentement, la British Leyland of Motor Manufacturers Traders a présenté des données sur la valeur ajoutée et immobilisations par salarié en Grande-Bretagne. Bien que chiffres présentés soient en colons sur une base différente de la nôtre, et pour une année fiscale, ils révèlent schéma similaire dans les valeurs ajoutées. Ce sont deux sociétés, bien qu'ayant investi le plus d'équipement par employé, qui viennent quatrièmes et cinquièmes après tous les autres constructeurs européens, à l'exception d'Alfa

I. — VENTES DANS LA COMMUNAUTÉ EN 1974

Pays	Nombre de véhicules en milliers		Classement	
	1974	1973	1974	1973
FRANCE				
Chrysler-France	332	312	9	10
Citroën	462	448	5	6
Peugeot	488	482	4	4
Renault	832	812	2	2
Total constructeurs français	2 064	1 962		
ALLEMAGNE				
B.M.W.	123	118	14	15
Daimler-Benz	217	212	11	12
Ford-U.K.	335	330	8	9
Opel	452	447	6	7
Volkswagen	699	694	3	3
Total constructeurs allemands	1 926	1 891		
ITALIE				
Alfa Romeo	134	129	12	13
Fiat et Lancia	951	946	1	1
Total constructeurs italiens	1 129	1 125		
ROYAUME-UNI				
B.L.M.C.	494	489	4	5
Chrysler-U.K.	127	122	13	14
Ford-U.K.	250	245	10	11
Vauxhall	182	177	15	16
Total constructeurs britanniques	1 053	1 033		
Total constructeurs européens	6 163	5 911		

* Source : l'Argus de l'Automobile.

Les degrés de l'intégration verticale

Il ressort du tableau n° 2 que les sociétés sont engagées à des degrés à peu près équivalents dans l'intégration verticale et qu'elles ne produisent dans leurs usines qu'un tiers à deux cinquièmes de la valeur ajoutée finale des marchandises qu'elles vendent. Il semble néanmoins que les firmes britanniques soient plus dépendantes des fournisseurs extérieurs que les autres constructeurs européens. La méthode de calcul de la valeur ajoutée varie légèrement pour les sociétés britanniques, mais il est peu probable que le pourcentage d'intégration verticale en soit modifié de plus de 2 ou 3 points.

Le groupe italien vient seulement au troisième rang des principaux constructeurs, après Volkswagen et Daimler-Benz, pour ce qui est du chiffre d'affaires. Mais, en termes de valeur ajoutée, il est au second rang.

II. — CHIFFRE D'AFFAIRES ET VALEUR AJOUTÉE

Pays	Chiffre d'affaires en millions de livres sterling		Valeur ajoutée en millions de livres sterling		Valeur ajoutée en pourcentage du chiffre d'affaires
	1974	1973	1974	1973	
FRANCE					
Chrysler-France	463	454	154	33 %	
Citroën	2 228	2 181	764	34 %	
Peugeot	1 331	1 284	464	35 %	
Renault	1 438 (2)	1 381	515	36 %	
ALLEMAGNE					
B.M.W.	413	397	152	37 %	
Daimler-Benz	2 228	2 181	826	40 %	
Ford-U.K.	327	312	118	36 %	
Opel	462	447	162	35 %	
Volkswagen	2 064	1 962	728	35 %	
ITALIE					
Fiat	1 865	1 818	597	32 %	
Alfa-Romeo	295	286	85	29 %	
ROYAUME-UNI					
B.L.M.C.	1 053 (3)	1 006	345 (3)	33 %	
Chrysler-U.K.	313	308	74	24 %	
Ford-U.K.	250	245	88	35 %	
Vauxhall	182	177	64	35 %	

(*) Nous avons gardé dans cette étude anglaise la computation générale en livres sterling, afin d'éviter les risques de distorsion dues aux échanges qu'aurait pu introduire leur conversion en francs français. Sans indication contraire, ces chiffres sont ceux de l'année 1974.

(1) Société et Automobiles Citroën et non le groupe.

(2) Siège Renault et non le groupe Renault.

(3) Pour l'année fiscale s'achèvant le 30 septembre 1974.

Chrysler UK :

société ou organisation de bienfaisance ?

Une opinion répandue, notamment parmi les syndicalistes, est que la gestion des sociétés devrait tenir compte davantage de l'intérêt des salariés qu'elles emploient. Dans quelle mesure cela est-il le cas ? Examinons le pour-

centage de la valeur ajoutée par les sociétés attribuée aux personnes qui travaillent pour elle, directement sous forme de salaires ou indirectement en investissements sociaux. Le tableau n° 3 montre les résultats. 1974 a

III. — RÉMUNÉRATIONS

Pays	Rémunération par salarié en livres sterling		Mémorandum et charges sociales en pourcentage de valeur ajoutée
	1974	1973	
FRANCE			
Chrysler	3 200	3 100	102 %
Peugeot	2 600	2 500	70 %
Renault	3 100	3 000	82 %
Chrysler-France	3 600	3 500	98 %
ALLEMAGNE			
B.M.W.	3 500	3 400	79 %
Daimler-Benz	3 400	3 300	71 %
Ford-U.K.	4 400	4 300	94 %
Opel	4 100	4 000	82 %
Volkswagen	3 900	3 800	83 %
ITALIE			
Fiat	2 300	2 200	77 %
Alfa-Romeo	1 700	1 600	104 %
ROYAUME-UNI			
B.L.M.C.	2 300	2 200	89 %
Chrysler-U.K.	2 500	2 400	100 %
Ford-U.K.	3 300	3 200	88 %
Vauxhall	2 700	2 600	90 %

Information Service Société Générale

Des renseignements utiles sur les professions libérales.

Si vous exercez une profession libérale.

Architectes
 1°) Pourquoi ne pas concevoir les marchés étrangers et présenter des projets dans les concours internationaux d'architectes ? Tous les éléments de ces concours vous sont communiqués par l'Union Nationale des Architectes - 51, rue Bayenard Paris 16^e - Tél. : 288.47.82.

2°) Si vous êtes passionnés par l'étude des monuments anciens et si vous avez envie de vous spécialiser dans les problèmes qu'ils posent, sachez que le Centre d'Etudes Supérieures d'Histoire et de Conservation des Monuments Anciens organise à cet effet un cycle préparatoire de 2 ans. Debuter ? Les carrières d'Architectes des Bâtiments de France ou des Monuments Historiques par exemple. Renseignez-vous au secrétariat du C.E.S. d'Histoire et de Conservation des Monuments Anciens : Palais de Chaillot Paris 16^e - Tél. : 704.39.82.

Comptables
 Vous désirez vous préparer aux examens d'Etat de votre spécialité ? Le plus simple est de prendre contact avec l'Association des Comptables (31, rue Saint-Lazare Paris 9^e - Tél. : 874.33.15). Elle organise des cours du soir qui peuvent vous aider efficacement.

Médecins
 1°) L'Association de jeunes médecins vient de fêter son premier anniversaire. Son rôle : aider les étudiants qui viennent de passer leur thèse, en les mettant en contact avec des médecins déjà en place, en les renseignant sur les

subtilités de la fiscalité, des assurances.

Des débats traitant des problèmes de la profession sont parallèlement organisés.

Les jeunes médecins qui s'occupent de problèmes au moment de leur installation, sont particulièrement concernés. Renseignements au siège : A.J.M. 7, rue de Condé Paris 6^e - Tél. : 033.49.54.

2°) Voulez-vous inventer ? Chaque mois, chaque fois pour un montant d'un mois) une petite équipe formée d'un médecin, d'un ophtalmologiste et d'une infirmière part pour une ville du Jugo.

La, dans un hôpital, assisté de personnels hospitaliers, elle réalise une activité très diversifiée en médecine et chirurgie.

C'est une expérience passionnante pour les jeunes médecins. Quant aux plus chevronnés, ils y trouvent d'autres horizons.

Prenez contact avec le docteur Lobry - Association Médicale Franco-Yugoslave - 12, rue de Tourny, 14000 Caen.

3°) Les médecins de campagne le savent bien, le monde rural a des problèmes médicaux spécifiques que l'enseignement classique n'aborde pas toujours. Sur le thème : "Prévention, Hygiène et Médecine du Travail appliquées à l'Agriculture", l'Institut National de Médecine Agricole donne un enseignement adapté.

Les cours sont donnés par correspondance; les conférences et l'examen ont lieu à Tours. Inscriptions jusqu'à fin novembre à la Faculté de Médecine de Tours - 21 bis, boulevard Tonnelier, Tél. : 20.79.20.

L'acupuncture
 Science (ou technique) millénaire, elle est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Si vous désirez la mieux connaître, sachez qu'il existe désormais une Confédération des Médecins Acupuncteurs. Elle assure (en province comme à Paris) un enseignement unifié, et qui est réservé aux titulaires du diplôme de docteur en médecine, aux étudiants de 6^e année, ainsi qu'aux internes des villes de faculté. Vous pouvez vous adresser à : l'Association Française d'Acupuncture - 23, rue Clapeyron Paris 8^e - Tél. : 387.28.31; ou encore à : l'Organisation pour l'Etude et le Développement de l'Acupuncture - 8, avenue Franklin Roosevelt Paris 8^e - Tél. : 225.32.00.

Prêts immobiliers :
 la Société Générale propose des prêts à ses clients.

Le taux des prêts immobiliers de la Société Générale correspondant aux conditions particulières qui accablent, vient de baisser.

Ainsi sur tous les nouveaux prêts accordés à partir de maintenant, vous pouvez bénéficier de conditions particulières pour :

- l'acquisition de logements neufs ou anciens
- la construction de maisons individuelles
- la réalisation de travaux.

Ces conditions s'appliquent quelle que soit la durée du prêt (de 3 à 25 ans).

Extrait de "Information Service - Société Générale", magazine d'information gratuit, à votre disposition dans toutes nos agences.

Ecoutez chaque jour l'émission "Information Service - Société Générale" vers 19 h sur RTL et Radio Monte-Carlo, entre 12 h 30 et 13 h sur Sud-Radio. Le lundi : les professions libérales.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
 Une banque, des hommes, des solutions.

EUROPE URBAN OF EUROPE

Rédaction : Pierre Duc Jacquelin Grapin (le 1) de -). Piero de Geronzi (le 2) Stampo -), John David Sp -) domatex -), David Sp -) (The Times -), Fritz W -) Elmar Hahl (Die Welt -).

Publicité : Michel G -) (le Monde -), Bernard Corato (le Stampo -), G Thorne, coordonnateur (le Times -), Dietrich W -) (Die Welt -).

Copyright - le Monde -

DIPLOMES DE LANG à usage professionnel

Vous ceux qui ont étudié l'anglais, l'allemand, l'espagnol, quel que soit leur niveau d'instruction, ont à compléter leur qualification une formation linguistique professionnelle sanctionnée par ces diplômes :

- Diplômes des Chambr Commerce étrangers, compl indépendamment à toute fin pour accéder aux nombreux sillages du monde des affaires.
- Brevets de Techniciens du Traducteur commercial après formation de spécialistes de la tion et de l'interprétation.
- Diplômes de l'Institut Cambridge (anglais) : carré l'intermédiaire, tourisme, hôtels.

Ces examens, qui peuvent être passés dans le cadre de la formation professionnelle continue, ont chaque année dans toute la France.

Ingénieurs, cadres, dirigeants, représentants, techniciens, quel que soit leur profil de cette année pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite sur ces examens, leur préparation, les débouchés offerts, etc. de à Linguist et Affaires (secteur privé à distance), 35, rue de Valenciennes, 75014 Paris, tél. : 27

15/10/75

150

Dossier

Placements

liosc... une industrie

s effi... n France et en Allemagne

able investissement entr... de médiocres résultats de... activité est si fortement an... lée dans les esprits, que le... les ne semble même pas... résumé la divergence... les expériences britanni... et européennes.

de vérifier qu'il tirent le meilleur parti du capital déjà disponible avant de procéder à de nouveaux investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part que les marques d'automobiles de chaque pays se partagent dans les différentes régions de la C.E.E. En dehors de leur propre marché, les voitures françaises se vendent mieux en Allemagne que les voitures allemandes en France. Les voitures allemandes dominent les Italiennes de la même façon.

change international aient fort les résultats britanniques et italiens, au détriment des chiffres français et allemands. Il est aussi intéressant de noter que, depuis 1974, les taux de change ont toujours varié dans ce sens. Un réajustement viendrait confirmer notre conclusion, selon laquelle on ne peut arguer d'investissements plus importants pour expliquer pourquoi les constructeurs français et allemands produisent plus de valeur ajoutée par employé et sont à même de payer de plus hauts salaires.

JAMES ROTHMAN.

V. PART DU MARCHÉ NATIONAL

Table with 6 columns: PAYS PRODUCTEURS, FRANCE, ALLEMAGNE, ITALIE, ROYAUME UNI, AUTRES, TOTAL C.E.E. Rows include France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, and Autres.

* Basé sur le nombre de véhicules.
n = inférieur à 0,5 %.

Les dignotements de la lithographie

COMME moyens de reproduction, les techniques artisanales, gravure ou lithographie, ont été, depuis l'invention de la photographie, supplantées par les techniques industrielles. Bannies sur le terrain où elles étaient tenues pour servantes des arts majeurs qu'elles contribuaient à diffuser dans les chaumières, la gravure, et tout particulièrement la lithographie, sont devenues, quasi exclusivement, des instruments de création artistique.

Seneselder, originaire de Bohême, la lithographie est un procédé d'impression « à plat » qui confie le dessin à la pierre, autorisant la spontanéité du geste créateur. De Daumier à Picasso en passant par Toulouse-Lautrec, la lithographie a gagné ses lettres de noblesse. Aujourd'hui, le jeu combinatoire des techniques, le mariage raffiné des moyens chimiques, la prospection de hasards heureux attirent vers la lithographie les recherches des artistes contemporains.

La logique de l'original

Le marché de la lithographie, pour demeurer « original », la définition sociale et économique de l'œuvre d'art, se doit de rester dans la logique, sinon de l'unique, du moins de l'original. Sont considérées comme estampes originales les épreuves, tirées en noir ou en couleurs, d'une ou plusieurs planches entièrement conçues et exécutées à la main par le même artiste, celui dont la signature autographe intervient comme garantie finale. Le tirage est limité et hiérarchisé : l'XII par exemple pour les épreuves dites d'artiste, ou 40/75 pour les autres. Les usages normaux de la profession excluent que le tirage excède quelques centaines et le tirage exige que la pierre imprimante, origine des estampes originales, soit détruite à la fin du tirage. Il va de soi que la qualité d'œuvres originales n'est pas juridiquement recon-

nuë aux estampes réalisées par un procédé mécanique ou photo-mécanique, même si ces reproductions sont numérotées et signées par l'artiste. Il en va de même pour les tirages par planches, plaques ou cylindres d'imprimerie. Ainsi protégé, le marché des estampes originales conserve les points forts du marché traditionnel de l'art : rareté (au moins relative), composante artisanale du métier mis en œuvre, différence valorisante entre les États successifs d'une même planche. A cet égard, on ne saurait trouver exemple plus frappant que celui des onze États du Faureur (1845-1846) de Picasso, qui vont du lavis sur pierre à représentation réaliste au dessin à la plume, réduit à quelques lignes essentielles.

la cuisine lithographique, est sortie du carton de l'amateur pour décorer les murs des appartements modernes. Elle a finalement gagné la bataille économique sur deux fronts : celui de la reproduction industrielle, carte postale de grand format, frappée d'inauthenticité; celui du tableau qui, toutes choses égales d'ailleurs, est plus cher que la lithographie. Les marchands de la « haute peinture » se sont lancés dans la diffusion d'estampes originales de leurs artistes. Les entreprises (ou les officines) de « prêt à accrocher » ont utilisé sans vergogne les techniques ordinaires du marketing : ventes à domicile; pseudo-clubs d'amateurs; ventes par souscription; utilisation de circuits de distribution extérieurs à l'art, etc. Pourquoi pas? Substitut du tableau, la lithographie se doit d'aller dans les supermarchés au-devant des exclus du marché de l'art.

La difficulté est ailleurs. Dans nos sociétés investies par les fructueux à l'art, etc. Pourquoi pas? Substitut du tableau, la lithographie se doit d'aller dans les supermarchés au-devant des exclus du marché de l'art. La difficulté est ailleurs. Dans nos sociétés investies par les fructueux à l'art, etc. Pourquoi pas? Substitut du tableau, la lithographie se doit d'aller dans les supermarchés au-devant des exclus du marché de l'art.

Depuis les années 60, l'estampe originale en couleurs, utilisant toutes les ressources de

un bon critère: la valeur ajoutée

A méthode la plus connue pour comparer les constructeurs européens prend en base la valeur des véhicules vendus. Elle a l'avantage de distinguer les fabricants qui ne se spécialisent dans des modèles plus ou moins hauts de gamme.

Pour juger de l'efficacité, le titre d'affaires n'offre cependant pas nécessairement un instrument de mesure. En fait, un constructeur peut faire toutes les pièces de ses automobiles, alors qu'un autre achètera les principaux éléments et ne s'occupera que du montage.

Cette difficulté peut être tournée en adoptant comme critère principal la valeur ajoutée, qui correspond à la valeur du traitement effectué par la société, en dehors de ce qui est acheté à d'autres composants. La valeur ajoutée se détermine de deux manières: d'abord en additionnant la rémunération des salariés de reprise, les charges sociales et le total des bénéfices de la société avant déduction des impôts et des amortissements; après avoir déduit tout ce qui est revenu financier de la société.

Une autre méthode consiste à déduire le montant total des dépenses de la société, en la part de la variation de son stock, pour obtenir le montant de la production. On utilise ensuite toute autre méthode à laquelle le constructeur participe pour des marchandises à usage interne, et le revenu non financier, comme les loyers. Du total, on déduit la valeur des matières premières et des services achetés par la société.

Les deux estimations doivent être, en principe, aboutir à des résultats. Il est intéressant cependant que, malheureusement, celle-ci n'apparaît que rarement dans les rapports financiers sont soigneusement détaillés pour que puisse la calculer. Mais, que la comptabilité bricole est pour obtenir une image réaliste de l'importance des bénéfices de la société, elle fournit beaucoup moins de précisions sur les dépenses engagées. En donnant les rémunérations et profits avant déduction des impôts, on arrive à une notion qui ne tient pas compte des collections de retraites, autres éléments tels que les « ruses » (qui sont une sorte de fraude) ou le même coup, leur ajoutée calculée pour les sociétés britanniques peut sous-estimer jusqu'à 10 %.

Advertisement for Océ 1700 copier. Text: 'Voici le nouveau copieur sur papier ordinaire Océ 1700. Maintenant vous pouvez calculer facilement le coût de vos copies.' Includes an image of the copier and the Océ logo.

La cote de l'artiste

Le prix d'une lithographie garantie comme originale dépend de multiples facteurs, techniques ou conventionnels. Les épreuves sur papier japon sont plus coûteuses que les autres. Plus les couleurs sont nombreuses (il faut autant de passages de couleurs), plus la lithographie est chère. Certaines épreuves d'état, parce que très recherchées, sont financièrement valorisées. Le prix dépend aussi du nombre d'épreuves tirées et du numéro. Mais, pour l'essentiel, le prix de la lithographie est en relation étroite avec la cote de l'artiste. Dans une vente suisse récente, les lithographies de Picasso ont été estimées de 15 000 à 75 000 francs suisses. Les lithos de Chagall se négocient entre 3 000 et 30 000 francs français. Dans deux récentes expositions parisiennes, une litho en couleurs de Hartung se payait 5 000 francs et celles de Saint Francis entre 3 500 et 11 600 francs. Dans le même temps, une épreuve de tête d'une lithographie de Carrou sur japon (1970) était mise en vente à 5 120 francs. Il y a évidemment beaucoup moins cher, en particulier quand il s'agit d'artistes jeunes.

Les pays scandinaves, anglo-saxons ou germaniques, ont développé, avant la France et, plus récemment encore, l'Italie, le marché des estampes originales. Les lithographies qu'elles appartiennent à l'avant-garde ou à des esthétiques plus conciliantes, sont appelées à satisfaire de nouvelles couches d'acheteurs (professions libérales, cadres supérieurs ou intellectuels). Elles sont objets de décoration, de décoration, de placement refuge ou spéculatif, de prestige social ou de snobisme.

Les collections d'estampes manifestent-elles une démocratisation de l'accès à l'art ou seulement de la propriété artistique? Fruit de stratégies commerciales appuyées sur (ou visant à) l'extension de la demande, le marché international de l'estampe, de New-York à Bâle, ne sera-t-il pas amené à accepter l'industrialisation d'une production d'images qui n'auraient plus d'autre référence à l'unique que celle associée à l'auteur de la maquette initiale?

RAYMONDE MOULIN.

Édité par la S.A.S.I. Le Monde.
Océans du Monde,
Jacques Favot, directeur de la publication,
Jacques Sauvaget,
Imprimerie du Monde,
5, r. des Italiens,
Paris-IX-
1974
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Kaboul, octobre 1975

DU SOUVENIR DES « HIPPIES » AU FUMET DES PÉTRO-DOLLARS



avec un grand « A », ou tout bonnement des délices du pavot.

Pour les plus intoxiqués, l'héroïne se sera arrêtée là, dans ce petit cimetière isolé, sur les premiers contreforts de l'Indou Kouch.

A l'heure actuelle, la vétuste capitale sortie dans la chaise de ses montagnes admirables n'est plus qu'un amas de débris. En une semaine, j'en ai aperçu seulement deux ! La horde a poursuivi son chemin, rendant la place aux ethnographes ou archéologues et aux toujours impassables conseillers soviétiques venus en proches voisins.

DANS le petit cimetière européen de Kaboul, de simples tartres sont surmontés d'une croix de bois sombre. Ce sont des tombes de hippies. « Nous en avons enterré plus d'une demi-douzaine dans le même mois », me dira un résident étranger. Mais combien y en a-t-il qui sont morts sans sépulture dans les déserts de l'Afghanistan ou dans les neiges de ses défilés ? Nul n'en sait rien...

Pour l'historien futur, ces tombes pathétiques seront le seul vestige de la singulière migration qui fit affluer vers ces parages, à la fin des années 60, toute une jeunesse cosmopolite avide d'aventure

lieux qui monopolisent souvent les gros titres des journaux à l'époque héroïque de Kipling, — mais les Afghans, derrière une façade néo-occidentale, restent aussi farouchement indépendants et rudes que par le passé. Dans une petite ville du nord, je suis tombé

sur un homme à la poitrine criblée de balles qui avait été, en guise d'avertissement, attaché à un poteau. Ça avait bien pu faire ça malheureux pour mériter pareil traitement ? Personne, dans la foule qui le regardait en silence, ne m'a renseigné.

Plus pauvre que l'Inde

L'Afghanistan est toujours aussi pauvre. L'aube nouvelle annoncée par le gouvernement de Mohammed Daoud tarde à poindre et on attend encore la réforme et la nouvelle Constitution promises. Le P.N.R. par capita — 80 dollars — y est inférieur à celui de l'Inde elle-même et de la misère est moins criante qu'ailleurs dans le sous-continent indien, c'est que la densité de population est bien moindre.

Les quinze millions d'habitants de l'Afghanistan seraient d'ailleurs dans une condition encore plus précaire si un caprice de la géographie n'avait assigné à leur patrie, dans le puzzle de l'Asie centrale, une place stratégiquement essentielle. Depuis longtemps déjà, c'est la charité des puissances ayant des intérêts dans le secteur qui la fait vivre.

Dès la première heure de la

guerre froide, Soviétiques et Américains s'étaient mis à faire assaut de générosité en vue de gagner le cœur et l'esprit des Afghans. Pour avoir eu tort dans le pays, ils l'ont couvert de dons. Ils ont construit des autoroutes, des réseaux d'irrigation, des aéroports, des écoles, une université. Dans certains ministères, conseillers américains et conseillers soviétiques ont travaillé ensemble. Par la suite, la Chine s'est jointe à son tour au consortium des bienfaiteurs. N'était cette aide extérieure continue, l'économie chancelante du royaume se serait effondrée il y a belle lurette.

Reste que si les poches de quelques-uns se sont remplies, ces largesses n'ont guère profité au commun des autochtones — en majorité des nomades ou des paysans vivant en des villages

retrés. Le revenu individuel moyen n'a que très faiblement augmenté, et, en dépit des autoroutes et des aéroports qui donnent une illusoire impression de prospérité, l'Afghanistan demeure, selon les statistiques de l'ONU, au nombre des pays dont la population est la plus pauvre.

Miroite pourtant aujourd'hui l'apport d'une aide extérieure nouvelle : celle des pétrodollars du Proche-Orient. En premier lieu, c'est le chah d'Iran, toujours soupçonné de intentions soviétiques

dans le région, qui est d'acc pour concéder à Kaboul, aux m leurs conditions, un premier de 700 millions de dollars, qui serait qu'un commencement. C ensuite l'Arabie Saoudite redoutant elle aussi la main de l'U.R.S.S. sur ses confrères noirs afghans. Leur propos prêt sans intérêt de 65 mill de dollars. Et si l'on en les rumeurs circulant à Kat des emprunts encore plus ex déraables sont actuellement gestation.

Nouvelles perspectives

L'objection dans l'économie afghane de crédits d'une telle importance, voilà qui ouvre des perspectives excitantes aux firmes européennes ayant du matériel ou des compétences à offrir. Jusqu'à présent, les bienfaiteurs — russes, chinois ou américains — ont toujours fourni équipements ou techniciens et n'ont laissé que peu ou pas de champ libre aux autochtones à l'affût de contrats. Mais l'Iran et les Etats pétroliers arabes ne possèdent pas pareilles ressources — en dehors de leurs épais carnets de chèques, — et c'est là que s'ouvre la brèche pour l'entreprise européenne.

En Afghanistan, le visiteur étranger trouve un genre d'économie, divisée en trois secteurs (agriculture, économie « de bazar » et secteur moderne) qui est commun à la plupart des pays en voie de développement. Ici l'agriculture compte pour environ 50% de la production nationale brute et occupe 80% de la main-d'œuvre employée dans le pays. En ville, l'économie de bazar — secteur englobant une multitude de petites entreprises traditionnelles dont les tissages de tapis sont le prototype — constitue la principale source d'embourgeoisement.

Dans ce secteur, il est une branche qui croît fortement : le commerce des antiquités (plus ou

moins authentiques). Il a d'ailleurs enlevé la « rue aux vases » et les artères adjaçes ensemble qui forme l'un des plus pittoresques de Kaboul.

Dans ces échoppes on voit, depuis la joaillerie turque jusqu'aux vieilles robes de soie portées dans les tribus, catégories d'articles fort recherchés par les collectionneurs Occidentaux.

Certaines marchands ont dans leur arrière-boutique des sacs secrets qui ne se montrent qu'au visiteur de confiance. Il s'agit de sculptures Gandhara provenant de p opérés le long de la frontière Pakistanaise. Nombreuses sont les cas de même origine qui se font frauduleusement — chemin des musées occidentaux. Encore que, depuis un ou deux, les autorités afghanes ont la vie dure aux trafiquants. Dans le hall d'entrée d'un petit musée de Kaboul, une a été dressée où sont exposées les sculptures anciennes litées et récupérées grâce à la vigilance des douaniers et agents de la police frontalière. L'esprit d'entreprise est absent par le régime Daoud... qui s'emploie à faire évader le sort de l'art.

PETER HOPKI

LAFARGE éleveur ?

un peu. Oui, l'un des premiers cimenteries du monde - 43 cimenteries, 27 millions de tonnes de capacité, dont la moitié hors de France - est devenu un peu éleveur et spécialiste du conditionnement.

En 1974 notre filiale, **LAFARGE EMBALLAGE** a vendu 185 millions de sacs papier de grande contenance et 225 millions de m² de carton ondulé.

Nous nous sentons aussi très proche de l'esthéticien qui prescrit nos équipements sanitaires, du sculpteur qui crée avec notre plâtre, du cosmonaute qui utilise nos produits réfractaires.

Un peu, cela veut dire **beaucoup** de choses : cette diversification nous a aidé à quadrupler

en cinq ans notre chiffre d'affaires, dont elle représente maintenant 32%. A son origine, quelques idées simples mais solides :

- une diversification par produits dans des secteurs complémentaires du ciment
- une expansion géographique - 120 filiales dans 17 pays - 12 000 personnes hors de France
- une certaine idée du dynamisme : la sagesse
- une certaine idée du risque : la répartition
- une certaine idée du marché :

la vente de produits utiles sans vouloir faire consommer à tout prix.

Nous avons raccourci notre nom et allongé la liste de nos compétences.

*Chiffre d'affaires 1974-4,85 milliards de francs dont 51% hors de France.



LAFARGE c'est aussi du ciment*

SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER

Depuis vingt ans dans la fabrication d'appareils d'électrothérapie et de massage, portatifs, transdermiques, destinés au grand public (traitement des rhumatismes, arthrose, arthrite, etc.). Appareils homologués par le MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE FRANÇAISE n° 225 EM 73, testés par le LABORATOIRE NATIONAL D'ÉLECTROTECHNIQUE n° 208.077 et par l'Union Technique Electrique, contrôlés par le COMITÉ MEDICAL FRANÇAIS. Recherche contacts pour diffusion de ses fabrications pour la FRANCE, l'ITALIE, l'ANGLETERRE, la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE.

Ecrire : Agence LEBEUF, 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS, qui transmettra.

GRANDE-BRETAGNE

Fabricants européens de cuisinières à gaz pour collectivités, de radiateurs, Installations de chauffage central au gaz ainsi que divers matériels de chauffage

UNE BONNE OCCASION D'EXPORTER

Les sociétés européennes fabriquant l'un ou plusieurs des produits ci-dessus peuvent les vendre — ou être représentées — en Grande-Bretagne par l'intermédiaire de la filiale d'un très important groupe britannique. Cette société a déjà une importante force de vente en Grande-Bretagne (usagers, privés, sociétés, entrepreneurs et commerçants) ; elle possède un service technique d'installation et un service après-vente. Toute possibilité d'accord commercial sera considérée. Notre société pourra également conseiller et aider à l'obtention de l'homologation auprès des autorités en Grande-Bretagne.

Ecrire le plus rapidement possible, en donnant le maximum de détails. Box 09635 The Times, P.O. Box 7 London WC2R 6EN

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

CARNET

Naissances

M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada...

Fiançailles

M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada...

Mariages

M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada...

Décès

M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada, M. et Mme Roger Guada...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1270. A crossword puzzle grid with numbers 1-12 and letters A-Z.

HORIZONTALLEMENT

1. Formant à trois la presque totalité d'un ensemble. Symbole chimique. II. Son fin de carrière. III. ...

VERTICALEMENT

1. Vn l'épaveur passager d'un juste. Le premier est généralement dépassé. 2. Adore les fleurs. Combien y sont allés pour des primes! ...

Solution du problème n° 1268

Horizontalement: I. Epitres; Ma. - II. Tas; - III. Lise; Oa. - IV. Loure. - V. Ras; Peur. - VI. Scorpions. - VII. Sule; Sde. - VIII. Liano; Rv. - IX. Eln. - X. Muse; Sol. - XI. An; Signet. - XII. ...

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel le 5 octobre: UN DECRET. Fixant les conditions d'application de la loi n° 73-10 du 3 janvier 1973 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques.

UNE LISTE

Des candidats autorisés à subir les épreuves de l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi De 11 heures à 16 heures. S. L. - Meublé et objet d'art 18° a. MM. Lacroix, M. Adar, Picard, Tajan, S. A. - Meubles, M. Tranchesi, S. 7. - Atelier de P.-P. Truffaut, Destina, Aquarelles, M. Libert, S. 11. - Livres, M. Faure, M. René et Claude Boudard, S. 12. - Tableaux modern. Ebelot, Bon mobilier, M. le Blanc.

EXPOSITIONS

De 11 heures à 16 heures. S. L. - Meublé et objet d'art 18° a. MM. Lacroix, M. Adar, Picard, Tajan, S. A. - Meubles, M. Tranchesi, S. 7. - Atelier de P.-P. Truffaut, Destina, Aquarelles, M. Libert, S. 11. - Livres, M. Faure, M. René et Claude Boudard, S. 12. - Tableaux modern. Ebelot, Bon mobilier, M. le Blanc.

Le Monde

Service des abonnements 5, rue des Halles 75207 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4201 - 23

BONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. - U.V.A. - SUDSUD 30 F 100 F 233 F 389 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE 144 F 213 F 402 F 530 F STRANGER 144 F 213 F 402 F 530 F

RECOMMANDATIONS

FRANCE D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. - U.V.A. - SUDSUD 30 F 100 F 233 F 389 F

RECOMMANDATIONS

FRANCE D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. - U.V.A. - SUDSUD 30 F 100 F 233 F 389 F

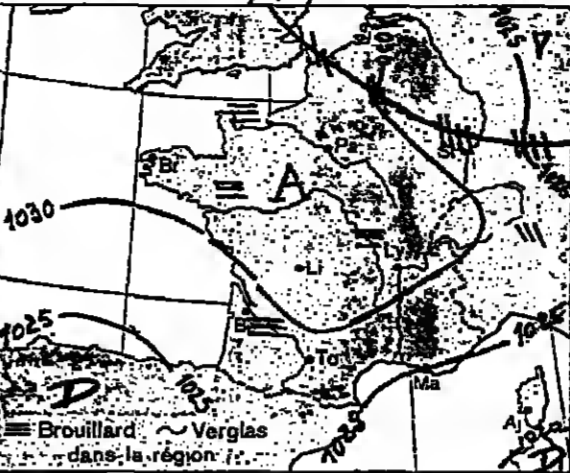
SITUATION LE 06.10.75 A 0h GMT.



PREVISIONS POUR LE 7-8 OCTOBRE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 octobre à 6 heures et le mardi 7 octobre à 24 heures: Des hautes pressions persisteront sur l'Europe occidentale...

MÉTÉOROLOGIE



PREVISIONS POUR LE 7-8 OCTOBRE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 octobre à 6 heures et le mardi 7 octobre à 24 heures: Des hautes pressions persisteront sur l'Europe occidentale...

P. T. T.

Plus de P.C.V. en Suisse. Les P.T.T. suisses ont supprimé les possibilités d'appel en P.C.V. les avis d'appel et appel urgents...

Six chiffres pour le 11er

Pour éviter la saturation du système de numérotation des téléphones, les numéros de six chiffres ont été supprimés...

Education

Initiation à l'arabe. L'Université Paris-VIII (Vincennes), organise, à partir du 7 novembre, une initiation à la pratique de la langue arabe moderne...

LES DEMANDES DE CARTES DE DÉPORTÉS DU TRAVAIL ET DE RÉFRACTAIRES

Un décret paru au Journal officiel du 9 août concerne la suppression des fornications approuvées à l'occasion de certains titres...

LES DEMANDES DE CARTES DE DÉPORTÉS DU TRAVAIL ET DE RÉFRACTAIRES

Un décret paru au Journal officiel du 9 août concerne la suppression des fornications approuvées à l'occasion de certains titres...

LES DEMANDES DE CARTES DE DÉPORTÉS DU TRAVAIL ET DE RÉFRACTAIRES

Un décret paru au Journal officiel du 9 août concerne la suppression des fornications approuvées à l'occasion de certains titres...

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers

CLASSEMENT DES SÉRIES D'APRÈS LES RÉSULTATS DE LA COURSE:

(En application du règlement de la tranche, le classement des séries est déterminé en fonction de l'ordre d'arrivée du cheval le mieux placé de chacune d'elles.)

Classe première: la série 2 (Star Appeal) Classe deuxième: la série 3 (On My Way) Classe troisième: la série 6 (Comme de Lou)

Table with columns for series numbers (1-9) and amounts won in various currencies (F, Fc, S, L, etc.).

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

TIRAGE DU 4 OCTOBRE 1975 PROCHAIN TIRAGE LE 8 OCTOBRE 1975

à PARIS (16e) 29 Quai Brévy

1) Les lots de 250 F sont attribués à l'échec de tout cumul. Billets de la série 2 qui ne bénéficient d'aucun autre lot

46

D-DOLLAR

FRANCO ADER

RETAGN

OCCAS

Journal de 1950

ARTS ET SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Émo rôle à jouer Terence Stamp

Le précédent film de Laperrousaz, « Confessions », montrait comment, espérant et perdant, un rôle des comédiens. C'était un document sans prétention. Dans ce nouveau rôle, l'homme est appelé, dans le film, à être « l'homme à la star ». Et c'est bien lui, Terence Stamp, la star « camée » de l'histoire extraordinaire de « l'homme à la star ».

Des caméras, des ronces et des épines

(Suite de la page précédente) Un distingué aux conséquences importantes. De « lieu culturel », de « moyen d'accès à l'universel », la francophonie devient une notion assez vague, quasi administrative, une « passerelle », selon l'expression des organisateurs, entre des « pays de civilisations très différentes », un trait d'union en pointillé, un prétexte. Ce changement de cap, cette ouverture qui a coincidé avec l'internationalisation du festival au niveau de son conseil d'administration, de ses structures, et même de ses lieux de rencontre (depuis 1972, la manifestation se déroule en alternance à Dinard et dans une grande ville du monde francophone), cette ouverture dans le monde, est-elle une vision réaliste des choses, et l'on pouvait espérer qu'elle suffirait à guérir le FIFEF de ses maladies de jeunesse.

LA BRIOCHE ET LE PAIN NOIR

Elle était belle, la Révolution française — on l'a vue samedi en couleurs sur l'A2 — une horreur, une vraie boucherie, le prélude à Dachau, un Goulag en réduction. Dire qu'on lui a sacrifié le monarchisme ! Et les révolutionnaires ? Tous des dingues ou des poutris. Pierre Cardin se leur a pas fait de cadeaux. Ils sont vraiment blêmes, il leur faut dire, à la télévision, où l'on nous invite à verser tous les six mois des larmes de sang sur le sort de Marie-Antoinette, pauvre petite biche aux abois (il y a trois semaines encore c'était Michèle Morgan), et de son brave homme de roi.

Les cris d'alarme de M. Jean-Paul Sartre sur R.T.L.

« La liberté est partout en danger ; nous vivons une des périodes les plus graves de notre histoire... c'est par ce cri d'alarme que M. Jean-Paul Sartre a conclu le « Journal inattendu » de 13 heures, le 4 octobre, sur R.T.L., où il avait été invité comme rédacteur en chef, en compagnie de Mme Simone de Beauvoir et de M. Pierre Victor.

LES PROGRAMMES

- LUNDI 6 OCTOBRE
CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30, Film : « Mourir à Madrid », de F. Rossif
22 heures, L'Espagne (voir tribunes et débats) ; 23 h. 15, TF 1 dernière.
CHAÎNE II (couleur) : A 2
20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemeire ; 21 h. 45, Jeux, Deceux raconte ; Samedi ; 22 h. 45, Journal de l'A 2.
CHAÎNE III (couleur) : FR 3
20 h. 30, Prestige du cinéma : « Carouche », de Ph. de Broca (1961) ; avec J.-P. Belmondo.

COLETTE GODARD

Le précédent film de Laperrousaz, « Confessions », montrait comment, espérant et perdant, un rôle des comédiens. C'était un document sans prétention. Dans ce nouveau rôle, l'homme est appelé, dans le film, à être « l'homme à la star ».

Le petit bonheur qui permettrait de respirer à fond, on court après, en pure perte, et cette course est justement un mouvement, un élan d'âme, que nous n'entons pas si l'acte était achevé. C'est le pari de secret de Rufus, qui allume l'imaginaire.

Une des déceptions de la rencontre fut, dans les débuts de la liberté, de Knud Antonin. L'auteur dit ce qu'il faut dire sur l'écroie dictateur des Duvalier, père et fils, mais il le dit mal. La partie historique du film est incroyablement confuse, et les discours politiques, qui font suite à ce montage documentaire scrotaire, sont moriel ennui. Précisons par une photographie et un son déplorables : Jeanne Dielman, de Chantal Akerman (Belgique), trois journées de la vie d'une femme, ménagère et proleptique tranquille, l'épouseur du temps, le goutte-à-goutte des minutes, l'attente, l'indifférence, le drame inattendu. Prés de quatre heures de projection, la présence de Delphine Seyrig, un étrange envoiement : les Vautours, de Jean-Claude Labrecque (Canada), un brin de Balzac, un zest de Mauriac, rien de bien nouveau sous le soleil noir des cupidités bourgeoises.

- LUNDI 6 OCTOBRE
— MM. F. Billoux (P.C.), H. Noguères (P.S.), A. Senguenetti (U.D.R.), F. Duprat (Front national) et M. G.-E. Wagner (monarchiste) sont réunis pour débattre de l'Espagne. Sur TF 1, vers 22 h.
TRIBUNES ET DÉBATS
MARDI 7 OCTOBRE
— M. Paul Diquod, secrétaire d'Etat à l'Immigration, est l'invité d'Anne Gaillard sur France-Inter, à 10 heures.
— M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, répond aux questions de Jacques Faugam sur France-Culture, à 12 h. 5.

Comment réserver sa couchette quand on n'a pas encore son billet.
Réservation électronique S.N.C.F. : vous obtenez billet et réservation en même temps. Mais tout cela est expliqué dans le guide pratique 1975 du voyageur S.N.C.F. Demandez-le dans les gares et agences de voyages. Lisez-le bien. Soyez malin.
Apprenez le train. SNEF

UTOP ARISTOPHANE LUCA ROL

Le précédent film de Laperrousaz, « Confessions », montrait comment, espérant et perdant, un rôle des comédiens. C'était un document sans prétention. Dans ce nouveau rôle, l'homme est appelé, dans le film, à être « l'homme à la star ».

MICHEL COURNOT

Le précédent film de Laperrousaz, « Confessions », montrait comment, espérant et perdant, un rôle des comédiens. C'était un document sans prétention. Dans ce nouveau rôle, l'homme est appelé, dans le film, à être « l'homme à la star ».

	La ligne	La ligne L.F.
OFFRES D'EMPLOI	84,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	73,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne L.F.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	28,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	25,00	28,19



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Import. Groupe Industriel Français
recherche pour L'UNE DE SES FILIALES METALLURGIE (400 personnes - Région NORD)

CONTROLEUR DE GESTION

Nous recherchons un homme ayant une expérience de plusieurs années dans les domaines de la budgétisation, du contrôle de gestion, de la comptabilité générale et de la trésorerie.

Il dépendra directement du Directeur Général.

Une formation supérieure de base est demandée.

Intéressants possibilités de carrière au sein du groupe.

Ecrire avec C.V., photo à n° 24.446, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ELF AQUITAINE

recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES situé dans la REGION TOULOUSAINE

UN INGENIEUR PHYSICIEN

GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts & Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES. Spécialité mécanique des fluides. Très bonne connaissance de l'Anglais.

Sera chargé d'études et de recherches concernant les problèmes d'écoulement en milieux poreux liés à l'exploitation des gisements d'huile et de gaz.

Aptitude à l'expatriation Outre-Mer dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire sous référence No 24180 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation-75739 PARIS CEDEX 15.

Entreprise en expansion régulière (fabrication de produits métalliques pour l'industrie et le second-œuvre bâtiment)

recherche pour son USINE (région Oise, 600 personnes)

INGENIEUR CONFIRME ARTS ET METIERS (ENSAM, ICAM, CNAM)

Les fonctions de

RESPONSABLE DE PRODUCTION

qu'il assumera pendant les premières années le préparera progressivement à devenir à terme

DIRECTEUR DE L'USINE

Les candidats doivent :

- avoir 25 ans minimum ;
- pouvoir faire état de 5 à 10 années d'expérience en unité de production conférant compétence, maturité professionnelle, connaissance des hommes en milieu de fabrication ;
- si possible avoir l'expérience de la technologie des métaux en fonderie ;
- être capable de mettre en place méthodes et techniques tendant à optimiser la gestion de la production.

Adressez première lettre manuscrite avec références détaillées à n° 24.339, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17^e), qui transmettra.

comex

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES INTERVENTIONS SOUS-MARIN (1 800 personnes) cherche pour son site social à Marseille le

directeur engineering des opérations

responsable du support technique des trav. sous-marins toutes profondeurs liés au for. pétrolier, à l'équipement et à l'exploitation gisements.

Il étudie les besoins des compagnies clientes, définit les opérations à effectuer et les méthodes à mettre en œuvre, spécifications des équipements, en assure la réalisation, met au point les protocoles et les procédures.

Il dirige et anime 45 personnes dont 25 ingénieurs et participe au perfectionnement équipes.

Ingénieur ECP, AM, GM ou équivalent maîtrisant très bien la langue anglaise et plusieurs années d'expérience dans services pétroliers ou l'engineering, ou méthodes d'installation de machines océaniques.

Ecrire à G. BARDOU se réf. 29446

ALEXANDRE TICHEL
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES



emplois internationaux

Une Société d'Ingénierie Française d'études internationales, recherche pour prendre en charge la formation du personnel local d'exploitation et de gestion d'unités industrielles réalisées à l'étranger un

responsable de la formation SUR CONTRATS EXPORTATION

140.000 FRANCS

Intégré dès le début de l'affaire à l'équipe de projet, il participe à la négociation de contrats, dont il assure l'exécution et la responsabilité depuis l'analyse des besoins jusqu'au contrôle des missions confiées aux intervenants extérieurs. Ce poste convient à un ingénieur grande école, capable d'une solide culture générale, une expérience approfondie de l'industrie, des compétences d'organisateur et de gestionnaire, ainsi qu'un sens réel des relations humaines et de la pédagogie.

Seule une personnalité de 1er plan pourra assurer le développement envisagé de cette activité. Les connaissances de l'anglais et une grande mobilité seront exigées du candidat retenu.

Ecr. CV, lettre manuscrite et photo réf. 2819 à **ORGANISATION et PUBLICITE** 2 rue Marengo 75001 Paris

Recherches pour notre USINE MAROCAINE Effectif : 120 personnes. Le

CADRE

qui sera en mesure d'assurer la responsabilité technique de nos fabrications. IL DEVRA AVOIR :

- une formation technique solide ;
- de bonnes connaissances en matière de gestion ;
- une expérience industrielle de 5 ans minimum.

La possession d'un diplôme d'ingénieur n'est pas impérative, mais serait appréciée.

Niveau : marocain souhaité. Lieu de résidence : RABAT. Adresser : HAVAS CONTACT, 150, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 6422.

ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX et aéro-maritimes

DIRECTEUR

de son bureau d'AFFRETEMENT Siège : MILAN

Nationalité : italienne ou française (de langue maternelle italienne).

Age souhaité : 30 ans minimum. Formation : secondaire minimum, maîtrise, minimum (Bachelier). Langues : française écrite et parlée, allemande ou angl. souhaité. Expérience professionnelle d'un minimum 3 ans, en particulier dans l'affrètement routier.

La Direction de cette filiale demande, en outre, des candidats d'ordre commercial (expérience) et administratif.

Ecr. n° 7427, "le Monde" Pub., 5, r. des Saussaies, Paris-8^e, qui transmettra.

L'un des premiers groupes français de l'électro-ménager recherche

RESPONSABLE DES VENTES

Animateur des ventes sur le plan national dans une gamme de produits électro-ménagers. Il est responsable d'un chiffre d'affaires annuel de 125 millions de francs environ et participe à la gestion de l'ensemble de ses moyens (personnel, politique produits, publicité, promotion, contrôle de gestion, etc.) pour atteindre les objectifs de croissance et de profit fixés.

Profil du candidat idéal :

- 30 ans minimum ;
- formation supérieure ;
- expériences des ventes dans la grande consommation en général, avec une préférence pour l'électro-ménager, la radio TV, l'équipement de la maison ;
- un personnel réactif, un animateur actif.

Perspectives d'avant très ouvertes. Rémunération élevée.

Résidence : province sud de Paris.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à : No 24407, CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra-75000 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

RESPONSABLE DES ETUDES COMPOSANTS

(RE ET PROTOTYPES)

Une société française moyenne, d'activité internationale, recherche le Responsable Etudes Composants (15 personnes 50000 francs). C'est un ingénieur diplômé, technicien en électromécanique (E.T.M.E. ou équivalent), de plus de 25 ans ayant impérativement l'expérience des chaînes tournantes (micro-machines de précision).

Adressez votre dossier sous le n° 671.

G. M. RECRUTEMENT, 154, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

RESEARCH AND DEVELOPMENT MANAGERS FOR AGRICULTURAL CHEMICALS

Cyanamid/Europe/Middle East/Africa, located in Zurich, has two vacancies for Pesticide Research and Development Managers.

Applicants should have a degree in agricultural science or a related subject. No less than four years experience in the field development of pesticides in Europe will be required. The successful applicants will be in their early thirties and fluent in English, German and French.

TECHNICAL MANAGER FOR HERBICIDES AND PLANT GROWTH REGULANTS

He will be responsible for coordinating and directing the development of new herbicides and PGR's including registration applications. He will report to the Technical Director for R. & D. Pesticides.

TECHNICAL MANAGER (ASSISTANT) FOR EASTERN EUROPE

This is a new position, resulting from the continued growth of our interest in Eastern Europe, reporting to the Technical Manager for the area. The position will be primarily concerned with development of our new pesticides, particularly herbicides, in U.S.S.R., Poland, D.D.R., and C.S.S.R.

Applications, with details of career to date, should be sent in the first instance n° 2144 to : Pierre Michard S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, who will forward.

Impto Sté d'études économiques recherche pour séjours et missions à l'étranger plus spécialement en

AFRIQUE

Economistes - Planificateurs Industriels

AYANT :

- une formation d'ingénieur ou économiste ;
- plusieurs années d'expérience notamment en matière de préparation et d'évaluation de projets.

Expériences dans les pays en voie de développement spécialisés dans le domaine de la planification régionale et aménagement du territoire.

Envoyer cour. vite détaillée et prêt. se réf. DM 30 à AXIAL Publ., 01, Pte Saint-Hippolyte, Paris-8^e, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINNE de matériel de forage, convoyeurs et pompes recherche pour son site d'Afrique du Nord

UN JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une formation technique solide, quelques années d'expérience dans la vente de matériel lourd et une connaissance courante de l'anglais et de français.

Après un stage d'un an, il sera amené à résider en Afrique du Nord comme Directeur régional

Envoyer C.V. n° 122.119, REGIE - PRESSE, 85 bis, rue Marignan, PARIS-8^e.

Société Minière Américaine recherche

1 INGENIEUR pour essais et organisation

1 INGENIEUR pour bureau études et projets.

Ecrire Havas Contact, 150, bd Haussmann, Paris-8^e, n° 6422.

BRUEL & KJAER-FRANCE

Division d'une importante société internationale. NUMERO UN dans l'événement et la réalisation d'appareils de mesure de bruit et de vibrations recherche pour son agence de TOULOUSE

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé Grande Ecole, sp. Electromécanique.

Intégré à l'équipe BRUEL & KJAER, il sera chargé des ventes à la clientèle du SUD-OUEST. Formation technique et commerciale assurée en France et par stages à l'étranger.

Nous demandons aux candidats :

- Esp. ACROUSTIQUE ET VIBRATIONS souhaitées ;
- Connaissance Anglaise ;
- Dynamisme et aisance contacts humains ;
- Efficace C.M.
- HAUT NIVEAU TECHNIQUE INDISPENSABLE.

Nous offrons :

- Rémunération intéressante : Fixe + % C.A. Voiture ;
- Ambiance de travail agréable au sein d'une équipe jeune qui a déjà fait ses preuves.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et présentations, 18-20, rue des Saussaies - 75017 PARIS.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL TRAITEMENT DES EAUX

Filiale d'un Groupe Chimique Multinationnel nous vous proposons la responsabilité de la région RHONE-ALPES (implantation à Lyon)

Votre activité : Vente des produits et des matériels pour le traitement des eaux industrielles et sanitaires.

Votre clientèle : Industries (Sidérurgie, Pétrochimie...) Professionnels du Bâtiment (Installateurs, exploitants...)

Vous avez :

- Une formation d'ingénieur chimiste
- et une expérience commerciale dans un domaine technique.

Ecrivez-nous sous réf. M 854 à HENKEL FRANCE D.R.H. B.P. 119 - 92220 Bagneux

Henkel

International Group responsible for worldwide transport activities seeks

managers

Shipping - Clearing & Forwarding - Containers - Airfreight for

AFRICA - MIDDLE EAST - FAR EAST.

Very attractive salary. These positions could be held by former captains, chief or second mate as well as well experienced people in those activities.

Please write with photo and C.V. to Service 7170 M

plein emploi PUBLICITE 10, rue du mail PARIS 2^eème

Importante Société MACHINISME AGRICOLE (45) en développement recherche

Secrétaire Général

chargé de diriger les Services Administratifs et Comptables. Expérience nécessaire d'une fonction similaire ou Formation supérieure agricole (BEC-EGC ou équivalent). Connaissances approfondies en INFORMATIQUE et COMPTABILITE. Connaissance de l'ANGLAIS indispensable, Allemand souhaité.

SITUATION DE 1^{er} ORDRE

Ecrire avec C.V., manuscrit, photo et présentations à S.J.F.P., 5, place Albert-1^{er}, 45000 ORLÉANS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (600 PERSONNES)

Filiale d'un groupe de premier ordre recherche

SON FUTUR DIRECTEUR FINANCIER

- Agé d'au moins 30 ans ;

- Au moins 5 ans d'expérience dans poste similaire ;
- Formation sup. (E.C.G., ESSEC, EC, ICG)

Le candidat retenu occupera pendant un fonction de :

Contrôleur de gestion et contrôleur interne

Résidence à DIEPPE (76)

Adressez C.V. au n° 7428 "le Monde" Pub., 5, rue des Saussaies - 75017 PARIS-8^e

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

150

OFFRES D'EMPLOI	84,00	89,70
Offres d'emploi "Prestige spécialisé"	58,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,83
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	88,00	75,88

ANNONCES CLASSEES

LYMOBIER	25,00	25,18
Acbat-Vente-Location	30,00	35,03
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	28,00	28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE DISTRIBUTION
ACHETEUR JOUETS
EXPÉRIMENTÉ

Attaché au siège parisien, il devra définir la gamme des produits; sélectionner avec les fournisseurs; organiser l'approvisionnement des magasins (Paris et provinces).

On demande: formation supérieure; plusieurs années d'expérience et possible dans une centrale d'achat.

Envoyer votre candidature accompagnée de photo et présentations, à SWENET, B.P. 288, 92 PARIS Cedex 08, au tél. 1.800, qui transmettra.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE GESTION ET DE RECOURS EN EXPANSION recherche pour les départements suivants: 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95

DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX possédant baccalauréat + 1989, des connaissances de l'économie de prévisions, dynamiques et ainsi le contact humain demandé. Bon rapport, voyez curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et présentations à SWENET, B.P. 288, 92 PARIS Cedex 08, au tél. 1.800, qui transmettra.

SLIGOS
GROUPE A VOCATION EUROPEENNE

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour développer auprès

- des experts comptables
- des P.M.E.

ses activités de traitement au moyen de programmes standards généraux et sectoriels en Service bureau et en Télégestion. La connaissance de la clientèle Experts Comptables et de ses besoins est nécessaire.

Les postes à pourvoir sont situés à
PARIS, LYON, CLERMONT-FERRAND, BESANCON, TOURS et CHOLET.

Adresser C.V. et photo à **SLIGOS - Direction Commerciale - 91, rue Jean-Jaures - 92807 PUTEAUX**
CONSEIL - ASSISTANCE ET REALISATION. PRODUITS INFORMATIQUES, SERVICES DE GESTION.

Compagnie Générale d'Informatique

recherche pour faire face à son expansion

4 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, CENTRALE, MINES, SUP'AERO, TÉLÉCOM, SUP'ÉLEC, AGRO...)

Dès leur entrée dans la Société, (le 20 octobre), ils recevront une formation complète aux techniques de la C.G.I. (CORIG, PAC). Leur rémunération sera fonction de leurs diplômes et de l'expérience éventuellement acquise. Leur carrière sera ensuite orientée, suivant leurs goûts, vers les différentes activités de la C.G.I.: conseil, software, traitement.

Si vous êtes intéressés et si vous êtes disponibles immédiatement, envoyer C.V. + photo à **Mme JAMET, C.G.I., 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.**

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR MARKETING Côte d'Azur

La Société: Important groupe, secteur Tourisme-Loisirs. C.A. : 200 Millions de F.

La Mission: En relation directe avec la Direction Générale, définir et mettre en oeuvre la politique commerciale du Groupe.

L'Homme: Forte personnalité et excellent contact humain. Agé d'au moins 35 ans; nationalité indifférente. Formation supérieure. Expérience confirmée Marketing et Vente, de préférence dans le domaine des loisirs. Culture artistique appréciée. Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. manuscrit détaillé et présentations sous n° 3237 à **PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris** qui transmettra.

Conseil de l'Europe, Strasbourg Postes d'Administrateurs

Les ressortissants belgiques intéressés par un emploi permanent au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe sont invités à poser leur candidature au concours dont les épreuves écrites auront lieu à Athènes, Paris et Strasbourg dans le courant du mois de novembre. Les candidats ayant passé avec succès ces épreuves seront invités à des entretiens qui se tiendront à Strasbourg au mois de décembre.

Conditions d'admission: Âge maximum 32 ans - diplôme universitaire du niveau de la licence - aptitude à rédiger correctement soit en anglais, soit en français - une certaine expérience professionnelle est en outre souhaitable.

Rémunération: rémunération de départ (selon âge et expérience), y compris indemnité d'expatriation; à partir de 6.100.000 francs brut par mois, exonérés d'impôt. S'y ajoutent, le cas échéant, des indemnités à caractère fiscal. Entente d'environ 12 % au titre des cotisations à la sécurité sociale française, à une assurance complémentaire et au régime de pensions.

Des formulaires de candidature peuvent être obtenus auprès du Chef de la Division du Personnel, Conseil de l'Europe, 67005 Strasbourg, Cedex, et devront lui être renvoyés avant le 31 octobre 1975.

ELF AQUITAINE

recherche

POUR SES BUREAUX D'ÉTUDE REGION TOULOUSAINE

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Spécialité Electricité Electronique, ayant acquis une bonne expérience en instrumentation et automatisme industriel.

Très bonne connaissance de l'Anglais.

Sera chargé de conduire des études dans ce domaine, de participer au France et à l'étranger à leurs réalisations, puis d'assister les services utilisateurs.

Aptitude à l'expatriation Outre Mer dans le cadre du développement de carrière.

Écrire sous référence No 24183 avec CV et photo à **ELF-RE Département Développement Formation - 75739 PARIS CEDEX 15.**

Importante Multi-Nationale (Belgicane) recherche

CHEF DES SERVICES FINANCIER ET ADMINISTRATIF

- Autonômé sur 60 personnes;
- Formation Supérieure + DECS ou niveau;
- Expérience réelle si possible dans Multi-Nationale (Comptabilité Générale, Analytique, Gestion Budgétaire);
- Anglais excellent;
- Proximité ville universitaire de l'Est;
- Rémunération d'un poste de haut niveau.

Pour tous renseignements, écrire sous Réf. 71044A

ORES SECE 11, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG

CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL

TRAITEMENT DES EAUX

RESPONSABLE COMPTABILITÉ CLIENTS

L'autorité du Chef Comptable, il aura la responsabilité de l'analyse financière, de la sécurité de la tenue des comptes-clients, de la gestion et du recouvrement.

Il aura aussi des talents d'organisateur et son rôle sera de premier ordre.

Une formation attractive. Avantages sociaux.

Envoyer C.V. et présentations, n° 24225, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE

recherche pour DIFFÉRENTS DIRECTIONS PHARMACIENS

ayant reçu une formation complémentaire (I.P.L., I.A.E.)

pour ses services: FABRICATIONS; ADMINISTRATIFS; DE RELATIONS EXTERIEURES.

Pour l'ensemble de ces postes, une expérience professionnelle dans chacun des domaines est indispensable.

Envoyer C.V. et présentations n° 24275, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CHEF DU PERSONNEL DE PREMIER PLAN

Il participera à l'élaboration de la politique humaine de l'entreprise et contribuera largement à la recherche des solutions.

ASSISTE D'UNE ÉQUIPE DE CADRES ET COLLABORATEURS, IL SE VERRA CONFIER POUR TOUTES LES MISSIONS:

- les entretiens, promotions, mutations du personnel non cadre;
- la détermination des salaires et appointements, le service paie;
- l'administration et la gestion du personnel;
- les relations avec syndicats et représentants du personnel.

Il travaillera en étroite liaison avec tous les chefs de service de l'usine.

Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Direction jeune, Belle ville de Zonction.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 2.175 à **CORT** 63, avenue Kléber, PARIS (16^e), Discretion assurée.

Entreprise sous-traitance aéro-nautique (industrie) 40 pers., 4720 MARAUNDE, rech., un chef de fabrication polyvalent (niveau A, et au. 25 ans minima. Avenir intéressant. Écrire sous réf. 71044, et le Monde's Publi, 11, rue de Valenciennes, 75017 Paris-13^e.

Organisme recherche UN ANIMATEUR de formation permanente par radio pour marins-pêcheurs, ayant bonne expérience (init. à 2 ans) et bonne formation économique. Libre de suite, poste à pourvoir en France.

Adresser C.V. et lettre manuscrite, C.E.A.S.M., 11, rue Saint-Benoît, PARIS (1^{er}).

Sté rech. pour son établissement de Toulon

INGENIEUR ELECTRONICIER confirmé pour service études, instrumentation (domaine basse fréquence logique et électronique, assemblage).

Poste disponible.

Adresser C.V. et présentations à **METAYER** 164, boulevard Saint-Honoré, 75008 PARIS, référence 750.

Société de construction de matériels d'élevage faisant appel à des technologies très variées, secteur en pleine expansion, forte croissance C.A. à l'exportation

INGENIEUR DIPLOME pour lui confier la responsabilité de son bureau d'études et des prototypes.

Adresser C.V. et présentations à **AVANTAGE** 14, rue de Valenciennes, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ DE VENTILATION ET CLIMATISATION recherche pour LE NORD DE LA FRANCE

UN INSPECTEUR TECHNIQUE-CCIAL

Lieu de travail LILLE ou ARRAS

Le candidat sera: Une très bonne connaissance des problèmes de ventilation, climatisation; Une bonne introduction de la clientèle; L'habileté des contacts commerciaux.

Envoyer C.V. et présentations n° 24444, CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Gestion du Personnel

Une somme une entreprise de 14.000 personnes dans plusieurs établissements en province, le secteur d'activités: constructions mécaniques, recherche le responsable de la gestion du personnel de l'une de nos usines.

Attaché au Chef du Personnel, il sera plus particulièrement chargé de la formation et la Gestion des Ressources Humaines et de l'OUVERTEUR (30 personnes).

D'un minimum 30 ans, votre formation (social, éco, etc.) et une première expérience professionnelle vous ont conduits aux problèmes de gestion du personnel. Vous souhaitez maintenant un vrai poste plus opérationnel. Votre main à l'échelle de l'usine.

Envoyer C.V. et présentations sous référence 24225 (à mentionner sur l'enveloppe) à **CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.**

CONSTRUCTEUR D'APPAREILS DE LEVAGE LOURDS

Région OUEST, recherche pour son Service Technico-Commercial

UN JEUNE INGENIEUR EXPÉRIMENTÉ

35 ans minimum

Après une période de formation, il devra participer activement à la recherche, la préparation, la négociation et à la réalisation de contrats, en FRANCE et à l'ÉTRANGER.

Langue anglaise indispensable. Langue allemande souhaitée. Nombreux déplacements à prévoir. Formation recherchée.

E.C.P., E.S.E., A.M. ou équivalent.

Écrire avec C.V. et photo, sous numéro 24225, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Puissant Groupe Industriel en très forte expansion.

recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL (FUTUR)

Ce collaborateur qui participera à l'élaboration de la politique générale de la Société assurera sa mise en place au niveau du personnel, sera tout à fait libre pour proposer ses plans d'action en matière d'embauche, de salaires, de formation et de promotion.

Le candidat devra posséder une expérience d'au moins 10 ans en matière de gestion du personnel d'une unité industrielle importante.

La rémunération du poste est élevée; elle est attachée à l'importance de la valeur et à l'expérience du futur collaborateur qui peut espérer une évolution de carrière rapide au sein d'une équipe de direction dynamique couvrant sans cesse pour l'expansion de la Société.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 71044 B

ORES SECE 11, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG

CADRE ADMINISTRATIF

Formation aménagement supérieur, possédant connaissance approfondie droit du travail et solide expérience professionnelle acquise en serv. de personnel. Références de premier ordre exigées.

Envoyer C.V. détaillé, et possible photo, n° 24218, CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

STE DE SERVICES DELEGUES COMMERCIAUX

pour contacts haut niveau et habitat en PROVINCE. Expérience indispensable. Envoyer C.V. + photo + présent. n° 24271, CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

EMPLOIS et CARRIERES

25, rue du Fbg-Poissonnière 75010 PARIS

très importantes de Composants Electroniques Côte d'Azur cherche

CHEF DE ZONE TECHNIQUE-COMMERCIAL EXPORTATION

Expérimenté en techniques électroniques et commerciales.

Disponible pour voyages programmés. Anglais obligatoire. Allemand apprécié.

Envoyer C.V. et photo à **HAVAS NIOS, n° 887,**

Important complexe d'imprimeries de la France

typo, offset, brulées et rotative, flexo, halo, composition, chariot à rouleau, photocomposeur intégré, écran d'attente.

CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

pour recherche d'une clientèle nouvelle dans la capitale et sa région. Formation technique du niveau de celle d'un chef de fabrication et éventuellement connaissances dans établissement de devis commerciaux.

Écrire n° 7428, «le Monde» Publi, 5, rue des Italiens, 75217 PARIS (9^e).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

UJPSI
recherche pour PARIS - PROVINCE - ÉTRANGER

ANALYTES PROGRAMMEURS
Expérimentés sur systèmes :

- DOB-VB, OS-VB ;
- GROSOS ;
- STDS 2/3, 7/8 ;
- MCP.

Connaissances Assembleur, CICS, DL 1, ACL, PAC appréciées.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations.

Route Nationale 307
78110 FRUCHEROLLES

offres d'emploi

Société Française d'Engins de MANUTENTION
recherche

2 excellents vendeurs confirmés connaissant le marché de la manutention (ou au minimum d'autres biens d'équipement).

ingénieur commercial paris
Réf. 5129 C

Ce poste peut également convenir à un jeune vendeur ayant 2 ans d'expérience de vente industrielle auquel serait donnée une formation complémentaire.

chef d'agence sud est
Réf. 5129 D

Ce poste implique en outre, la capacité d'animer et de coordonner avec la sienne propre l'activité d'une équipe de 4 vendeurs.

Pour obtenir informations complémentaires écrire, en précisant la référence choisie à Henri PHILIPPE

egor 5, rue Meyerbeer
75009 Paris

offres d'emploi

En développement

STÉ D'EXPERTS COMPTABLES
Paris (7^e), recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
HOMME ou FEMME

- Activité au niveau du Cabinet :
 - répartition du travail ;
 - facturation, comptabilité, contrôle des coûts ;
 - responsable des services généraux y compris le secrétariat.
- Mission près de la clientèle :
 - veiller aux bonnes relations clients-collecteurs ;
 - chargé en propre de quelques dossiers clients.

Pratique antérieure au sein d'un Cabinet indispensable.

Adresser C.V. et présentations, sous réf. 137 à :
CEPIAD 2, rue Joseph-Sauvot, 75008 PARIS.

offres d'emploi

Industrielle

EMBALLAGE - TRANSPORT
recherche

responsable du service assurances et contrats

Le candidat devra avoir acquis une expérience concrète de l'assurance pendant plusieurs années au sein d'une compagnie ou d'un cabinet de courtage.

Connaissances appréciées :
• Transport, transit, • responsabilité professionnelle, • bases, • affaires contentieuses.

Ecrire avec CV détaillé et photo au Sca 7178M

plein emploi PUBLICITE
10, rue du mail PARIS 2ème

offres d'emploi

importante

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTROMÉCANIQUE
en pleine expansion implantée SEINE-SAINT-DENIS recherche

RESPONSABLE

pour assurer le recrutement du personnel ouvrier ETAM possédant une expérience dans l'élaboration de plans et suivi de formation.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une expérience minimum de 3 ans dans une Unité de production. Disponible rapidement.

Adr. C.V. photo et prés. sous le numéro 34.029, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

offres d'emploi

Important Groupe Français 5000 personnes Mécanique de Précision et Optique recherche

CADRE COMPTABLE

28 ans minimum, niveau Comptable Supérieur. Au sein de la Comptabilité Centrale, et plus particulièrement du Service Contrôle Comptable, il sera plus spécialement chargé :

- du contrôle des comptes
- de la planification comptable de l'élaboration des bilans trimestriels et du bilan consolidé
- de la déclaration fiscale et sociales

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat ayant :

- une réelle pratique de la fiscalité des entreprises
- 4 à 5 ans d'expérience dans une grande entreprise utilisant l'informatique
- si possible la connaissance d'une langue étrangère.

Rémunération départ de 1^{er} ordre, de : 60.000 F

Lieu de travail : Créteil.

Ecrire Service S

JUSTET

offres d'emploi

Formation aux entreprises sur le matériel mondial des Moteurs d'Appareil

IMPORTANT GROUPE MÉCANIQUE DE PRÉCISION
(CA supérieur à 2 milliards de Francs - 19.000 personnes)

recherche

pour une de ses principales unités industrielles en région parisienne

ingénieur chef de produits
directement rattaché au Directeur Programmes et Produits de l'unité

Il sera responsable de :

- l'adaptation des actions commerciales, techniques et industrielles d'une famille de produits destinés à de gros équipements mécaniques.
- la rentabilité d'ensemble des produits en mettant en œuvre des techniques éprouvées de gestion prévisionnelle.

PROFIL :

- Le candidat recherché sera âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, et possèdera une expérience industrielle réussie d'environ 5 années (Anglais courant indispensable).
- Développement de carrière assuré au sein des diverses unités du Groupe.

Adresser lettre, CV et photo avec présentations sous le No 2492 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

SCHWARTZ HAUTMONT
recherche pour poste à pourvoir à son SIEGE SOCIAL

29, rue Léon-Terray - EVRY-VAL-D'AUXOIS

CADRE ADMINISTRATIF

Pour assurer le suivi administratif et la gestion d'expédition d'assemblages industriels clés en main.

Ayant :

- Bonnes connaissances comptables ;
- Pratique contrôle budgétaire ;
- Expérience Afrique du Nord ;
- Sans des responsabilités.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à l'adresse du Département, Service n° 34340 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

offres d'emploi

Data General
recherche

un directeur de la maintenance
(FIELD SERVICE MANAGER)

Vous êtes :

- Dans une position similaire (ou au niveau immédiatement inférieur) chez un constructeur de matériel de traitement de l'information.
- A même de vous exprimer en anglais, sans doute parce que vous connaissez bien les sociétés américaines.
- Désireux de gérer votre département des hommes, les clients, les sites (maintenant) avec la certitude d'être associé à leur succès.

Nous sommes :

- Un des leaders de la mini-informatique avec plus de 19.000 installations dans le monde.
- Un exemple unique de croissance rapide et de gestion financière rigoureuse.

Ecrivez à Jean Louis GASSEE
Directeur Général
DATA GENERAL FRANCE
77 rue de Sévres 92100 Boulogne

offres d'emploi

La Direction Financière d'une Banque d'Affaires Parisienne

recherche un

attaché de direction

qui aura pour mission, dans un premier temps, d'assurer la responsabilité administrative et comptable de la tenue des portefeuilles d'institutions (actions et obligations), de participer à leur gestion et de s'occuper des opérations financières et boursières.

Ce qui lui permettra, à l'issue d'une période d'une à deux années, d'assister directement le responsable du Service.

Le candidat devra avoir :

- une formation supérieure
- le goût des mathématiques financières
- un contact humain satisfaisant
- une expérience minimum de deux ans acquise, si possible, dans la Direction Financière d'une Banque d'Affaires.

Envoyer lettre manuscrite, cv, détail photo et présentations sous réf. 57225 à Havas Contact 158, bd Haussmann, 75008 Paris.

offres d'emploi

VOUS AVEZ UN DÉFAUT PREDOMINANT DE CARACTÈRE

Vous en êtes l'incarnation de votre réussite ?

- une grande mobilité d'esprit ;
- une solide culture générale, une serriedé éprouvée à l'art ;
- des antécédents d'homme ou de femme d'affaires.

Société de renom international, nous sommes la tête d'un groupe de certains plus grands peintres contemporains. Nous recherchons 5 personnes pouvant assurer notre développement en France.

Écrit en jour et demain à M. Thierry de SÈLLÈS, 42-63-64 ou envoyer C.V. à ART et VARIÉ, 2, quai du Maréchal-Joffre, 69002 LYON.

offres d'emploi

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recrute

Un analyste programmeur

Formation minimum I.U.T. et ayant une expérience dans le domaine de la gestion. Ecrire avec C.V. et présentations à CISI, 35, bd Bruns, 75880 PARIS - Cedex 14

offres d'emploi

CUTLER-HAMMER EUROPA
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

VARIÉTÉS DE VITESSES ÉLECTRONIQUES

Expérience technique-commerciale dans ce domaine ou similaire appréciée.

Poste basé à La Carenne-Columbus (BORDEAUX).

Adresser curriculum vitae au Service du Personnel, 71, boulevard National, 33254 LA GARENNE-COLOMBES ou prendre contact : 78-51-80 (poste 51-21).

offres d'emploi

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT FINANCIER D'UNE ENTREPRISE D'ÉDITION À PARIS, VENDANT PAR CORRESPONDANCE

cherche un

jeune cadre financier

Il proposera les règles de crédit accordées aux clients, vérifiera que les procédures sont appliquées. En liaison avec l'informatique, les services opérationnels, il gère le trésorier au jour le jour, établit les prévisions ; assure les relations bancaires.

Nous cherchons un ESC option financeur diplômé d'au moins 27 ans, ou un HES DECS, ayant par exemple, passé 2 à 3 ans dans le service trésorerie d'une affaire moyenne et désireux de s'intégrer à une entreprise en plein développement.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 2914 LN

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

offres d'emploi

Product Manager

PARIS - 100 000 F

International scientific instrument manufacturing company seeks a Product Manager for highly technical physical-chemical machines with Japanese copy base.

The functions are predominantly marketing: definition of new products, policy of approach to new markets, the world over. They also include the conduct of commercial negotiations. What is not included is the conduct of scientific research. Requirements: several years experience in selling scientific equipment (if possible, the French scientific equipment) and fluent English. Frequent trips abroad.

Send handwritten letter including C.V., recent photo, present salary, reference M/50031 to SELE - CEGOS 33, quai Gallieni 92155 SURESNES which will transmit to company concerned. Mentioned the companies to whom the files should not be returned.

CEGOS

offres d'emploi

ORGANISATION PROFESSIONNELLE RECHERCHE

CADRE
RÉSIDENT À PARIS

40 ans minimum. Bon esprit de synthèse. Informé de la technique automobile. Avoir les contacts humains et le travail en équipe. Acceptant de fréquents déplacements en province.

Alimenté apprécié.

Rémunération envisagée : 70.000 F/an.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo récente sous réf. 2821 à P. LIGEREAU, 18, rue Levoisier, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES BATHNEM PARIS
recherche :

JURISTE

AYANT expérience contentieuse construction

Avantages sociaux - 40 heures

Restaurant d'entreprise - Couverts 3 semaines

Env. C.V. détaillé, photo, réf. et prés. au n° 34332 à CONTESSÉ PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

UNE GRANDE BANQUE NATIONALE RECHERCHE

UN JURISTE

LE CANDIDAT DEVRA :

- Être âgé de 35 ans minimum.
- Être licencié ou Docteur en droit privé
- Être un bon spécialiste de la procédure, notamment commerciale et disposer dans ce domaine d'une forte expérience.

Une pratique confirmée des techniques et opérations bancaires sera appréciée. IL LUI SÉRA PROPOSÉ :

- D'être participant à la mise au point de dossiers contentieux importants, au sein d'un service confronté de plus en plus à des problèmes complexes, le poste impliquant des relations avec les Directions de l'Établissement, ses conseils et les organismes professionnels.
- Une rémunération en fonction de l'expérience acquise.
- Une situation stable offrant de réelles possibilités d'avancement.

Ecrire avec C.V. et présentations sous référence 40418 B à :

Juste de l'iso

150

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SWARTZ... Data Gene... un directeur de maintenance... LO SERVICE... DATA GENE... VOUS AVEZ... DOMINANT DE...

Directeur Commercial... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

2 Ingénieurs - Électroniciens... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Chef Comptable... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

SESA... offre d'emploi... ingénieurs téléinformatique... expérience... formation... salaire...

CISI... offre d'emploi... ingénieurs commerciaux... expérience... formation... salaire...

Accountant... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN ORGANISATION... offre d'emploi... ingénieur chef de groupe... expérience... formation... salaire...

STE DE SERVICES... offre d'emploi... commerciaux... expérience... formation... salaire...

AGENTS TECHNIQUES... offre d'emploi... électroniques... expérience... formation... salaire...

ATTACHE COMMERCIAL... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

PREFECTURE DE L'ESSONNE... offre d'emploi... recrutement... expérience... formation... salaire...

JEUNES DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

UN INGENIEUR... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Ingénieur... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

MANPOWER... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

INGENIEUR... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

CHIEF COMPTABLE... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

TECHNICO-COMMERCIAL... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

DIPLÔME GRANDE ÉCOLE... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

UN CADRE COMMERCIAL... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

UN INGENIEUR... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Ingénieur... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

représent. offre... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

représent. demande... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

capitaux ou proposition com... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

STATISTICIENNE... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

secrétaires

La P.D.G. d'une très importante Entreprise de DIJON sa secrétaire... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

Secrétaires... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone 233.44.31

La FIRST NATIONAL CITY BANK... spécialiste du leasing-ordinateurs... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

ATTACHE COMMERCIAL... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

ATTACHE COMMERCIAL... offre d'emploi... recherche... expérience... formation... salaire...

La région parisienne

L'École polytechnique s'installe à Saclay en octobre 1976...

L'ÉCOLE polytechnique aménage, le 1^{er} octobre 1976, dans ses locaux du plateau de Saclay (Essonne), à côté de la ferme de la Martinière. Ses laboratoires sont déjà ouverts depuis un an. Les entreprises de construction ont démarré leurs grues : les équipes chargées de l'aménagement et des finitions sont au travail. Dans un an, les polytechniciens seront dans leurs murs, hors de la capitale.

Un conseil interministériel présidé par G. Pompidou avait décidé, le 17 mai 1972, de décentraliser en ce même endroit l'École nationale supérieure des techniques avancées, l'École des ponts et chaussées, l'Institut national agronomique et un laboratoire de l'École des mines. Sept mille logements et deux zones d'activités devaient être construits. Une autre réunion interministérielle, présidée le 25 octobre dernier par M. Valéry Giscard d'Estaing a beaucoup réduit ces ambitions. Aucune présentation nouvelle n'est prévue et aucune école n'accompagnera l'X sauf, éventuellement, l'Institut national agronomique.

Lorsqu'ils arriveront, à l'automne prochain, dans le cour d'honneur de leur nouvelle école, les élèves polytechniciens découvriront un plateau vertueux où le silence est régulièrement brisé par le fracas des jets décollant d'Orly. Avec 167 hectares de terrain, mille neuf cents places de parking, un lac de 5 hectares et demi, vingt et un mille arbres ou arbustes, 107 800 m² de surface bâtie, l'École polytechnique transplantée leur offrira de l'espace et de la verdure à satiété.

La conception architecturale de l'école n'a rien qui puisse choquer ou vraiment séduire. Les quatre immeubles en forme de U qui abritent les sept cents chambres des élèves sont fonctionnels de même que les restaurants prévus pour servir mille sept cent cinquante-deux repas ou les 22 200 m² alloués aux laboratoires. Dans le bâtiment central où sera dispensé l'enseignement, l'architecte, M. Henry Pottier, a choisi une forme plutôt massive qu'allégerait les superstructures métalliques d'une place suspendue. On y trouvera les salles de classe, trois amphithéâtres de sept cent quatre-vingt, quatre cent quinze et trois cent cinq places, la bibliothèque et un centre commercial. L'ensemble sportif est particulièrement important : deux piscines, un gymnase, une salle d'armes, une salle de judo, deux tennis et sept terrains de sports. Au total, la construction de la nouvelle école aura coûté 365 millions de francs.

Les logements des personnels seront répartis dans les communes de Palaiseau, d'Orsay et de Villebon-sur-Yvette. Deux cents appartements ont été ou vont être retenus à leur intention dans plusieurs programmes immobiliers.

Reste la question des transports. Un chemin piéton mettra l'école à dix minutes à pied de la station «Luzers» de la ligne de Sceaux. Le plan de soutien à l'économie donne l'occasion de construire, dès cette année, une section de l'autoroute A 10 en direction de l'ouest et de la Bièvre (S7B). Nous allons coordonner l'élaboration de ces plans d'occupation des sols pour que le plateau soit à l'abri des menaces d'urbanisation. Avec le

droit de préemption en sa faveur ? « Il faut qu'ils soient protégés définitivement », déclare M. Jean Simonin, maire U.D.R. de Verrières-le-Buisson, conseiller général et président du syndicat intercommunal d'études et d'aménagement du plateau de Saclay et des communes des vallées de l'Yvette et de la Bièvre (S7B). « Nous allons coordonner l'élaboration de ces plans d'occupation des sols pour que le plateau soit à l'abri des menaces d'urbanisation. Avec le

concours de l'État, nous boisons certains terrains libres et nous en ferons une zone de loisirs et de détente. » Certains regretteront que l'X s'installe dans un « désert » rural. Ce n'est pas tout à fait le cas. Dans un rayon de 5 kilomètres autour de l'école, on trouve l'École supérieure d'électricité, le Commissariat à l'énergie atomique, le Centre d'essai des propulseurs, le Centre d'études supérieures industrielles, le

C.N.R.S., l'École des hautes études commerciales et l'université d'Orsay. On peut toutefois déplorer les tergiversations qui ont précédé le transfert de l'École polytechnique. Il aura fallu plus de dix ans pour que sorte enfin de terre l'emplacement prévu soit « établissement scientifique de niveau international » que le gouvernement a voulu édifier avec la nouvelle X. ALAIN FAUJAS.

... mais souhaite conserver des locaux à Paris

Une remise en cause de l'aménagement de la montagne Sainte-Geneviève

D'Y-T-ON créer un nouveau quartier sur les 3 hectares libérés par le départ de l'École polytechnique ou conserver les bâtiments actuels et les utiliser pour créer un nouvel établissement d'enseignement supérieur ? Telle est la question qui se pose après la « remise en cause » par le gouvernement des conclusions du groupe de travail de la Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture (C.N.O.I.A.).

L'histoire commence il y a quatre ans. Le transfert de l'école était décidé par le gouvernement, le ministère de la défense chargé, en septembre 1971, l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme), qui dépend de la préfecture de Paris, d'étudier les différentes utilisations possibles du terrain que devait abandonner l'X. Le 25 octobre 1971, le premier ministre a nommé le président de la C.N.O.I.A. d'une demande d'avis sur l'utilisation du domaine de l'État et écrit : « Votre avis sera établi en considérant notamment, d'une part, que le programme doit permettre de dégager une contribution au financement de la construction de la nouvelle École polytechnique par le ministère de la défense nationale et compte tenu, d'autre part, des besoins d'équipements publics et des contraintes d'aménagement d'urbanisme et d'environnement qui pèsent sur cet emplacement. »

Le 24 juin 1972, sur la base de l'étude faite par l'APUR, la C.N.O.I.A. adresse au premier ministre son avis. Elle se prononce à l'unanimité pour la démolition des bâtiments de l'école, qui ne pourraient être aménagés sans d'importantes transformations. Seule réserve : la sauvegarde de quelques éléments, tels que l'ensemble Boncour (jardin, pavillon, cour et colombier). Un parti d'urbanisme souple et aéré ménageant des vues vers le sommet de la

montagne Sainte-Geneviève est adopté. La C.N.O.I.A. demande, enfin, la création d'un groupe de travail chargé notamment d'étudier le programme définitif de l'opération et son mécanisme financier. Le 5 juin 1973, le premier ministre



donne son accord à ces propositions ; le 10 octobre 1973, le groupe de travail est formé ; en décembre 1974, il remet ses conclusions. Le parti d'aménagement retenu (voir le plan ci-dessus) prévoit notamment que 27 500 mètres carrés seront réservés à l'État pour l'extension du Collège de France et de la bibliothèque Sainte-Geneviève, 10 000 à la Ville de Paris pour des équipements sociaux de quartier et 22 500 pour les commerces et les équipements de loisir et la construction de logements (un tiers H.L.M., un tiers I.L.N. et un tiers non aidés).

Ce projet correspond au vœu du Conseil de Paris du 20 mars 1972. L'Assemblée parisienne avait suivi M. Jean Tiberi (Paris Majorité), conseiller de Paris, qui, bien que peu favorable au transfert de l'école, avait proposé « que les terrains soient utilisés

Dans le même temps, le conseil d'administration de l'École crée une commission « pour déterminer les conditions d'utilisation des installations de la Montagne Sainte-Geneviève ». On envisage de créer une sorte d'institut et, comme le dit M. André Giraud,

« une sorte de foyer intellectuel branché sur les problèmes concrets qui se posent aux administrations ». Ce projet devrait être présenté prochainement avant la fin de l'année.

La création de cet institut, dont Polytechnique garderait la maîtrise, supposerait que l'on maintienne une grande partie des locaux existants actuellement sur la montagne Sainte-Geneviève. Il serait alors plus difficile de créer un véritable quartier vivant et populaire entre la rue Mouffetard et le boulevard Saint-Michel. C'est un des enjeux du débat.

Le projet de l'Atelier parisien d'urbanisme prévoit la création d'un nouveau quartier urbain. Il s'attache à créer et à valoriser les principales caractéristiques du site : une « montagne » qui se termine vers le sommet de la montagne Sainte-Geneviève et à créer dans le prolongement de la rue Mouffetard un véritable quartier résidentiel aux piétons. Les immeubles ne dépasseraient pas la hauteur de ceux qui existent actuellement.

JEAN FERRIN.

IS bicornes
NS capitale ?

ARTIRA, patira pas ?
Depuis près de vingt ans, on envisageait de déménager l'École polytechnique installée par Napoléon sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève. Finalement, en mai 1972, un conseil interministériel décida qu'elle serait transférée dans le « nouveau quartier Latin » que l'on envisageait d'y édifier dans l'Essonne sur le plateau de Saclay. Aujourd'hui, c'est fait. Le 1^{er} octobre 1976 la rentrée de l'X aura lieu en banlieue. Restait à savoir quel sort on leur réserverait aux locaux laissés vacants sur la montagne Sainte-Geneviève. Les locaux pour aménager un quartier neuf ? C'est ce à quoi on pense d'abord. Une étude fut commandée et un projet proposé. Mais, entre-temps, le gouvernement parut changer d'avis et suggéra d'étudier une formule qui permettrait à l'X de conserver un certain nombre de ses bâtiments pour les affecter à un organisme de recherche ou de perfectionnement, dont la formule reste à définir, mais dont elle conserverait la responsabilité. Polytechnique quitte la montagne Sainte-Geneviève, c'est certain, mais au même temps elle souhaite rester.

La situation n'est pas très nette : c'est le moins qu'on puisse dire. De toute façon, un projet doit être présenté au conseil d'administration de l'école avant la fin de l'année, qui devrait permettre à un gouvernement de se prononcer clairement et définitivement sur l'avenir de hectares particulièrement précieux au cœur du Paris historique.

A bicyclette sur l'autoroute

MUSIEURS projets d'autoroute prévus en région parisienne sont actuellement abandonnés et, sous réserve de conjoncture, ne seront pas repris au VII^e Plan. La raison invoquée par le ministère de l'équipement est la suivante : les études de banlieue à banlieue ont assurées par les rocade : 80 (en cours de construction) plus loin encore de la capitale.

L'autoroute A5 qui devait relier Paris à Troyes pour sa part, remise en cause par Melun et la capitale.

L'autoroute A14 devait, notamment, relier Paris à la 13^e autoroute de Normandie), à hauteur de Poissy (Yvelines), première section (jusqu'à la Seine), très coûteuse, n'est pas reprise au VII^e Plan. La seconde, qui à Montesson, ne soulève pas de grandes difficultés. Entre Melun et la 13, le troisième tronçon, elle, ne peut être construite qu'en tunnel, puisque le versant de Saint-Germain, pas-

sege obligé, ne peut se faire à l'air libre pour des raisons d'environnement. Ainsi, le sort de l'A14 (tracé comme une simple hypothèse dans le schéma directeur, lui aussi, incertain, tant que les moyens financiers nécessaires pour la construction en tunnel n'auront pas été trouvés.

Le conseil général du département des Hauts-de-Seine, réuni le 26 septembre en session extraordinaire pour étudier le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, a demandé que soit abandonné le projet de l'autoroute A10 et que son débouché sur Paris (entre la rocade A 86 et la périphérique) soit assuré par une route classique qui assurerait la fluidité du trafic tout en sauvegardant l'environnement.

Les élus ont, en outre, demandé que des aménagements réservés aux transports en commun et aux bicyclettes soient prévus.

Au District, on fait valoir que l'administration avait tracé l'autoroute A10 comme une « hypothèse possible » et qu'elle tiendrait

compte de l'avis exprimé par les élus. Après la déclaration du préfet de Paris, M. Jean Tautou, qui, dans son mémoire sur le schéma directeur, proposait que « l'autoroute A10 ne soit pas reconstruite au boulevard périphérique », le sort de cette voie semble donc bien réglé. On ne la fera pas.

Un chapelet de pistes cyclables

La municipalité de Châtigny-Malabry a fait une proposition semblable au ministre de l'équipement. Si le projet aboutit, elle sera suivie par Sceaux, Verrières-le-Buisson, Châtigny-sous-Bagneux et Malakoff, qui espèrent, ainsi, mettre bout à bout leurs pistes cyclables.

Si les équipements sportifs dans les Hauts-de-Seine sont promis à une vie éphémère, il n'en est pas de même pour les pistes cyclables qui, elles, ne seront pas remises en cause.

M.-C. ROBERT.

EXPOSITION NATIONALE DES VEHICULES AUTOMOBILES D'OCCASION

J'ai saisi l'occasion

PORTE DE VERSAILLES 2-12 Octobre

publinter75

CROISIERES PAQUET 14 jours de croisière dans l'archipel indonésien à bord de PRINSENDAM

BALI - SUMATRA - JAVA
20 jours Paris-Paris (y compris voyage aérien)
Prix : de 8468 F à 12 840 F

4 départs en 1975 - du 6 novembre au 18 décembre
8 départs en 1976 - du 1^{er} janvier au 8 avril

SINGAPOUR • PENANG • BELAWAN • SIBOLGA • ILES DENIAS • DJAKARTA • BALI • SURABAYA • SINGAPOUR

Pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressez-le à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet PARIS : 5, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 266.57.59 MARSEILLE : 70, Rue de la République, 13002 - Tél. 90.81.00 Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____ TEL. _____

CGPUM (LAW - 60) A - 14

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

POINT DE VUE

Institutionnaliser la différence

QUAND se décidera-t-on à accepter de comprendre que si le Français moyen se sent si souvent mal dans sa peau de citoyen, fait mal son métier de citoyen ou s'en désintéresse, c'est parce que du principe de la « république une et indivisible » on a tiré un autre principe, aussi sacré, aussi tabou, mais moins transparent : l'uniformité des Français ? En vertu de ce second principe, les Français doivent vivre tous exactement de la même façon les problèmes de leur vie collective et même de leur vie personnelle, qu'ils habitent un village perdu d'Auvergne ou un grand ensemble de Sarcelles.

par ANDRE JEANSON (*)

Quand aura-t-on le courage d'inscrire comme un droit fondamental dans notre pratique institutionnelle le droit à la différence ?

Pourquoi ne pas reconnaître aux Corsais, aux Bretons, aux Basques, aux Alsaciens, aux Parisiens, etc., le droit de choisir eux-mêmes le type d'institutions par lesquelles ils veulent vivre ensemble dans le cadre de la nécessaire solidarité nationale ? Les choix ne seraient pas les mêmes à Brest, à Bordeaux, à Strasbourg. Et pourquoi pas ? Bien sûr, ces choix ne pourraient être diversifiés à l'infini, et il conviendrait, pour éviter cette trop grande disparité, de proposer un certain nombre de types d'institutions régionales, tous de caractère fédératif, mais comportant un champ plus ou moins étendu d'autonomie avec un fonds commun et minimum de liens institutionnels avec le pouvoir central, et les intéressés feraient librement leur choix entre les divers systèmes proposés.

et Chirac aussi, s'écrier horrifiés : « Voire ! Le ciment unitaire que des siècles de centralisme forcé ont fabriqué serait-il donc encore si fragile ? »

Je fais au contraire le pari que l'unité du pays sortira renforcée de cette révolution institutionnelle. Plus le citoyen sera effectivement responsable de ses affaires et de celles de sa communauté de base, plus il y a de chances qu'il se rende compte concrètement, sur le terrain, que la gestion de ces affaires-là exige la plupart du temps une solidarité active avec les communautés voisines et finalement la communauté nationale : au lieu d'une unité sentimentale et passiviste, nous aurons une unité consciemment voulue et vécue, d'autant plus forte qu'elle serait le résultat de la volonté de nos diversités qui, précisément parce qu'elles pourraient s'exprimer et s'épanouir librement, éprouveraient le besoin de leur propre dépassement.

En vérité, dans une société qui a atteint la complexité de la nôtre, tous les problèmes que vit le Français dans son existence quotidienne, sociale, culturelle, économique, deviennent des problèmes collectifs qui appellent des solutions collectives, donc politiques. Or les mécanismes de la démocratie politique, économique, sociale, qui sortent les nôtres depuis près de

deux siècles, ont été conçus pour un monde aujourd'hui totalement disparu.

Qui donc osera prendre la mesure de cette inadéquation paralysante de nos institutions, au sens le plus large de ce terme, à saisir les problèmes de cette société moderne dans toute sa complexité ? Qui, sans hésiter à envoyer au pilon, s'il le faut, nos traités de droit constitutionnel et de droit administratif, posera clairement la question fondamentale ?

Quel type d'institutions locales, régionales, nationales, faut-il inventer aujourd'hui pour faire que le citoyen ait le sentiment qu'il a son mot à dire dans la solution des problèmes que lui pose la vie avec les autres, et qu'il se reconnaisse dans ces institutions devenues « ses » institutions ? De quels instruments, à sa mesure et à sa portée, chacun d'entre nous doit-il disposer pour que la décision, à quelque niveau, et de quelque nature que ce soit, à laquelle il doit se conformer, soit en quelque sorte « sa » décision ?

Qui, en définitive, sans se laisser impressionner ni par le caractère vénérable de nos conceptions traditionnelles en matière de démocratie ni par les schémas théoriques les plus prestigieux, imaginera une démocratie en correspondance avec les réalités de notre temps ?

Qui ? Le pouvoir actuel ? Il est tout juste capable de donner un coup de chiffon à la vieille carrosserie, et il sait bien que, s'il allait plus loin, il perdrait le contrôle de la voiture. Et c'est une nouvelle voiture qu'il s'agit d'inventer. La gauche saura-t-elle le faire ? C'est mon espoir et le sens de mon engagement politique.

(*) Membre du comité directeur du parti socialiste.

Aller plus loin

(Suite de la première page.)

C'est donc livrer un combat où les armes sont souvent des boomerangs. Ainsi, ce que la déconcentration enlève aux bureaux parisiens, elle le rend trop souvent, sous prétexte de contrôle, aux agents locaux du ministère des finances.

Ainsi la politique de contrats Etat-collectivités, imaginée pour lancer un mouvement d'initiative locale, risque en se généralisant de rendre l'Etat plus présent encore qu'il n'est.

Ce sont là boomerangs techniques. Il y a des boomerangs politiques. En 1969, de Gaulle a voulu établir les régions et il a provoqué un regain de conscience départementale : parmi tant d'autres causes, son échec fut dû à la révolte des départements périphériques devant la prédominance réduite de la capitale régionale.

Le même boomerang risque aujourd'hui de casser le tête des régions nouvelles : face aux pressions de l'autonomie et aux revendications du « pouvoir régional » (même atténué sous la forme de « pouvoir économique régional » — le mot de région commence à devenir suspect, institutionnel).

Pourquoi donc tout ce qui est fait en faveur de la déconcentration risque-t-il ainsi de se retourner contre elle ? Ou simplement d'être détourné d'elle ?

C'est que la gravitation administrative est puissante. Nous avons un système à étages dont la cohérence est étroite et subtile. Et cependant chacun sent qu'il est dépassé, désemparé, fragile. Mais cela ne fait qu'ajouter à la force : on a peur, on y touche, on casse le vase brisé.

Se limiter au système, c'est être paralysé par sa logique. Agir contre lui, c'est risquer de très fortes réactions de défense.

Ainsi la déclinaison du processus de rejet deviendrait inévitable si l'on tentait de faire de la région une autorité politique concurrente de l'Etat, et secrétant contre l'administration d'Etat sa propre administra-

tion. Rejeté par en haut, le « pouvoir régional » serait, en outre, rejeté par en bas : par des élus des municipalités, et surtout des départements. Car il me paraît bien clair que l'on ne fera pas coexister deux collectivités territoriales de plein droit à des échelles aussi proches que celle de la région et du département : l'une exclut l'autre.

Invinciblement, je ne crois pas possible de faire de la vraie déconcentration à partir des institutions existantes : les dix ministères qui comptent, les cent départements, les trente-six mille communes.

Pour une grande part, c'est une affaire de « découpage ». Les ministères imposent leur cloisonnement : départements et communes ne sont pas à la bonne échelle. Or ce mauvais découpage est intouchable.

Pour l'administration parisienne cette fois, dix-sept ans qu'à chaque modification du gouvernement l'attente les mène : « Ah ! si... », les mêmes : « Ah ! pourquoi pas ? ». Mais la direction du budget reste vissée aux finances, les inspections générales à leurs ministères respectifs, les préfets à l'intérieur, etc.

Pour les départements, on est déjà allé loin en leur transférant, ou plutôt en leur rendant, 40 000 kilomètres de routes nationales, dont l'Etat, de toute façon, s'occupait bien peu. Mais il est trop clair que l'échec des tentatives départementales offrira toujours à l'Etat les meilleures excuses pour ne pas désigner ses compétences. Et il est fort prompt à invoquer des excuses. Du reste, le néo-départementalisme qui fleurit depuis quelque temps est purement verbal : je ne vois pas que ses avocats proposent la moindre mesure concrète qui lui donnerait un contenu.

Quant aux trente-six mille communes, la cause est entendue depuis longtemps : leur nombre excessif est le plus sérieux obstacle au développement de la démocratie locale. Pourtant je n'ai jamais rencontré un homme politique qui ait le goût de la moindre mesure pour suggérer d'en réduire autoritairement le nombre.

Des institutions nouvelles

Alors ? Alors le possible passe par des institutions « nouvelles », comme glissées à côté des traditionnelles.

J'en ai longuement fait l'expérience au niveau de l'Etat, avec la Délégation à l'aménagement du territoire. Modeste, mais bien placée, elle prenait les administrations de biais, mais pas en traître. La DATAR, petite administration de mission si étrangère dans son organisation aux grands ministères classiques, fut acceptée par eux : ils virent qu'elle n'était pas une machine de guerre contre eux, qu'elle pouvait leur rendre beaucoup de services ; qu'elle était composée de fonctionnaires ayant le même sens du service public.

Je suis convaincu qu'il faut s'inspirer de cette méthode au niveau des communes et des régions.

Pour les communes, ne pas toucher aux frontières municipales ni au rôle psychologique et social de la commune mais, à partir d'elles, créer des unités viables pour le financement et la gestion des équipements collectifs. Et, sur cette voie, agir le plus factuellement, le moins idéologiquement possible. C'est le seul moyen de débloquer le système.

Pour les régions, la loi de 1972 a trouvé la bonne direction. Il faut s'y tenir.

La « petite étincelle » de cette loi aura été de placer, les régions à côté du système hiérarchique des collectivités publiques : commune,

département, Etat. Et en même temps en prise sur les trois échelons. C'aura été de créer des établissements publics, véritables contéradres de collectivités, et non des collectivités territoriales.

En ne dérangeant personne, la région peut unir tout le monde. Elle le fait d'autant plus aisément que tous ses mouvements consistent à faire travailler ensemble, avec des moyens nouveaux et sur des tâches nouvelles, les responsables ordinaires de la vie administrative, politique et économique, locale. Autrement dit, elle prend les mêmes hommes et leur fait voir les choses d'un point de vue nouveau.

L'établissement public régional n'est rien pris aux collectivités locales — excepté le temps de ceux qui les dirigent. Et il leur apporte beaucoup.

Pas en crédits, pour le moment — encore que certains budgets régionaux ne soient pas négligeables. Mais dès en conceptions, en nombre de voix, il est fascinant d'observer comment, sortis de la routine et des circuits traditionnels, placés en situation d'inventer, les « notables » peuvent devenir des « entrepreneurs ».

Qui, dans ce système actuel, comme tout le monde, je n'ai pas eu le moment de voir tant de vertus. Il y a un moyen de faire le percée de la déconcentration, sans susciter les réflexes de défense.

Soulement, pour résumer la page, il faut sans délai aller plus loin : redoute qu'on ne nous dise — nous dit : « Mais bien sûr, la loi de 1972 est la bonne, et ne défendons contre les tentatives d'ultra-régionalisme. Toute la ligne que la loi... »

L'annul est que, pour la loi, il faut la pousser, et vite. Près de des institutions : du côté méthodes, des moyens, et des tentes.

Quelques messages simples

Pour les institutions, elle bonne à un point près : il c que le prêt de région le part entire et soit donc dit prêt du département c'est important pour divers et surtout pour la crédibilité préfectoral dans le mécanisme régional. Et si ce rôle n'est ; d'ailleurs, comment résister à la b de vouloir un exécutif ? Ruinerait l'expérience.

On aura compris que je suis à l'élection du conseil régional autre universel. Ce serait former en assemblée politique concurrence directe avec l'Etat-départements. Ceux qui aujourd'hui cette modification croyant rester à l'intérieur d de la région 1972 ne s'ap pas, je la crains, qu'elle le éclaire.

Quant aux autres, je pen voient simplement l'occasion introduire un peu de progrès dans la vie politique franç leur sera le crédit de penser s'agit que d'une manœuvre à établir un Etat qu'ils ne pas.

Pour développer la région, anciens des conseils région défini ensemble à Lille mesures simples qui allège tutelle administrative et fins laquelle elle est soumise, ée sa zone d'avis, augmenter moyens d'intervention.

Dans un deuxième temps, faudrait préparer tout de soi devant, par une diminution propre faculté, donner l'int à la région d'augmenter ; et d'avancer ainsi chemin de la responsabilité.

La région 1972 n'est ce pas le « truc » magique nature échapperait aux failles trahissantes. Rien ne réussit volonté politique ou sommet tout sans une prise de co de l'administration elle-même.

Qu'on prenne garde : l' de l'administration e aujourd'hui fixe sur le gouvern sur le chef de l'Etat. Si c'était je ne sais quelle m l'égard de l'institution régior aurait tôt fait de se réinstaurer ses habitudes et d'en être région neissant.

On aurait, sans bien compte, détruit une de chances de faire avancer le libérale. La faire avancer, et la faire vivre.

OLIVIER GUICHÉ

SC.PC

Préparation annuelle, sur ou sous correspondances

- Examen entré en 1^{er} et 2^{es} années
- Encadrement en cours de

CEPES Groupement pour la préparation des concours de l'enseignement secondaire

722-84-84

TRECA
EPEDA
SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez :
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, av. de la République
PARIS XI^e - Tél. 357.46.35 +
Métro PARMENTIER

(Publicité)

« L'inflation, nonobstant toutes prévisions prises pour en compenser les effets, entraîne d'insupportables conséquences. Elle inflige de cruelles et injustes souffrances à de larges couches de population, et fait d'elle-même d'irréductibles adversaires de l'ordre social. Plus sûrement que le doctrine marxiste, elle provoque la lutte des classes. »

Jacques RUEFF, 1952, 1972.

« Le gouvernement empêchera l'économie de glisser sur la pente de l'inflation. »

Valéry GISCARD D'ESTAING, 1971.

« Depuis que je suis entré à l'École Nationale d'Administration, j'ai constaté que les experts se trompent toujours. »

Jacques CHIRAC, 1975.

Afin de cesser de justifier la lutte des classes, il faut commencer par

SORTIR DE L'INFLATION

Mon ouvrage intitulé « SORTIR DE L'INFLATION » est destiné aux Clubs d'entreprises et aux Clubs de consommateurs. Je le distribue moyennant une participation de 50 F.

Emile Kiege, 7, rue d'Anjou, 75006 Paris
Chèque postal Paris 1009-11

un centime contre un polaroid.

Même un centime de différence suffit pour gagner un polaroid ! C'est le formidable pari que vous lance Darty pour l'ouverture de ses 4 nouveaux magasins.

Dès jeudi, pendant 3 jours, si vous trouvez ailleurs un prix affiché moins cher sur n'importe quel article en électro-ménager, Hi-Fi, TV, Darty vous offre un polaroid ! Même si vous n'avez pas acheté...

Alors, notez partout prix, références et adresses. Et rendez-vous pour parler dans les 4 nouveaux Darty, les 9, 10 et 11 octobre.




Electro-ménager, Hi-Fi, Télévision.

Galté-Montparnasse : 80, av. du Maine. Métro Galté - Asnières : Carrefour des 4 routes. RN 509
Lyon : Centre Commercial de la Part-Dieu - Limonest : RN 6

Zermelo était-il un clown ?

Non, vraiment pas du tout : c'était un mathématicien allemand. Son « axiome du choix » contribua au développement de la théorie des ensembles.

Avec Le Petit Robert 2, premier dictionnaire uniquement consacré aux noms propres vous retrouverez facilement (grâce au système de renvois) tout ce qui concerne et fait vivre les noms à majuscule : les lieux, les hommes, les événements, les choses.




Le Petit Robert 2 : Le seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres. Tout en couleurs.

sans bourse délier...

Si vous trouvez moins cher ailleurs, prix affiché, Darty vous offre un polaroid. Aussi simple que cela !

Pour gagner le formidable pari Darty, vous n'avez même pas besoin d'acheter. Dès maintenant, notez ailleurs le prix de n'importe quel article en électro-ménager, Hi-Fi, TV, Sans oublier les références et les adresses.

Et à partir de jeudi 9 octobre, pendant trois jours, venez comparer dans les 4 nouveaux Darty.



Electro-ménager, Hi-Fi, Télévision.

Galté-Montparnasse : 80, av. du Maine. Métro Galté - Asnières : Carrefour des 4 routes. RN 509
Lyon : Centre Commercial de la Part-Dieu - Limonest : RN 6

1975

LA VIE ÉCONOMIQUE

UE

AFFAIRES

à son procès

de la première page

de décembre 1973

de ces pays importateurs

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

de la monnaie

MONNAIES ET CHANGES

«sommet» des Cinq

de la première page

restent n'en sont pas à leur première rencontre ont une tâche limitée à accomplir : essayer de stopper le processus de dégradation. Bien qu'on laisse entendre, à Paris notamment, et non sans raison, que la conférence « au sommet » devra englober tous les aspects de la crise, et par conséquent ne pas se confiner au « monétaire », c'est tout de même dans ce domaine qu'une coopération apparaît à la fois la plus nécessaire et — mais n'est-ce pas, au moins en partie, une illusion due au retour du dollar à son ancienne parité ? — possible.

Des personnalités indépendantes

Un élément positif : le choix, pour amorcer la discussion, de personnalités indépendantes, dont deux, MM. Raymond Barre et George Shultz, n'ont pas officiellement la fonction officielle, permet d'espérer le dépassement de querelles devenues trop classiques entre les États-Unis et la France. Plusieurs obstacles qui s'opposent encore à un accord sur la limitation des fluctuations entre le dollar, les monnaies du «serpent», européen et le yen seraient sans doute levés si les cinq — ou sept — chefs d'État et de gouvernement passant par-dessus les ministres des finances, renonçaient à faire passer les arrangements à concourir dans l'immédiat afin de stabiliser la situation pour autant d'articles de loi du futur système monétaire réformé.

Depuis plusieurs années, les négociations sur la réforme en question ont un caractère véritablement pitoyable. D'un côté, on a vidé de leur substance les accords de Bretton-Woods (plus de discipline de change, confusion totale sur la notion de « réserves » puisqu'on escamote l'or et qu'on donne aux droits de tirages spéciaux le rôle central sans même que l'on sache si et quand on en émettra de nouveaux, etc.) et, d'un autre côté, on multiplie les projets d'amendements à une charte ainsi ébranlée.

Bien qu'on fasse tout (sans y parvenir) pour exorciser le spectre des années 30, un précédent historique peut assez facilement, et sans trop d'artifice,

être trouvé à la situation actuelle. En septembre 1933, les États-Unis de Roosevelt, la France du Front populaire et la Grande-Bretagne, gouvernée par le conservateur Baldwin signent un accord tripartite qui réintroduit (de façon limitée) l'or dans les transactions directes entre banques centrales et vise à la stabilisation des taux de change. Dans cet accord, que le secrétaire américain au Trésor de l'époque Morgenthau considérait comme « un tournant peut-être décisif pour permettre à l'Europe d'être reconstruite et pensée rationnellement » (il may be the turning point for again resuming rational thinking in Europe), on peut voir le premier pas qui devrait conduire à la fin de la guerre, les alliés à restaurer un ordre monétaire.

Un premier accord, faisant obligation aux États-Unis d'intervenir, eux aussi, sur les marchés de change pour limiter les variations du dollar, ne pourrait-il pas être interprété comme un premier retour effectué par les Américains vers la rationalité monétaire, selon la ligne préconisée par plusieurs de leurs meilleurs experts, dont l'ancien secrétaire au Trésor, M. Paul Volker ?

Peut-on même espérer que d'ici quelques années on trouvera qu'il n'y a pas trente-six façons de se montrer rationnel en la matière et qu'en conséquence la raison consisterait non pas à répéter l'héritage de Bretton Woods, mais à lui permettre enfin de fonctionner durablement, en retirant au dollar les fonctions qu'il avait usurpées entre temps ? De même, ne cherchons pas des thèmes à toute force « nouveaux » pour définir une stratégie applicable par l'ensemble de pays de l'O.C.D.E. sous l'impulsion de « cinq » (ou de « sept »). Beaucoup serait accompli si on commençait à sérieusement appliquer de concert plusieurs programmes déjà adoptés en principe, tels que la « conservation » de l'énergie, ou l'événement de temps à autre, comme le freinage dans la création des liquidités internationales (l'arrêt des emprunts sur le marché de l'eurodollar par la France montre la voie...). C'est seulement au prix d'une certaine rigueur qu'on pourra éviter un retour au protectionnisme, qui achèverait de plonger le monde dans la dépression.

PAUL FABRA.

Affaires

● LIP SE LANCE SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN. — Un important contrat de vente a été signé par Lip avec le grand magasin Bloomingdale de New-York. Il s'agit d'un premier pas de la firme sur le marché américain. Lip entend à l'avenir développer ses exportations, qui ne représentent pour le moment que 5 % de sa production.

● LA SOCIÉTÉ ARTAL a déposé son bilan. — La firme, spécialisée dans le prêt-à-porter, employait, à Antibes, (Alpes-Maritimes), cent sept personnes, en majorité des femmes. — (Corresp.)

● ACCORD DE PARTICIPATION ENTRE GRACE ET FLICK. — Le groupe allemand Flick (qui contrôle 31,9 % du capital de Daimler-Benz-Mercedes) prend une participation de 11,3 % dans le capital du groupe allemand américain Grace, grâce à l'octroi de 4 millions d'actions nouvelles, pour un montant de 104 millions de dollars. — (A.F.P.)

● M. GÉRARD SOUHAMI vient de créer deux nouvelles agences de publicité, la S-3-C (Société centrale de conseil en communication) et la COCEP (Compagnie pour la communication économique et financière), qui a une filiale spécialisée dans les annonces consacrées au marché du travail. M. Souhami est, d'autre part, président-directeur général de Rosset et Associés.

Agriculture

● LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (F.F.A.) vient de proposer à l'ensemble des autres organisations paysannes de se concerter « pour mener à bien des actions de masse sans lesquelles notre profession n'obtiendra pas satisfaction ». La F.F.A. estime en effet que « jamais de mémoire d'homme l'agriculture n'a été aussi profondément dévalorisée ».

Faits et chiffres

Automobile

● LA FILIALE BRITANNIQUE DE CHRYSLER a enregistré une perte de 15,95 millions de livres (144,3 millions de francs environ) au cours du premier semestre 1975, contre un bénéfice de 72 000 livres (669 600 F) au premier semestre 1974. — (A.F.P.)

● LE CAPITAL DE LA FILIALE VÉHICULES INDUSTRIELLES DE DAF a été augmenté de 50 millions de florins (83 millions de francs environ). Il atteint désormais 94,4 millions de florins, soit 140,1 millions de francs. Il se répartit entre la maison mère, la Holding Daf (pour 42 %), le groupe américain International Harvester (pour 33 %) et la D.S.M. (De Staat Mijnen), société des mines d'État néerlandaises (pour 25 %). En effet, la D.S.M. a reporté à l'année écoulée la participation de 25 % qu'elle détenait dans la Holding Daf dans sa filiale véhicules industriels : Daf Trucks.

Commerce

● LE MINISTRE PERUVIEN DU COMMERCE, M. Luis Arias Grajeda, a proposé la création d'une association de pays producteurs et exportateurs de sucre pour défendre les prix de ce produit sur le marché mondial, lors de l'inauguration de la réunion de vingt-deux pays latino-américains et des Caraïbes, exportateurs de sucre, qui se tient à Lima. — (A.F.P.)

Économies étrangères

● LA BANQUE D'ANGLETERRE vient de porter son taux de l'escompte de 11 à 12 %. Le taux d'intérêt des bons du Trésor à quatre-vingt-dix jours est passé à 11,4 % contre 10,5 % la semaine dernière (le 25 juillet dernier, le taux de l'escompte était passé de 10 à 11 %).

● A l'inverse, la plupart des pays européens, dont la République fédérale d'Allemagne, la France, la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et la Belgique, ont récemment réduit leurs taux de base pour stimuler l'activité économique. Le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre avait atteint son maximum — 13 % — en novembre 1974.

● LE TAUX OFFICIEL de la nouvelle monnaie sud-vietnamienne a été fixé à 1,51 dollar américain. Il est basé sur le taux officiel de 195 (vieilles) piastres pour 1 dollar en vigueur sous l'ancien régime.

● L'ISLANDE ETENDRA LA LIMITE de ses eaux territoriales à 200 milles, le 15 octobre prochain, en raison de l'importance des pêches des flottes étrangères, a annoncé le ministre islandais des affaires étrangères, M. Einar Agustason, lundi 29 septembre, devant l'Assemblée générale de l'ONU. — (Reuter.)

Énergie

● UNE CONFÉRENCE DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE DU GOLFE PERSIQUE se tiendra le 19 octobre à Koweït. Elle réunira les experts pétroliers de ces pays afin de parvenir à un accord sur la fixation des prix de vente du pétrole brut dans la région du golfe Persique. —

ISTH

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 23 ANS

DROIT Sc ECO

- DEUG et 3^e Année
- Tous centres et options
- Encadrement méthodologique
- Taux confirmés de réussite

Documentation et inscriptions : ISTH 6, avenue Leon Heuzey PARIS 16^e
Métro : Mirabeau, Eglise d'Auteuil. Tél. : 289.52.09 - 224.10.72

ILS LIRONT LE NOUVEL ECONOMISTE POUR LA MEME RAISON.



Nouvel Economiste 10 octobre

Pour une fois, ils seront d'accord. Sans contacts préalables, sans ruses, sans ententes, ils liront les deux le Nouvel Economiste. Pourquoi ? Parce que le Nouvel Economiste est maintenant le premier hebdomadaire d'actualité économique

qui présente les faits tels qu'ils sont, sans fards et sans détours. Simplement en les replaçant dans leur contexte. Chaque vendredi, les analyses des journalistes du Nouvel Economiste seront présentées comme telles. L'objectivité pour un journal, ce n'est

pas s'abstenir de prendre position. C'est annoncer clairement ce qui est événement fait, et ce qui est interprétation. Au Nouvel Economiste, nous y veillerons.

Nos lecteurs pourront toujours réfuter nos analyses. Ils ne pourront rien contre les faits.

MIEUX CONNAITRE POUR MIEUX PREVOIR. LE NOUVEL ECONOMISTE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

O.P.E. DE TRINDEL SUR FORCLUM offre d'échange d'une action Forclum contre une action Trindel

Des études approfondies menées entre Forclum et Trindel avec la participation de l'Union Financière pour l'Industrie et l'Énergie - S.M.I. & D.F.I.E.R., du groupe de la Lyonnaise des Eaux et principal actionnaire de ces deux sociétés, ont fait apparaître l'intérêt que présentent le rapprochement de ces deux entreprises, tout en leur conservant leur pleine personnalité et leur autonomie de gestion.

A cet effet, et en accord avec Trindel et Forclum, il a été décidé qu'OFFERES feront apport à la première des actions qu'elle détient dans la seconde. Électricité de Strasbourg, autre actionnaire de ces sociétés indifférentes, a donné son accord à ces dispositions et participera à cette opération d'apport.

Simultanément le conseil d'administration de Trindel a décidé d'offrir aux autres actionnaires de Forclum la possibilité d'échanger leurs actions contre des actions Trindel, sur les mêmes bases que

celles qui ont servi à déterminer la détermination des apports qui précèdent.

A l'issue de ces opérations, qui seront soumises à la ratification de l'assemblée générale de ces actionnaires, Trindel fera apport de ses actifs d'exploitation et du nom de Trindel à une société d'entreprises créée à cet effet, dont elle détient la totalité du capital, de même qu'elle contribuera largement le capital de Forclum.

Trindel deviendra alors un holding industriel et prendra le nom de Union d'Entreprises Électriques UNIDEL.

Les actionnaires de Forclum qui auront répondu favorablement à l'offre d'échange et les actionnaires actuels de Trindel deviendront ainsi actionnaires de la société UNIDEL.

UNIDEL sera l'un des plus grands groupes français d'entreprises d'équipements électriques à vocation internationale.

BASES DE L'ÉCHANGE

UNE action Forclum de F 100 nominal, coupon n° 24 attaché, portant jouissance du 1^{er} janvier 1975, sera échangée contre :

UNE action Trindel de F 75 nominal, coupon n° 55 attaché, portant jouissance du 1^{er} janvier 1975.

Les actionnaires de Forclum qui auront décidé d'échanger leurs actions :

1. - Ne supporteront aucune frais ;
2. - Percevront préalablement le dividende de F 3, par action, mis en paiement au titre de l'exercice 1974.

VALIDITÉ DE L'OFFRE

Tous les titres offerts jusqu'au 31 octobre 1975 inclus seront acceptés, sans aucune limitation.

Les avis de 75-715 de la chambre syndicale des agents de change publiés au bulletin de la Cote officielle le 24 septembre 1975, précisent toutes modalités de cette offre d'échange.

Une note d'information est tenue à la disposition du public. Elle a fait l'objet du visa de la Commission des opérations de Bourse n° 73 128 en date du 24 septembre 1975.

LA B.N.P. POURSUIT SA DÉCENTRALISATION

Le 1^{er} octobre 1975, la B.N.P. a installé à Lyon une direction régionale, schéma décentralisé de sa direction générale, ayant compétence pour diriger l'action de tous ses établissements dans l'ensemble Rhône-Alpes-Auvergne.

La B.N.P. poursuit ainsi l'évolution qui avait été entreprise il y a un an à Lille pour le Nord-Flandres et qui a pour objet de confier à un organe de sa direction générale installé au cœur d'une grande région économique des pouvoirs étendus de décision.

Le premier des établissements bancaires français montre donc sa volonté d'offrir à ses clients une plus grande qualité de services dans des conditions de célérité accrues et manifeste son désir de contribuer au développement harmonieux de l'ensemble du territoire national.

CREDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES :
Banque de Rome
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 2 SEPTEMBRE 1975

Le bilan au 2 Septembre 1975 s'élevait à 124.973 millions au 31 Juillet 1975.

Aspects de l'activité d'ensemble. Baisse et stabilisation des dépôts à vue et à court terme de 19,474 milliards et des Comptes de Particuliers 34.936 milliards. Les Bases de Caisse se situent à 17.454 milliards.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Particuliers atteignent 44.468 milliards et les Comptes débiteurs 21.490 milliards.

Le Chiffre d'affaires, hors-M.I., s'élève pour 1975 à 12.719 milliards.

Jacques Borel International

Offre publique d'échange des actions et des obligations convertibles de

SOFITEL

La Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque de l'Union Péenne et le Crédit du Nord et Union Parisienne - Union bancaire agissant pour le compte de Jacques BOREL INTERNATIONAL offrent d'échanger jusqu'au 20 octobre 1975 :

- Dix actions SOFITEL de F. 50, jouissance cotée contre une action Jacques BOREL INTERNATIONAL F 100 jouissance du 1^{er} juillet 1976 ;
- Huit obligations convertibles SOFITEL 7,50 % de jouissance du 1^{er} janvier 1975, contre une obligation Jacques BOREL INTERNATIONAL 10,90 % de F jouissance du 18 mars 1975.

Visa C.O.B. n° 73.111 du 10-9-1975. Avis Chambre Syndicale Agents de Change et 73.633 du 27-9-75.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications

Adjudic. Tribunal de Commerce Paris le jeudi 10 octobre à 14 h. 15 - Fonds **CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES** Normalisées à Paris (9^e) 94, r. ST-LAZARE Comp. à DROIT. Fonds d'imm. de 4 SURC d'une sup. de 72 m² env. M. à Px (N° p. dt. b.) : 12.000 F. Cont. 10.000 F. - S'ad. M^e Demouré, not. 67, bd Saint-Germain, et M^e Girard, synd. à Paris, 63, bd Saint-Germain.

Vente s/acte immobili. au Palais de Justice de Corbeil-Essonnes (91), le MARDI 14 OCTOBRE 1975, à 14 heures **UN PAVILLON** sis à **BREUILLET (91)** Secte rurale n° 17 dite des Terres Solles MISE à PRIX : 18.500 FRANCS Consignation indispensable pr. ench. Renseignements : M^e TRUQUILLO et AKOUM, avoc. associés, 21, Champs-Elysées, à Corbeil-Essonnes, T. 406-14-15, de 14 à 18 heures.

VENTE le 28 octobre 1975, à 14 heures, Tribunal de Corbeil-Essonnes (91) sur terre-plain **BAT. 200 m²** Usage ATELIER élevé s/TERE. 282 m² **ATHIS-MONS (91)** 18, route de Fontainebleau. MISE à PRIX : 40.000 FRANCS. Rens. R.C.P. ELIOT-JAMES-GERMAIN, avocats, 12, av. Carnot, à Corbeil. Tél. 496-30-14.

RECTIFICATIF à l'insertion parue dans le Journal à la date du 22 septembre 1975, concernant la vente du LUNDI 13 OCTOBRE 1975 par M^e DEDIN et LUCRET, avocats à Paris, 15, pl. de la Madeleine : il y a lieu de lire, en ce qui concerne la mise à prix du lot, 26, rue Mourand : 15.000 F.

vos patrimoine
seul un spécialiste disposant d'informations nationales et internationales pour vous aider à le gérer.
consultez notre spécialiste en placements et gestion de patrimoine
banque JORDAAN
banque privée fondée en 1884
siège central Paris 9
3 et 5, rue St-Jacques
tel. 280.85.80

Vente au Palais de Justice à Versailles, mercredi 22 octobre 1975, à 11 h **UNE PROPRIÉTÉ à SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE** (Yvelines) **39, AVENUE DES MOLIÈRES** MISE à PRIX : 200.000 FRANCS S'adresser à 1) M^e Pierre COUFAIGNY, avocat à Versailles, 22, avenue de Saint-Germain ; 2) M^e Michel FEVOT, avocat à Versailles, et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Versailles.

Vente le 21 octobre 1975, à 14 h., au Tribunal à Corbeil-Essonnes (91) droits immobiliers dépendant d'un immeuble **A. MORANGIS (ESSONNE)** EN 5 LOTS

- I. - APPART. 3 P. entrée, cuisine, cellier, pl., mur., 2 chambres, salle de bain, parking.
- II. - APPART. 3 P. couloir, salle de séjour, 2 chambres, salle d'eau, pl. mur., - CELLIER - PARKING
- III. - STUDIO entrée, pl. studio avec coin cuisine, salle de bain + w.c. - Parking
- IV. - STUDIO entrée, pl. studio avec coin cuisine, salle de bain + w.c. - Parking
- V. - APPART. 3 P. entrée, salle de séjour, 2 chambres, salle de bain, w.c., log. - 1 CELL. 1 BOX

Mises à Prix : 1^{er} lot : 56.000 F. - 2^e lot : 52.000 F. - 3^e lot : 22.000 F. - 4^e lot : 22.000 F. - 5^e lot : 22.000 F. Renseignements à Corbeil-Essonnes S.C.P. ELIOT, JAMES, GERMAIN, 12, av. Carnot, 406-30-14.

Vente sur licit. au Palais de Justice à Paris, lundi 10 octobre 1975, à 14 h **EN 14 LOTS - Dans un immeuble à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)**

1 ^{er} lot APPART. rez-de-cha. bat. A. 5 p.p. cave	M. à P. 50.000 F
2 ^e lot APPART. 1 ^{er} ét. bat. A. 2 p.p. cave	M. à P. 20.000 F
3 ^e lot APPART. 1 ^{er} ét. bat. A. 2 p.p. cave	M. à P. 20.000 F
4 ^e lot ATELIER et STUDIO (totalisé bat. B)	M. à P. 2.000 F
5 ^e lot STUDIO, sous-sol, bat. A	M. à P. 2.000 F
6 ^e lot STUDIO, sous-sol, bat. A	M. à P. 2.000 F
7 ^e lot STUDIO, sous-sol, bat. A	M. à P. 2.000 F
8 ^e lot APPART. 1 ^{er} ét. bat. A. 2 p.p.	M. à P. 12.000 F
9 ^e lot APPART. 1 ^{er} ét. bat. A. 2 p.p.	M. à P. 12.000 F
10 ^e lot APPART. 1 ^{er} ét. bat. A. 2 p.p.	M. à P. 12.000 F
11 ^e lot LOCALITÉ bat. B. 1 p. cuis. ent. w.c.	M. à P. 12.000 F
12 ^e lot 2 MOTTES de GAZ. BOUILLON de bat. C et A	M. à P. 12.000 F
13 ^e lot GARAGE, bat. B	M. à P. 4.000 F
14 ^e lot BOUTIQUE rez-de-chaussée, bat. B	M. à P. 7.500 F

LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
S'adr. M^e BAILLY, avocat à Paris (1^{er}), 18, rue Duphot, tél. 260-30-13 ; tous avocats près les Trib. Gr. Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Ventes judiciaires aux ench. publ. le lundi 10 octobre 1975, à 14 h 15 à la **BOURSE DE COMMERCE DE PARIS**, salle des Comptes d'Assurance, rue de Valenciennes, près de la rue du Louvre, Paris (2^e), Métro Louvre

ENVIRON 150 TAPIS VÉRITABLES
Dimensions diverses : CHEUVY, YAPTEK, GEORGES, MOUSSOU, PAKISTAN, TURQUIE, KATSK, DARRAN - CONFECTION pour H. 1.800 tapis, robes, pantalons, sacs, collants, écharpes, 8.500 pulls et gilets SHERIDAN et ACRYLON - 2.500 CRAVATES - PARAPLUIES AKATI CLES DE DÉCORATION ET DE CADREX - 11.000 LIVRES - CANARIS et PÉREDDRES - ACCESSOIRES AUTOMOBILES : Passoires, phares de recul, lettres adhésives, radios, bracelets, housses, bombes anti-glace, rétroviseurs et gadgets divers - ÉLECTROPHONES et TÉLÉVISEURS : 15 TÉLÉVISEURS COULEURS - IMPORTANTS LOTS DE PIÈCES DÉTACHÉES - 140 électrophones, 180 modulateurs, 120 concepteurs, 500 micro-conducteurs, coffrets, condensateurs, piles, capots, rélaxateurs, transmissions, etc. - Frais en sus : 6,45 % - MARCHANDISES DÉPOSÉES ET VISIÈRES : le VENDREDI 10 OCTOBRE 1975 de 9 h. 30 à 11 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 30, et le LUNDI 13 OCTOBRE 1975 de 9 h. 30 à 11 h. 30. Pour les tapis, la confection, parfumerie, articles de modes, etc. s'adresser : 12, rue A.-Carnot à MONTREUIL (93) - Pour les accessoires automobiles : 24, rue Garnier-Pégué à SAINT-MAUR (94) - Pour les électrophones, pièces détachées : 81, rue Charles-François à GENTILLY - Pour les téléviseurs : 40, rue des Balançoires à Paris (19^e) - Et pour les vêtements, courriers de marchandises assermentés à Paris (9^e), 15, rue des Ursules, tél. 623-12-87.

VENTE, après liquidation, au Tribunal de Grande Instance de Paris, le jeudi 16 octobre 1975, à 14 heures **Une PROPRIÉTÉ dénommée « LA THEBAÏDE »** SISE QUARTIER DE SUANE OU DE LA GROISSETTE **à SAINTE-MAXIME-SUR-MER (VAR)** LIBRE - MISE A PRIX : 2.000.000 DE FRANCS. S'adresser pour tous renseignements à : M^e M. et F. CHEVROT, avocats à Paris, 8, rue Tronchet (073-24-42) ; M^e LYONNET DU MOUÏRIER, avocat à Paris, 102, rue de Rivoli (073-15-99) ; M^e Robert OARNIER, syndic à Paris, 1, rue de Furstemberg ; M^e LAURENTE, syndic à Paris, 41, rue Dauphine ; M^e Jacques-Marie GARNIER, syndic, 63 boulevard Saint-Germain.

AREA

TOUT SOUS LE VERS LES CHAMPS DE NEIGE PAR LES AUTOROUTES ALPINES

Octobre 1975 : AREA, Société des Autoroutes Françaises, ouvre un nouveau tronçon de son réseau. Le péri-est lyonnais est maintenant à moins d'une heure de Grenoble et de la vallée de la Savoie. Les routes de la région lyonnaise sont ainsi reliées à la vallée de la Savoie par les autoroutes AREA. Cette liaison permet de gagner beaucoup de temps et de confort. Elle est particulièrement intéressante pour les touristes qui se rendent en vacances dans les Alpes. AREA, Société des Autoroutes Françaises, a une longue expérience et sa volonté de réussite.

Emprunt 10,20% de 180 000 F garanti par l'Etat

Emission de 180 000 obligations de 1 000 F nominal garanties par l'Etat. Intérêt annuel 102 F par obligation soit 10,20%. Jouissance : 18 octobre 1975. Taux de rendement actuariel brut : 10,16%. Prix d'émission : le pair, soit 1 000 F par obligation. Durée : 20 ans. Régime fiscal : en l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France perçoivent le montant brut de leurs coupons déduction de leur crédit : soit d'une retenue à la source de 10% - soit d'un prélèvement forfaitaire de 25%. Les intérêts figurant parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 3 000 F par an et par déclarant.

CALCULATEURS DE POCHÉ ÉLECTRONIQUES

Programme intéressant, allant du calculateur à 8 chiffres au labeur mathématique scientifique à 8 ou 12 chiffres. Un marché en hausse constante.

Importateurs/acheteurs en gros intéressés sont priés de se le fabricant aujourd'hui, le 6 octobre ou demain, le 7 octobre, à l'ÉMERDENT, Paris. Tél. 758-12-30, pour convenir d'un rendez-vous. Demandez Monsieur Wicohern.

1200

